JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLÉE NATIONALE

COMPTE RENDU INTÉGRAL DES SÉANCES

Abonnements à l'Éditeur des DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE : FRANCE ET OUTRE-MER : 22 F ; ETRANGER : 40 F
(Compte chèque postal : 9063-13, Paris.)

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE aux renouvellements et réclamations	DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION 26, RUE DESAIX, PARIS 15 ^e	POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE AJOUTER 0,20 F
--	---	--

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958 2^e Législature

2^e SESSION ORDINAIRE DE 1963-1964

COMPTE RENDU INTÉGRAL — 20^e SEANCE

Séance du Mercredi 13 Mai 1964.

SOMMAIRE

1. — Bon emploi des prestations sociales. — Discussion d'un projet de loi (p. 1176).

Mme Launay, rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Discussion générale : M. Cance.

M. Marcellin, ministre de la santé publique et de la population.
Clôture de la discussion générale.

Art. 1^{er}.

MM. Laurent, le ministre de la santé publique et de la population.

Amendement n° 7 du Gouvernement. — Adoption.

Amendements n° 8 de M. Musmeaux, n° 1 de MM. Dupuy et Cance, n° 4 de Mme le rapporteur et M. Couderc :

M. Musmeaux, Mme le rapporteur, MM. le ministre de la santé publique et de la population, Tourné. — Retrait de l'amendement n° 1. — Rejet de l'amendement n° 8. — Adoption de l'amendement n° 4.

Amendements n° 2 de MM. Dupuy et Cance, n° 5 de Mme le rapporteur et M. Chapuis : Mme le rapporteur, MM. le ministre de la santé publique et de la population, Tourné. — Rejet de l'amendement n° 2. — Adoption de l'amendement n° 5.

Adoption de l'article 1^{er}, modifié.

Art. 2.

Amendement n° 9 du Gouvernement tendant à une nouvelle rédaction de l'article : M. le ministre de la santé publique et de la population, Mme le rapporteur. — Adoption.

Art. 3.

Amendement n° 3 de MM. Dupuy et Cance : MM. Tourné, Mme le rapporteur, M. le ministre de la santé publique et de la population. — Rejet.

Adoption de l'article 3.

Art. 4 à 7. — Adoption.

Art. 8.

Amendement n° 10 du Gouvernement : M. le ministre de la santé publique et de la population, Mme le rapporteur. — Adoption.

Amendement n° 6 de MM. Nilès et Lollve : M. Tourné, Mme le rapporteur, M. le ministre de la santé publique et de la population. — Adoption.

Adoption de l'article 8, modifié.

Article additionnel.

Amendement n° 11 du Gouvernement : M. le ministre de la santé publique et de la population, Mme le rapporteur. — Adoption.

Explication de vote :

M. Cassagne.

M. le ministre de la santé publique et de la population.

Adoption de l'ensemble du projet de loi.

2. — Recrutement exceptionnel de fonctionnaires de la sûreté nationale. — Discussion d'un projet de loi (p. 1131).

M. Peretti, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles.

Discussion générale :

MM. Commenay, Vivlen, le rapporteur, Rieubon.

M. Roger Frey, ministre de l'intérieur.

Clôture de la discussion générale.

Art. 1^{er}.

Amendement n° 5 rectifié de la commission, sous-amendement n° 8 de M. Charret et Mme de Hautecloque, sous amendement n° 13 du Gouvernement, amendement n° 4 de Mme de Hautecloque : MM. le rapporteur, le ministre de l'intérieur.

Retrait du sous-amendement n° 8. — Les autres amendements sont réservés.

Amendement n° 1 de M. Charret et Mme de Hautecloque. — Retrait.

Réserve de l'article 1^{er}.

Après l'article 1^{er}.

Amendement n° 2 de M. Charret et Mme de Hautecloque. — Retrait.

Art. 2.

Amendement n° 9 de la commission. — Réserve.

Amendement n° 11 de MM. Waldeck L'Huilier et Bustin. — Réserve.

Après l'article 2.

Amendement n° 3 de MM. Charret et Mme de Hautecloque. — Retrait.

Art. 3.

Amendement n° 12 de MM. Garcin et Barbet. — Réserve.

Amendement n° 7 de la commission. — Réserve.

Suspension et reprise de la séance.

Art. 1^{er} (suite).

Amendement n° 14 du Gouvernement tendant à une nouvelle rédaction de l'article.

Demande de vote bloqué sur l'ensemble du projet de loi, dans le texte du Gouvernement modifié par les amendements n° 14, 9 et 7.

Adoption de l'ensemble du projet de loi.

3. — Pêche dans les eaux territoriales. — Discussion d'un projet de loi adopté par le Sénat (p. 1185).

M. Baudouin, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles.

Article unique. — Adoption.

4. — Dépôt de propositions de loi (p. 1186).

5. — Dépôt de rapports (p. 1186).

6. — Dépôt d'une proposition de loi modifiée par le Sénat (p. 1186).

7. — Ordre du jour (p. 1186).

PRESIDENCE DE M. RAYMOND SCHMITTEIN,
vice-président.

La séance est ouverte à quinze heures.

M. le président. La séance est ouverte.

— 1 —

BON EMPLOI DES PRESTATIONS SOCIALES

Discussion d'un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi tendant à assurer le bon emploi des prestations familiales, des allocations aux personnes âgées et des allocations d'aide sociale (n° 548, 852, 857).

La parole est à Mme Launay, rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Mme Odette Launay, rapporteur. Monsieur le président, monsieur le ministre, mesdames, messieurs, le projet de loi que j'ai l'honneur de rapporter devant vous a été approuvé lors d'une première lecture par la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. Puis, plusieurs amendements ayant été déposés, la commission s'est réunie à nouveau et a voté en seconde lecture deux modifications à l'article 1^{er} du projet. Elles figurent dans le rapport supplémentaire qui vous a été distribué.

Ce matin, un dernier amendement a été adopté à l'unanimité par la commission et son objet est très clair : maintenir la tutelle pour les seuls enfants diminués mentaux.

Ce projet permettra de sauvegarder les intérêts des bénéficiaires d'allocations qui, en raison de leur état physique ou mental, d'une déficience physique ou parce qu'ils vivent seuls, ne peuvent obtenir que lesdites prestations soient consacrées à leur entretien propre. On a constaté bien souvent que ces personnes vivent dans des conditions d'hygiène déplorable et que leur alimentation ne comporte pas le minimum de calories nécessaires à tout être humain. C'est pourquoi on a estimé qu'il y avait lieu de remédier à cette situation.

Bien entendu, ce projet de loi concerne aussi les enfants se trouvant dans des circonstances similaires. N'avons-nous pas eu souvent connaissance de cas d'enfants vivant dans des conditions d'hygiène et d'alimentation telles que leurs parents — c'est le moins qu'on puisse dire — n'avaient aucune idée de ce que signifiait le mot « famille » ? Les assistantes sociales ont suffisamment constaté des situations pénibles pour qu'il soit nécessaire d'intervenir. Ces parents considèrent seulement le côté « intéressé » des allocations qu'ils perçoivent et oublient le sens de leur devoir le plus élémentaire.

Tel est l'objet essentiel du projet de loi soumis à l'Assemblée.

Dans les divers cas énumérés, et qui concernent les personnes âgées, les handicapés physiques, les enfants mineurs, un juge d'instance pourra désigner une personne qui recevra les prestations, à charge pour elle de les utiliser au profit du bénéficiaire. C'est ce que permettront les dispositions contenues dans les articles du projet de loi que vous allez voter.

Dans les rapports qui vous ont été distribués, j'ai expliqué, article par article, les modifications apportées, tant au code de la sécurité sociale qu'au code de la famille et de l'aide sociale. Je n'y reviendrai donc pas.

L'utilité de ce projet ne soulèvera certainement pas d'objection parmi vous, tant il semble que tout doit être mis en œuvre pour que l'aide apportée par ces allocations atteigne son but. En effet, il n'est pas concevable que des êtres humains ne bénéficient pas pleinement de l'amélioration de leur sort qui avait été prévue, uniquement parce qu'ils sont seuls ou parce qu'ils vivent dans des milieux familiaux qui n'ont pas conscience de leurs responsabilités.

Je demande donc à l'Assemblée de voter ce projet comme l'a fait la commission des affaires culturelles, familiales et sociales et je l'en remercie à l'avance. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T., du groupe des républicains indépendants, du centre démocratique, du rassemblement démocratique et du groupe socialiste.)

M. le président. Dans la discussion générale, la parole est à M. Cance.

M. René Cance. Mesdames, messieurs, je voudrais présenter deux observations seulement sur le projet qui nous est soumis.

Il s'agit, nous dit-on, d'assurer le bon emploi des prestations familiales, des allocations aux personnes âgées et des allocations d'aide sociale.

L'intention est certes louable et nous ne pouvons que l'approuver dans son principe. Qu'il y ait, en effet, des cas où certains bénéficiaires de prestations soient incapables, en raison de leur état de santé, de les utiliser judicieusement, nul ne le contestera ; il est normal aussi que la loi s'efforce de préserver leurs propres intérêts et ceux des enfants dont ils ont la charge.

Tout le problème consiste donc à établir les conditions de cette incapacité. Or, je lis à l'article 1^{er} : « La même décision peut être prise dès l'octroi de ces prestations lorsqu'au vu d'une enquête préalable l'intéressé peut être présumé se trouver dans l'une des situations visées à l'alinéa précédent. » Il s'agit du cas où il n'utiliserait pas judicieusement les allocations qui lui sont versées. Toutes les garanties, nous semble-t-il, ne sont pas réunies pour établir d'une manière absolument incontestable l'incapacité des intéressés.

Qui fera ces enquêtes préalables ? Comment seront-elles menées ? Qui prendra ensuite la décision de ne plus verser ces allocations à une personne qui serait seulement « présumée se trouver » dans l'incapacité d'utiliser judicieusement ces prestations ? On ne peut pas, je crois, condamner un accusé sur une simple présomption de culpabilité.

Sans doute faut-il essayer de préserver les intérêts de certaines personnes âgées ; mais il faut aussi protéger ces personnes contre ceux qui pourraient être tentés de les dépouiller. Il faut protéger les personnes âgées réellement incapables d'utiliser ces allocations, mais il faut se garder de créer des conditions qui risqueraient de faire passer pour anormaux des vieillards parfaitement sains d'esprit.

Ma deuxième observation portera sur l'article 3, lequel dispose que, lorsque les enfants donnant droit aux prestations familiales sont élevés dans des conditions d'alimentation, de logement et d'hygiène manifestement défectueuses, le juge peut ordonner que les prestations soient, en tout ou partie, versées

non au chef de famille, mais à une personne physique ou morale dite « tuteur aux prestations ».

Mais, mesdames, messieurs, si demain cet article était appliqué à la lettre, les familles les plus pauvres et les plus mal logées pourraient être frappées.

On mange mal, c'est vrai ! dans de nombreuses familles pauvres, mais c'est, avant tout, parce que les ressources sont insuffisantes.

Le véritable problème n'est pas de répression mais d'humanité. Il faut assurer à ces familles une vie normale et digne.

Nous connaissons tous des pères de famille qui gagnent 40.000 anciens francs par mois et même moins ; c'est le cas — et les maires qui siègent dans notre assemblée le savent bien — du petit personnel municipal de nos villes. Avec de telles ressources, comment peut-on élever des enfants dans de bonnes conditions d'alimentation et d'hygiène ?

Quant au logement, il est, lui aussi, souvent défectueux. Mais ce n'est pas parce que les prestations familiales sont mal utilisées, mais bien parce que ces familles n'ont pas trouvé et ne trouvent pas encore de logements convenables ou, encore, parce que le loyer est trop élevé en considération de leurs ressources.

Comment peut-on vivre décemment et élever convenablement des enfants en ne disposant que de salaires aussi modestes, alors qu'il faut payer en outre un loyer de 10.000, 15.000 ou 20.000 anciens francs par mois, auquel il faut ajouter les notes de gaz, d'électricité et de chauffage, et souvent — je me permets de le rappeler — une cote mobilière d'un montant égal au loyer mensuel ?

Je connais, au Havre, des familles qui avaient été logées dans des baraquements construits pendant la guerre, il y a vingt-deux ans. De tels baraquements étant aujourd'hui vétustes et délabrés, ces familles avaient réussi à obtenir un logement dans les H. L. M. Eh bien ! elles ont demandé à revenir dans leurs mauvais baraquements !

En versant les prestations familiales à un tuteur, en quoi, mesdames, messieurs, allez-vous améliorer les conditions d'alimentation, de logement et d'hygiène des enfants ?

Je connais bien le problème qui nous préoccupe tous aujourd'hui. Je connais ces familles qui vivent dans des logements insalubres, dans de véritables taudis lesquels sont d'ailleurs la honte de nos grandes villes. Mais ce n'est pas en privant les chefs de famille du bénéfice des prestations familiales que vous résoudrez ce problème.

Si l'on veut réellement lui apporter une solution, une première condition s'impose : offrir à ces familles des logements convenables en construisant des H. L. M. en plus grand nombre, dont le loyer sera accessible à ceux qui ne disposent que de ressources modestes. Il faut ensuite donner au chef de famille un salaire plus élevé, construire des crèches, multiplier le nombre des garderies et des jardins d'enfants, des terrains de sports et de jeux.

Si des enfants vivent dans des conditions pénibles, ce ne sont pas toujours les parents, que l'on qualifie d'ailleurs quelquefois trop facilement et trop rapidement d'indignes, qui sont responsables. Le responsable ? C'est la société elle-même, c'est-à-dire l'Etat qui ne met pas à la disposition des parents les moyens de donner à leurs enfants la santé et la joie de vivre.

Les mesures que vous préconisez, monsieur le ministre, ne nous semblent pas de nature à apporter le remède véritable au mal que nous déplorons tous. C'est la raison pour laquelle nous ne pouvons pas approuver votre projet (*Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de la santé publique et de la population. (*Applaudissements sur les bancs du groupe des républicains indépendants et sur les bancs de l'U. N. R. - U. D. T.*)

M. Raymond Marcellin, ministre de la santé publique et de la population. Comme vient de le souligner Mme Launay, au nom de la commission des affaires sociales, dans un rapport très précis et fort documenté, la tutelle aux prestations familiales, aux allocations aux personnes âgées et aux allocations d'aide sociale répond à une nécessité indiscutable.

Cette tutelle est instituée dans tous les cas où une allocation risquerait de ne pas être utilisée dans l'intérêt de la personne qui doit normalement en bénéficier.

Cette allocation est alors versée à une œuvre ou à une personne qualifiée qui aura la charge d'affecter la somme aux soins exclusifs du bénéficiaire.

Quel est actuellement le droit ? Le régime de la tutelle dont nous nous préoccupons aujourd'hui, n'existe que pour les allocations familiales proprement dites, l'allocation de salaire unique, l'allocation de la mère au foyer et l'allocation d'éducation spécialisée aux mineurs infirmes. Pour ces allocations, la tutelle est prononcée par le juge des enfants.

Il existe encore une autre tutelle, celle qui protège les allocations de maternité. Mais, comme il s'agit d'une prestation

d'un montant relativement élevé et qui est servie une fois pour toutes, un régime particulier a été institué dans ce cas. La procédure, en effet, doit être aussi rapide que possible. C'est pourquoi le soin de prononcer cette tutelle a été confié au directeur départemental de la population et de l'action sociale.

La tutelle n'existe donc, actuellement, que pour les seules allocations que je viens d'énumérer. Restent donc en dehors du régime de la tutelle les allocations prénatales, les allocations de logement, les allocations aux personnes âgées et les allocations d'aide sociale.

En ce qui concerne les allocations d'aide sociale, pour être très exact, je dirai qu'il existe deux exceptions, mais d'une faible portée. Il s'agit, premièrement, de l'allocation d'aide sociale à la famille, qui n'est pratiquement plus accordée et qui bénéficiait du même régime de tutelle que les allocations familiales et, deuxièmement, de l'allocation mensuelle d'aide sociale à l'enfance qui, elle, peut être mandatée, sur décision préfectorale, au nom de la personne ou de l'institution charitable qui élève l'enfant ou de l'assistante sociale qui en assure la surveillance.

Il paraissait donc indispensable d'étendre à l'ensemble des prestations familiales la protection prévue pour certaines d'entre elles et d'organiser un système de tutelle pour les allocations aux personnes âgées et pour les allocations d'aide sociale.

Ainsi que l'a indiqué Mme Launay, dans son rapport, l'expérience a, hélas ! démontré que, trop souvent, les allocations servies à des personnes âgées ou à des infirmes étaient détournées de leur destination par l'entourage de ces personnes, ou que, vivant isolés, leurs bénéficiaires étaient incapables, en raison de leur grand âge ou de leur handicap mental, d'utiliser correctement ces allocations.

Il en résulte que nombre de ces personnes vivent dans de très mauvaises conditions malgré l'effort des collectivités publiques en leur faveur.

Le projet de loi qui vous est soumis vise donc à étendre le régime de la tutelle, à regrouper et à harmoniser les diverses dispositions existantes.

Une protection plus complète sera ainsi instituée, couvrant toutes les allocations d'aide sociale sans exception et l'ensemble des prestations familiales.

Je suis convaincu que ce projet de loi répond au vœu profond de l'Assemblée. Il constitue un progrès et une amélioration sensibles dans un domaine qui requiert de notre part la plus grande vigilance.

En votant ce texte, vous ferez au premier chef œuvre de justice sociale. (*Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R. - U. D. T. et du groupe des indépendants.*)

M. le président. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale ?...

La discussion générale est close.

Aucune motion de renvoi n'étant présentée, le passage à la discussion des articles du projet de loi dans le texte du Gouvernement est de droit.

[Article 1^{er}.]

M. le président. « Art. 1^{er}. — Lorsque :

« — les allocations d'aide sociale,

« — l'allocation aux vieux travailleurs salariés, l'allocation spéciale, l'allocation supplémentaire ainsi que toutes prestations viagères servies au titre d'un régime obligatoire de sécurité sociale et attribuées sous une condition de ressources,

« ne sont pas utilisées dans l'intérêt du bénéficiaire ou, lorsque en raison de son état mental, celui-ci vit dans des conditions d'alimentation, de logement et d'hygiène manifestement déficientes, le juge d'instance peut ordonner que tout ou partie des dites prestations sera versée à une personne physique ou morale qualifiée, à charge pour elle de les utiliser au profit du bénéficiaire.

« La même décision peut être prise dès l'octroi de ces prestations lorsque au vu d'une enquête préalable l'intéressé peut être présumé se trouver dans l'une des situations visées à l'alinéa précédent.

« Toutefois, il n'est pas dérogé aux dispositions des articles 53, 153 et 168-1 du code de la famille et de l'aide sociale. »

La parole est à M. Laurent.

M. Marceau Laurent. Monsieur le ministre, mes chers collègues, l'article 1^{er} du projet de loi déposé par le Gouvernement tendant à assurer le bon emploi des prestations familiales, des allocations aux personnes âgées et des allocations d'aide sociale me semble manquer de précision.

En effet, comment le juge d'instance pourra-t-il prononcer son arrêt si, au préalable, des enquêtes, avis ou rapports ne lui ont pas permis de l'établir en toute connaissance de cause ?

Les bureaux d'aide sociale qui, comme on le sait, sont présidés par le maire, pour toutes les formes d'aide sociale, formulent un avis dont s'inspirent souvent les commissions cano-

nales et, le cas échéant, les commissions départementales. Cet avis est émis en parfaite connaissance de la situation du demandeur.

Pourquoi le projet de loi qui nous est soumis ignore-t-il ces organismes pourtant valables ?

J'avais présenté un amendement ainsi conçu : Entre les mots « le juge d'instance peut », et le mot « ordonner », insérer les mots « après avis du bureau d'aide sociale et sur rapport des assistantes sociales ».

Mais la commission n'a pas jugé bon d'adopter cet amendement. Je reste néanmoins persuadé que cette disposition serait utile, surtout en ce qui concerne les cas d'aide sociale et j'en fais de nouveau la suggestion au Gouvernement. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)

M. le président. La parole est à M. le ministre de la santé publique et de la population.

M. le ministre de la santé publique et de la population. Il est bien entendu que, lorsqu'il procédera à l'enquête, le juge demandera l'avis du bureau d'aide sociale chaque fois que sera en cause l'une des allocations visées à l'article 1^{er}, qui, je tiens à le souligner, sont les seules qui concernent le bureau d'aide sociale.

M. le président. Le Gouvernement a présenté un amendement n° 7 tendant, au premier alinéa de l'article 1^{er}, après les mots : « l'allocation aux vieux travailleurs salariés », à insérer les mots : « l'allocation vieillesse des non-salariés ».

La parole est à M. le ministre de la santé publique et de la population.

M. le ministre de la santé publique et de la population. Cet amendement — qui va de soi — a pour objet de réparer un oubli, ou plutôt de rectifier une erreur de transcription. Je pense que l'Assemblée peut l'adopter.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 7 présenté par le Gouvernement.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Je suis saisi de trois amendements qui peuvent être soumis à une discussion commune.

Le premier, n° 8, présenté par M. Musmeaux, tend à rédiger comme suit le quatrième alinéa de l'article 1^{er} : « ... ne sont pas utilisées dans l'intérêt du bénéficiaire notamment en raison de son état mental, le juge d'instance peut ordonner... » (le reste sans changement).

Le deuxième amendement présenté sous le n° 1 par MM. Dupuy et Cance, tend, dans le quatrième alinéa de l'article 1^{er}, à supprimer les mots : « ou lorsque, en raison de son état mental, celui-ci vit dans des conditions d'alimentation, de logement et d'hygiène manifestement défectueuses. »

Le troisième amendement, présenté par Mme Launay, rapporteur et par M. Couderc, sous le n° 4, tend, dans le quatrième alinéa de l'article 1^{er}, après les mots : « lorsque en raison de son état mental », à insérer les mots : « ou d'une déficience physique ».

La parole est à M. Musmeaux pour soutenir son amendement n° 8.

M. Arthur Musmeaux. Mes chers collègues, nous estimons que la rédaction que nous proposons pour le quatrième alinéa de l'article 1^{er} se justifie pleinement.

En effet, il suffit amplement d'indiquer : « Lorsque les allocations ne sont pas utilisées dans l'intérêt du bénéficiaire, notamment en raison de son état mental... » et il n'est nul besoin d'ajouter : « lorsque celui-ci vit dans des conditions d'alimentation, de logement et d'hygiène manifestement défectueuses... ».

Le juge d'instance étant saisi après enquête, c'est lui et lui seul qui pourra apprécier et statuer. Il est inutile d'insérer dans la loi de telles dispositions qui, trop sévères, peuvent être la source d'abus.

Ce n'est pas la faute des familles si elles sont mal logées, et vous savez tous pourquoi.

Je demande donc à l'Assemblée d'adopter notre amendement.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

Mme Odette Launay, rapporteur. La commission a repoussé cet amendement qui lui avait été présenté sous la forme d'un sous-amendement à l'amendement n° 1.

M. le président. La parole est à M. le ministre de la santé publique et de la population.

M. le ministre de la santé publique et de la population. Je crois que M. Musmeaux a commis une erreur en déposant cet amendement.

En effet, le texte ne donne pas au juge le pouvoir d'ordonner la tutelle lorsque sont constatées les seules conditions manifestement défectueuses d'alimentation, de logement et d'hygiène de l'intéressé, encore faut-il que ces conditions manifestement défectueuses soient réalisées « en raison de l'état mental » du bénéficiaire.

Ainsi tombent toute l'argumentation de M. Musmeaux et celle de l'orateur qui est intervenu dans la discussion générale. C'est pourquoi il convient de repousser cet amendement.

M. le président. La parole est à M. Tourné pour soutenir l'amendement n° 1 présenté par MM. Dupuy et Cance.

M. André Tourné. Monsieur le ministre, vous avez dit à la fin de votre première intervention qu'en votant le projet de loi, nous ferions œuvre de justice sociale.

Mais, quand on examine de près le texte de votre projet, et, quand on sait ce qui se passe chez nous, on ne peut s'empêcher de vous répondre qu'en adoptant certaines dispositions du présent projet, loin de faire œuvre de justice sociale, nous risquons d'aggraver encore l'injustice qui sévit trop souvent, hélas ! dans notre pays.

Nous vous demandons de supprimer l'avant-dernier alinéa de l'article 1^{er}, ainsi rédigé : « La même décision peut être prise dès l'octroi de ces prestations lorsque, au vu d'une enquête préalable, l'intéressé peut être présumé se trouver dans l'une des situations visées à l'alinéa précédent. »

En effet, qui procédera à l'enquête ? Et quelles seront les voies de recours possibles si les conclusions de cette enquête sont contestées, comme étant contraires à la réalité ? Il s'agit-là, me semble-t-il, d'une disposition très dangereuse. Des abus terribles peuvent naître de racontars recueillis au cours de l'enquête.

Je suppose — hypothèse d'ailleurs absurde, dans les circonstances présentes — que tous les Français puissent être logés dans des conditions décentes, que notamment nous disposions, en nombre suffisant, de maisons de retraite pour recevoir tous les vieux et toutes les vieilles, de centres médicaux sociaux nécessaires pour recueillir et soigner ceux qui manifestent quelque déficience, aussi bien physique que cérébrale. Une telle disposition serait alors compréhensible. Mais, vous n'ignorez pas, monsieur le ministre, qu'il est devenu impossible pour les catégories les plus déshéritées de la nation de trouver un logement. Il n'y a pas assez d'H. L. M. et même pour accéder à un logement H. L. M. on doit justifier d'un minimum de ressources. C'est l'une des dispositions du formulaire.

Et vous savez aussi, monsieur le ministre, que si, de-ci de-là, par l'intermédiaire de certaines communes ou de certains départements, surtout depuis que la sécurité sociale assure 25 p. 100 du financement, on parvient à construire des maisons de retraite relativement convenables, il n'en reste pas moins qu'il manque des dizaines de milliers de lits pour les vieux et les déficients mentaux, victimes, dans la plupart des cas, d'une usure prématurée et parmi ceux-là on compte — je le rappelle — de nombreux anciens combattants.

Si l'administration de la santé publique disposait d'un nombre de lits suffisant pour accueillir ces personnes déficientes, on comprendrait de telles dispositions. Mais nous ne voulons pas, monsieur le ministre, que les injustices présentes soient confirmées par le seul fait d'une enquête qui, au départ, risque d'être partielle.

En effet, les enquêteurs s'adresseront aux voisins qui, peut-être infortunés par certaine présence, ne demanderont pas mieux que d'éloigner celui ou celle qui leur cause quelque gêne.

L'Assemblée nationale ne peut accepter que, par le simple effet d'une enquête, soit décidé le retrait des prestations sociales visées dans le projet de loi qui nous est aujourd'hui soumis. (Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.)

M. le président. Monsieur Tourné, je crains que vous n'ayez commis une confusion.

MM. Dupuy et Cance ont déposé deux amendements, l'un portant le n° 1 et tendant à modifier le 4^e alinéa de l'article 1^{er}, l'autre portant le n° 2 et tendant à supprimer l'avant-dernier alinéa. Il semble que vous venez de soutenir l'amendement n° 2 que je n'ai pas encore appelé.

M. André Tourné. Je n'ai pas fait de confusion, monsieur le président.

L'amendement n° 1 a été retiré au profit de l'amendement de M. Musmeaux et, d'ailleurs, dans le rapport de Mme Launay il n'est pas question de cet amendement n° 1.

J'ai, en effet, défendu l'amendement de MM. Dupuy et Cance tendant à la suppression de l'avant-dernier alinéa de l'article 1^{er} et je m'excuse si je n'ai pas précisé que l'amendement n° 1 était retiré.

M. le président. L'amendement n° 1 est donc retiré.

La parole est à Mme Launay, rapporteur, pour soutenir l'amendement n° 4.

Mme Odette Launay, rapporteur. La commission a adopté cet amendement car elle a estimé que les termes « lorsqu'en raison de son état mental » étaient insuffisants, le texte devant pouvoir également viser le cas des personnes en mauvais état physique.

C'est pourquoi, par cet amendement, la commission vous propose d'ajouter les mots : « ou d'une déficience physique ».

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de la santé publique et de la population. Le Gouvernement accepte l'amendement n° 4.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 8 présenté par M. Musmeaux. (L'amendement, mis aux voix, n'est pas adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 4 présenté par Mme Launay, rapporteur, et M. Courderc et accepté par le Gouvernement.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Je suis saisi de deux amendements qui peuvent être soumis à discussion commune.

Le premier, déposé sous le n° 2 par MM. Dupuy et Cance, tend à supprimer l'avant-dernier alinéa de l'article 1^{er}.

Cet amendement vient d'être soutenu par M. Tourné.

Le deuxième amendement n° 5, présenté par Mme Launay, rapporteur, et M. Chapuis tend, à l'avant-dernier alinéa de l'article 1^{er}, à substituer aux mots : « peut être présumé se trouver », les mots : « se trouve ».

La parole est à Mme Launay, rapporteur.

Mme Odette Launay, rapporteur. Cet amendement est de pure forme et n'appelle pas de commentaire.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur l'amendement n° 2 présenté par MM. Dupuy et Cance et déjà soutenu par M. Tourné ?

Mme Odette Launay, rapporteur. La commission a repoussé cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de la santé publique et de la population. Le Gouvernement accepte l'amendement présenté par la commission, c'est-à-dire celui qui tend, dans le quatrième paragraphe de l'article, à remplacer les mots : « l'intéressé peut être présumé se trouver », par les mots : « l'intéressé se trouve dans l'une des situations... ».

En revanche le Gouvernement repousse l'amendement présenté par MM. Dupuy et Cance.

En effet, le texte qui vous est soumis n'offre aucun des inconvénients signalés par M. Tourné, qui a défendu cet amendement. Il a simplement pour but d'éviter le gaspillage des prestations sociales. Si, dès l'attribution de la prestation le juge constate que le bénéficiaire est dans un état mental déficient, il a la possibilité d'éviter ce gaspillage en organisant la tutelle, ce qui est tout à fait normal.

M. le président. La parole est à M. Tourné pour répondre au Gouvernement.

M. André Tourné. Je m'excuse de devoir vous dire, monsieur le ministre, qu'en votre qualité de chef du département de la santé publique et de la population vous allez un peu trop loin.

Vous venez, en effet, de vous faire officiellement l'écho de ce que racontent trop de gens mal intentionnés qui essaient de faire croire qu'en France on gaspille les prestations sociales...

M. le ministre de la santé publique et de la population. Mais non !

M. André Tourné. Monsieur le ministre, permettez-moi de vous faire observer qu'un tel propos est, pour le moins, regrettable dans la bouche d'un ministre de la santé publique et de la population.

M. le ministre de la santé publique et de la population. Ce propos n'a pas été tenu.

M. André Tourné. Vous avez parlé du gaspillage des prestations familiales et déclaré qu'il fallait l'éviter.

M. le ministre de la santé publique et de la population. Naturellement !

Permettez-moi de clarifier la discussion, car nous nous égarons complètement.

Tout à l'heure, monsieur Tourné, vous avez fait le procès de l'organisation de la tutelle en matière de prestations sociales, critiqué la politique du logement et l'ensemble des budgets de l'Etat les uns après les autres.

Ce n'est pas le sujet et votre intervention est tout à fait étrangère au débat.

M. Maurice Delory. Il se moque du débat.

M. le ministre de la santé publique et de la population. Il s'agit purement et simplement, en l'occurrence, du gaspillage des prestations sociales auquel Mme Launay, rapporteur, et moi-même avons fait allusion. Lorsque le bénéficiaire est dans un état mental déficient, son entourage peut détourner les prestations familiales de leur objet et en priver celui à qui elles doivent normalement revenir.

Tel est exactement l'objet de ce texte.

Quant à votre intervention, qui est hors du sujet, c'est de la propagande politique. Ce n'est pas sérieux. (Applaudissements sur les bancs du groupe des républicains indépendants et de l'U. N. R.-U. D. T.)

M. André Tourné. Voilà un argument commode : nous faisons de la propagande politique !

Sur de nombreux bancs de l'U. N. R.-U. D. T. Mais oui !

M. André Tourné. Mais, messieurs, pourquoi tant d'impatience ?

Monsieur le ministre, prenez l'avion et venez à Perpignan. Nous prendrons rendez-vous et nous irons incognito visiter des maisons, des baraques que je visite, moi, et que je signale à vos services. Je vous en ferai voir des mal-logés et des déshérités du sort sans ressources...

M. le ministre de la santé publique et de la population. Quel rapport une telle proposition a-t-elle avec le texte en discussion ?

M. André Tourné. J'y arrive.

L'avant-dernier alinéa comporte ces mots : « La même décision peut être prise... lorsque au vu d'une enquête... »

Vous n'avez pas répondu à ce point : qui effectuera les enquêtes ?

M. le ministre de la santé publique et de la population. C'est l'assistante sociale.

M. André Tourné. Quelles sont les voies de recours accordées à l'intéressé ?

Aucune n'est prévue dans votre projet.

M. le ministre de la santé publique et de la population. Monsieur Tourné, vous ne me ferez pas croire que vous ne savez pas que les enquêtes sont effectuées par les assistantes sociales, sous le contrôle d'un juge.

M. André Tourné. Et après ? (Exclamations sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

En effet, il est précisé dans l'article 1^{er} :

« La même décision peut être prise dès l'octroi de ces prestations lorsque, au vu d'une enquête préalable, l'intéressé peut être présumé se trouver dans l'une des situations visées à l'alinéa précédent. »

Monsieur le ministre, vous dites que nous faisons le procès de la politique du Gouvernement au sujet des H. L. M., des centres médico-sociaux et du manque de lits. Notre argument serait sans valeur si nous raisonnions dans l'absolu mais, vous le savez bien, la situation que nous avons dénoncée existe bel et bien.

M. le ministre de la santé publique et de la population. Votre argument est, en effet, sans valeur.

M. André Tourné. Quand, demain, les vieux, les déficients que vous visez dans votre texte, pourront être logés dans des centres médico-sociaux, les dispositions que vous proposez auront quelque valeur mais, actuellement, elles ne peuvent pas avoir la portée que vous leur attribuez. (Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.)

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 2 présenté par MM. Dupuy et Cance.

(L'amendement, mis aux voix, n'est pas adopté.)

M. le président. Je mets maintenant aux voix l'amendement n° 5 présenté par Mme Launay, rapporteur, au nom de la commission, et M. Chapuis.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 1^{er} modifié par les amendements que l'Assemblée a adoptés.

(L'article 1^{er} ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

[Article 2.]

M. le président. « Art. 2. — Par dérogation à l'article 1^{er} ci-dessus et conformément à l'article 168-1 du code de la famille et de l'aide sociale, les dispositions de l'article L 551 du code de la sécurité sociale sont applicables à l'allocation et aux majorations servies en application des articles L 711-1, L 711-2 et L 711-3 du code de la sécurité sociale lorsqu'elles bénéficient à des mineurs de vingt et un ans. »

Le Gouvernement a déposé un amendement n° 9 tendant à rédiger comme suit cet article :

« Par dérogation à l'article 1^{er} ci-dessus et conformément à l'article 168 du code de la famille et de l'aide sociale, les dispositions de l'article L 551 du code de la sécurité sociale sont applicables à l'allocation servie en application de l'article L 711-1 du code de la sécurité sociale lorsqu'elles bénéficient à des mineurs de vingt et un ans. »

La parole est à M. le ministre de la santé publique et de la population.

M. le ministre de la santé publique et de la population. Il s'agit d'une rectification de forme à l'article 2.

En effet, tel qu'il est actuellement rédigé, cet article fait référence aux articles L 711-2 et L 711-3 du code de la sécurité sociale. Or, ces deux articles ayant été abrogés par le décret du 6 septembre 1963, il convient de supprimer la référence qui y est faite.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

Mme Odette Launay, rapporteur. La commission n'a pas eu à se prononcer sur cet amendement mais il n'y a pas de doute sur le principe. Il s'agit bien d'un amendement de forme.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 9 présenté par le Gouvernement.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. En conséquence, ce texte devient l'article 2.

[Article 3.]

M. le président. « Art. 3. — Les dispositions de l'article L 526 du code de la sécurité sociale sont remplacées par les dispositions suivantes, qui figureront à l'article L 551 du même code (dispositions communes) :

« Art. L 551. — Dans le cas où les enfants donnant droit aux prestations familiales sont élevés dans des conditions d'alimentation, de logement et d'hygiène manifestement défectueuses ou lorsque le montant des prestations n'est pas employé dans l'intérêt des enfants, le juge des enfants peut ordonner que les prestations soient, en tout ou partie, versées non au chef de famille, mais à une personne physique ou morale qualifiée, dite tuteur aux prestations familiales. »

MM. Dupuy et Cance ont présenté un amendement n° 3 qui tend, dans le texte proposé pour l'article L 551 du code de la sécurité sociale, à supprimer les mots :

« Dans le cas où les enfants donnant droit aux prestations familiales sont élevés dans des conditions d'alimentation, de logement et d'hygiène manifestement défectueuses ou... »

La parole est à M. Tourné pour soutenir l'amendement.

M. André Tourné. Nous avons développé nos arguments lors de l'examen de l'article 1^{er}.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

Mme Odette Launay, rapporteur. La commission a repoussé cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de la santé publique et de la population. Pour les raisons déjà exposées, le Gouvernement repousse cet amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 3 présenté par MM. Dupuy et Cance, repoussé par la commission et le Gouvernement.

(L'amendement, mis aux voix, n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 3.

(L'article 3, mis aux voix, est adopté.)

[Articles 4 à 7.]

M. le président. « Art. 4. — L'article L 523 du code de la sécurité sociale est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. L 523. — L'allocation est versée au père ou à la mère, au tuteur ou à la personne ayant la garde de l'enfant.

« Toutefois, s'il n'a pas été institué de tutelle aux prestations familiales et dans le cas où l'allocation risquerait de ne pas être utilisée dans l'intérêt de l'enfant, elle pourra être versée en tout ou en partie soit à une œuvre soit à une personne qualifiée, qui aura la charge d'affecter ladite somme aux soins exclusifs de l'enfant. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 4.

(L'article 4, mis aux voix, est adopté.)

« Art. 5. — La dernière phrase du dernier alinéa de l'article L 533 du code de la sécurité sociale est abrogée. » — (Adopté.)

« Art. 6. — Le troisième alinéa de l'article 53 du code de la famille et de l'aide sociale est modifié comme suit :

« L'allocation est versée en principe à la mère, à défaut au père, à défaut aux ascendants. Sur la demande, soit de la personne appelée en application de ce qui précède à recevoir l'allocation, soit de celle ayant effectivement pris l'enfant en charge, l'allocation peut être mandatée au nom de la personne ou de l'institution charitable qui élève l'enfant, ou de l'assistante sociale qui en assure la surveillance. Le préfet peut également décider que le mandatement aura lieu comme il vient d'être dit.

« Au cas où un tuteur aux prestations familiales aurait déjà été nommé, celui-ci reçoit de plein droit l'allocation. » — (Adopté.)

« Art. 7. — Le dernier alinéa de l'article 153 du code de la famille et de l'aide sociale est modifié comme suit :

« Si le titulaire des allocations d'aide sociale à la famille les emploie à d'autres fins que l'amélioration des conditions de vie du foyer, l'entretien et l'éducation des enfants, il peut être procédé à l'institution d'une tutelle dans les conditions prévues à l'article L 551 du code de la sécurité sociale.

« Au cas où un tuteur aux prestations familiales aurait déjà été nommé, celui-ci reçoit de plein droit les allocations. » — (Adopté.)

[Article 8.]

M. le président. « Art. 8. — Il est ajouté à la section I du chapitre VI du titre III du code de la famille et de l'aide sociale, un article 168-1 ainsi rédigé :

« Art. 168-1. — En ce qui concerne les mineurs de 21 ans au profit desquels sont versées l'allocation et les majorations

prévues au présent chapitre, lorsque celles-ci ne sont pas utilisées dans l'intérêt de ces mineurs, une tutelle pourra être instituée. Cette institution a lieu selon les règles prévues à l'article L 551 du code de la sécurité sociale. Elle portera également sur l'allocation supplémentaire et les majorations complémentaires servies en application des articles L 711-1, L 711-2 et L 711-3 du code de la sécurité sociale.

« Au cas où un tuteur aux prestations familiales aurait déjà été nommé, celui-ci reçoit de plein droit les allocations.

« Dans l'année précédant la majorité de l'enfant, le juge d'instance peut être saisi en vue de se prononcer sur le maintien de la tutelle après la majorité. »

Je suis saisi d'un amendement n° 10 présenté par le Gouvernement et qui tend, à la fin du premier alinéa du texte modificatif proposé pour l'article 168-1 du code de la famille, à supprimer les mots : « L 711-2 et L 711-3 ».

La parole est à M. le ministre de la santé publique et de la population.

M. le ministre de la santé publique et de la population. Il s'agit également d'un amendement de pure forme, identique à celui que l'Assemblée vient de voter à l'article 2.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

Mme Odette Launay, rapporteur. La commission accepte cet amendement.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 10.

(L'amendement n° 10, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. MM. Nilès et Lolive ont présenté un amendement n° 6 qui tend à rédiger comme suit le dernier alinéa du texte proposé pour l'article 168-1 du code de la famille et de l'aide sociale :

« Dans l'année précédant la majorité d'un enfant diminué mental, le juge d'instance peut être saisi en vue de se prononcer sur le maintien de la tutelle après la majorité. »

La parole est à M. Tourné.

M. André Tourné. Cet amendement a été adopté en commission ce matin.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

Mme Odette Launay, rapporteur. La commission a, en effet, adopté cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de la santé publique et de la population. Le Gouvernement accepte l'amendement n° 6.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 6, présenté par MM. Nilès et Lolive, adopté par la commission et accepté par le Gouvernement.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 8 modifié par les deux amendements que l'Assemblée a adoptés.

(L'article 8, ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

[Article additionnel.]

M. le président. Le Gouvernement a présenté un amendement, n° 11, tendant à introduire l'article additionnel suivant :

« L'article L 543-2 du code de la sécurité sociale est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les dispositions de l'article L 525 du code de la sécurité sociale sont applicables à l'allocation d'éducation spécialisée. »

La parole est à M. le ministre de la santé publique et de la population.

M. le ministre de la santé publique et de la population. Il s'agit, encore une fois, d'un amendement de pure forme.

Lorsque l'Assemblée, à l'article 3, a voté les nouvelles dispositions de l'article L 551 nouveau du code de la sécurité sociale, elle s'est prononcée pour l'extension de la tutelle à toutes les prestations familiales alors que, précédemment, seules les allocations familiales étaient en cause.

L'article 543-2 du code de la sécurité sociale vise l'article 526 du code de la sécurité sociale concernant la tutelle. Or cet article 526 est remplacé par l'article 551 qui, se trouvant dans les dispositions communes, s'applique de plein droit à l'allocation d'éducation spécialisée. Il est donc inutile de le viser dans l'article 543-2.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

Mme Odette Launay, rapporteur. La commission n'a pas été saisie de cet amendement n° 11 du Gouvernement.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article additionnel ainsi rédigé.

(L'article additionnel, ainsi rédigé, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Avant de mettre aux voix l'ensemble du projet de loi, je donne la parole à M. Cassagne, pour expliquer son vote.

M. René Cassagne. Je crois que les hommes de notre génération peuvent intervenir dans un tel débat avec quelque sérénité.

En effet, grâce à tout un arsenal de lois que ne peuvent revendiquer pour elles seules ni la V^e République ni la IV^e République, les victimes de la maladie ou de l'infirmité peuvent, à l'heure actuelle, être substantiellement secourues. Nous sommes loin, tout de même, du néant d'autrefois.

Il apparaît invraisemblable que l'on veuille, aujourd'hui, tenter de se substituer, en quelque sorte, aux familles qui semblent tout naturellement désignées pour gérer les fonds que la loi destine aux enfants malades, déficients physiquement ou mentalement. Et cependant, tous ceux qui exercent depuis longtemps des responsabilités municipales — et nous sommes nombreux ici, dans ce cas — savent fort bien qu'il peut y avoir là, un problème.

Certains, en effet, que le malheur a frappés, ne sont pas secourus comme ils devraient l'être parce que les fonds réunis pour eux grâce à un large effort de solidarité nationale sont ou mal employés ou détournés de leur objet. C'est pourquoi, sans doute, le Gouvernement a jugé nécessaire de déposer un projet de loi.

Mesdames, messieurs, nous serions prêts à voter ce projet mais nous souhaiterions obtenir un certain nombre de promesses du ministre chargé d'appliquer la loi.

Je crains que, demain, on en fasse mauvais usage et tous mes amis du groupe socialiste partagent mon appréhension.

Il faudrait donc nous promettre, monsieur le ministre, que vos services n'useront pas de cette loi comme d'un dispositif supplémentaire pour méconnaître de véritables problèmes familiaux et humains.

S'il s'agit d'aider des gens malheureux que leur famille délaisse alors qu'elle perçoit cependant pour eux de fort importantes prestations, nous sommes d'accord avec vous, monsieur le ministre. Mais il importe que ces dispositions nouvelles ne soient pas un prétexte pour transférer de la famille — cellule sociale naturelle — à d'autres responsables des tâches qui sont essentiellement familiales. Certes, ceux qui percevront désormais les prestations appliqueront scrupuleusement la loi mais ne sera-ce pas, quelquefois, avec quelque sécheresse de cœur ? Qui peut remplacer la famille ? C'est ainsi que nous craignons, monsieur le ministre, que la loi n'atteigne pas le but que vous lui assignez. La loi, dans sa dureté et sa sécheresse, doit donc être tempérée par les textes d'application. C'est pourquoi nous vous demandons la promesse que les circulaires que vous adresserez à vos services s'appliqueront à humaniser la loi et que, pour chaque cas, la situation familiale fera l'objet d'une enquête approfondie. Vous le savez, monsieur le ministre, l'amour dont on entoure le plus souvent, dans les foyers les plus modestes, tel enfant débile, déficient physique ou malade mental, ne peut être remplacé par aucune tutelle. Rien ne peut tenir lieu de l'affection de la mère, du père, des parents.

C'est la seule et simple promesse que nous vous demandons. Nous ne nous opposons pas à votre projet de loi car nous avons été — je l'ai dit — au cours de notre vie publique, témoins de faits que nous condamnons du fond de notre cœur. Je dis même que nous voudrions le voter. Mais donnez-nous l'assurance qu'il sera appliqué dans le respect des droits imprescriptibles de la famille et avec humanité. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)

M. le président. La parole est à M. le ministre de la santé publique et de la population.

M. le ministre de la santé publique et de la population. Je voudrais rappeler l'objet de ce projet de loi dont le vote se traduira par un progrès social.

Il arrive que des parents indignes, que l'entourage d'un vieillard détournent de leur véritable but les allocations familiales, les allocations aux vieux travailleurs ou autres dont le montant leur est confié.

Jusqu'à maintenant, les enfants étaient protégés ; des tuteurs pouvaient être nommés pour l'emploi des allocations familiales. Il n'en était pas de même concernant l'ensemble des allocations d'aide sociale et les allocations aux vieillards. Le besoin se faisait sentir de compléter notre législation et aucun de ceux qui connaissent véritablement le problème ne s'y oppose réellement.

Telle est très exactement la question.

On me demande de promettre que la loi sera appliquée de façon humaine par mes services.

Or la loi précise que l'application des dispositions qui vous sont proposées sera confiée au juge qui aura pour mission, dans le cas de détournement, de nommer un tuteur, association spécialisée ou assistante sociale, chargé de veiller au bon emploi des allocations.

On a dit que la décision du juge chargé de l'enquête, serait sans appel. C'est une erreur. Il est possible de faire appel.

Au demeurant, ce système fonctionne déjà depuis longtemps pour les allocations familiales et on ne nous a pas cité un seul exemple d'un juge ayant abusé de ses pouvoirs. C'est précisément parce que ce système fonctionne bien que le Gouverne-

nement vous demande d'en étendre l'application en votant ce projet qui correspond à un réel progrès social. (Applaudissements sur les bancs du groupe des républicains indépendants et de l'U. N. R.-U. D. T.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

M. André Tourné. Le groupe communiste vote contre. (L'ensemble du projet de loi, mis aux voix, est adopté.)

— 2 —

RECRUTEMENT EXCEPTIONNEL DE FONCTIONNAIRES DE LA SURETE NATIONALE

Discussion d'un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi autorisant un recrutement exceptionnel de fonctionnaires de la sûreté nationale (n^o 806, 866).

La parole est à M. Peretti, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

M. Achille Peretti, rapporteur. Mesdames, messieurs, vous êtes en possession du rapport que j'ai eu l'honneur d'établir au nom de la commission des lois sur le projet de loi autorisant un recrutement exceptionnel de fonctionnaires de la sûreté nationale. Je me bornerai donc à en rappeler les lignes principales et à présenter quelques brèves observations.

Plusieurs parlementaires se sont inquiétés à diverses reprises du sort injuste réservé à certains fonctionnaires de la sûreté nationale, anciens combattants des forces françaises libres, qui, pour avoir pris, parmi les premiers, une part active aux combats de la libération du territoire, n'avaient pu bénéficier — et pour cause — des avantages de carrière qui furent accordés, entre 1940 et 1944 notamment, à des collègues moins engagés.

Si, après leur démobilisation, ils ont pu bénéficier de l'ordonnance du 15 juin 1945, qui permettait le recrutement sur titres et sans concours des personnes qui avaient été empêchées d'accéder au service public en raison des événements de guerre, leur entrée tardive dans l'administration et une compétition quelque peu faussée ont constitué pour eux un indiscutable préjudice de carrière.

C'est à la réparation de ce préjudice que s'est employé M. le ministre de l'intérieur, et je lui en rends volontiers un amical hommage.

Différentes solutions, fondées sur des textes existants, s'étant révélées insuffisantes ou impossibles, le Gouvernement a déposé le projet de loi qui vous est soumis.

Pour résoudre une situation exceptionnelle, vous êtes invités à prendre une décision exceptionnelle, qu'il serait au demeurant facile de justifier, si besoin était, par de nombreux précédents sur lesquels il ne servirait à rien de revenir.

Si vous en décidez ainsi, il pourra donc être dérogé aux règles de recrutement prévues par les statuts particuliers en faveur des gardiens de la paix, des officiers de police adjoints et des officiers de police, anciens F. F. L., afin de les nommer directement au grade supérieur.

Aucun abus n'est cependant à redouter car, d'une part, le bénéfice de ces dispositions n'est accordé qu'aux seuls titulaires à la fois de la carte d'identité F. F. L. et de la carte de combattant volontaire de la résistance, et, d'autre part, les nominations au grade supérieur sont subordonnées à l'examen des capacités professionnelles ou techniques des intéressés, le tout sous le contrôle du Conseil d'Etat. Il est également spécifié que ces nominations ne pourront être prononcées qu'à des emplois vacants. Quant aux répercussions financières, elles seront nulles.

L'article 3 ouvre un délai de deux ans, à compter de la publication du décret pris en Conseil d'Etat, pour réaliser les engagements pris.

Votre commission, unanime, s'est réjouie de ces mesures qui reconnaîtront les mérites éminents acquis par les personnes susceptibles d'en bénéficier et mettront fin à une situation injuste autant que choquante.

Elle a estimé cependant devoir légitimement étendre le bénéfice de ce projet de loi au personnel de la préfecture de police remplissant les mêmes conditions.

Il lui est apparu également que c'était à la suite d'un oubli que les quelques déportés résistants, recrutés après leur libération, en 1945, n'étaient pas appelés à bénéficier de ce texte, alors qu'ils remplissaient les mêmes conditions que leurs camarades F. F. L.

Enfin, sur la proposition de M. Coste-Floret, votre commission propose de supprimer le mot « vacants » à la fin du premier alinéa de l'article premier. Elle témoigne ainsi de son désir de voir pleinement respectés, et dans les délais impartis, toutes les obligations contenues dans le projet que nous recommandons à votre approbation.

Mesdames, messieurs, c'est volontairement que j'ai abrégé l'évocation d'un passé dont les anciens F. F. L. et tous les résistants ont le droit d'être fiers. Ce n'est pas parce que les services rendus furent immenses et consentis volontairement qu'il faut moins les reconnaître et moins les récompenser. Nous devons aujourd'hui nous montrer satisfaits de l'initiative prise par M. le ministre de l'intérieur : elle comble une lacune et met fin à une injustice. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T. et du groupe des républicains indépendants.)

M. le président. Dans la discussion générale, la parole est à M. Commenay.

M. Jean-Marie Commenay. A mon grand regret, le bénéfice du texte qui nous est proposé ne s'étend pas à une catégorie d'officiers de police et d'officiers de police adjoints qui, en dépit de leur appartenance aux forces françaises combattantes et de leurs états de services, n'ont jamais obtenu les avantages qu'on veut aujourd'hui accorder aux anciens militaires des forces françaises libres : je veux parler des agents P2, chargés de mission, ayant appartenu aux forces françaises combattantes.

Les titres qu'ils possèdent ne peuvent être contestés et prouvent que leur activité sous l'occupation a été au moins aussi dangereuse et aussi efficace pour la libération de la patrie que celle des membres des forces françaises libres.

D'ailleurs, quelle différence pourrait-il y avoir entre un F. F. L. et un agent P2 puisque l'un et l'autre étaient militaires et soumis aux mêmes règlements ? En effet, les agents P2 étaient astreints aux mêmes obligations et à la même discipline que les militaires des forces françaises libres, à la seule différence que les agents P2, agents spéciaux chargés de mission, faisaient du renseignement et luttaient en France occupée, avec tout ce que cela comportait de difficultés et de dangers de tous ordres, pour eux et pour leurs familles, tandis que les F. F. L. se battaient, jusqu'au débarquement, hors de la métropole.

Les agents P2 étaient homologués et immatriculés à Londres. C'est tellement vrai qu'ils avaient un pseudonyme et qu'ils ont seuls, avec les F. F. L., le droit de porter l'insigne des forces françaises libres. D'ailleurs, cet insigne est plus grand que celui des F. F. L. et fait l'objet d'une immatriculation. Il a été remis à chaque agent P2 avec un diplôme.

Il convient de souligner les dangers que couraient les agents P2. Lorsqu'ils étaient arrêtés, ils étaient fusillés pour espionnage ou déportés dans les camps de concentration. Soldats sans uniforme, ils ne pouvaient se prévaloir de la convention de Genève.

Certes, d'anciens F. F. L. ont déjà bénéficié, au titre de la résistance, des avantages qu'on se propose aujourd'hui d'accorder aux F. F. L. Il faut reconnaître en toute justice qu'il était anormal que ces derniers eussent été oubliés jusqu'à maintenant, mais il serait non moins injuste que les agents P2, qui peuvent justifier de ce titre, n'eussent pas la possibilité de prétendre aux mêmes droits.

Si les agents P2 ont déjà obtenu certains avantages, tout comme les anciens F. F. L. — rappel d'ancienneté comptant uniquement pour l'avancement, pour un échelon ou pour une classe, dans le grade — cela n'a rien de comparable avec ce qu'ont déjà obtenu certains résistants de la sûreté nationale, après la Libération, ni avec ce que le projet qui nous est soumis prévoit pour les anciens F. F. L.

En effet, ce projet permettra à tous les anciens F. F. L. de faire valoir leurs titres et d'entrer en compétition. Seront nommés dans le corps supérieur ceux qui ont vraiment combattu et qui ont les meilleurs états de services. Mais une injustice flagrante va persister concernant les fonctionnaires de la catégorie que j'évoque, c'est-à-dire les anciens agents P2. Car, jusqu'à présent, jamais le ministère de l'intérieur ne leur a demandé de faire valoir leurs titres d'anciens combattants ou d'anciens résistants pour postuler un grade supérieur et encore moins pour accéder au corps supérieur de la sûreté nationale.

Les ex-agents P2 fonctionnaires de la sûreté nationale sont certainement, et de loin, les moins nombreux — je veux bien en convenir — parmi les ex-résistants et les ex-F. F. L. C'est la raison pour laquelle peu d'entre eux ont été nommés commissaires de police.

D'une manière plus générale, il serait souhaitable que tous les officiers et officiers de police adjoints, ex-agents P2, chargés de mission, bénéficient des mêmes avantages que les ex-F. F. L. et qu'il leur soit permis d'entrer en compétition avec ces derniers pour accéder au corps supérieur de la sûreté nationale, compte tenu bien entendu de leurs mérites.

D'autre part, les emplois vacants dans ce corps étant nécessairement limités, il y aurait lieu, dans un souci d'équité, d'accorder à tous les officiers et officiers de police adjoints ex-agents des forces françaises libres ou ex-agents P2 des forces françaises combattantes, qui ne pourront accéder au grade de commissaire, la possibilité d'accéder néanmoins à un grade supérieur.

En conclusion de cette brève intervention, je serais très reconnaissant à M. le ministre de vouloir bien me dire s'il ne lui paraît pas possible de déposer un amendement tendant à assimiler aux anciens des F. F. L., pour le bénéfice de ce projet de loi, les anciens agents P2 de la sûreté nationale ou de la préfecture de police, ou bien s'il préfère prendre dans un avenir prochain, en faveur de ces agents, des mesures de réparation de même nature que celles qui vont être adoptées aujourd'hui.

Tel était l'objet de mon intervention en faveur de cette catégorie d'agents, sans doute peu nombreuse, mais qui me paraît cependant très digne d'intérêt.

M. Robert-André Vivien. Me permettez-vous une précision, monsieur Commenay ?

M. Jean-Marie Commenay. Je vous en prie.

M. Robert-André Vivien. Mon cher collègue, j'ai suivi attentivement votre exposé. Il importe, me semble-t-il, que vous en précisiez certains points.

Vous avez parlé des anciens F. F. L., puis des ex-agents P2 porteurs de l'insigne de la France libre. Je crois qu'il y a confusion dans votre esprit. Le texte attribuant le titre de F. F. L. est très strict. Il vise tous les combattants des F. F. C. ou des F. F. L. qui ont rejoint soit les unités de la France libre, soit les réseaux de résistance, avant le 31 juillet 1943.

Je crsis — c'est sans doute ce que M. le ministre, lui-même ancien F. F. L., vous répondra — que si un ex-agent P2 a rallié avant le 31 juillet 1943 un réseau des forces françaises combattantes, il jouira des mêmes avantages que vont se voir octroyer les membres du personnel de la police, anciens des forces françaises libres.

Je crains donc qu'une confusion ne se soit introduite dans votre esprit.

M. Jean-Marie Commenay. Il n'y a aucune confusion dans mon esprit. Tout simplement, et bien entendu sans vouloir les assimiler sur le plan des titres, je souhaite que les ex-agents P2 bénéficient des mesures que nous allons voter.

C'est le vœu que je formule aujourd'hui à cette tribune. ne voulant en aucune manière, je le répète, confondre des titres absolument différents, j'en conviens volontiers.

Il n'y a donc pas la moindre confusion dans mon esprit. J'ai prié M. le ministre de l'intérieur d'étendre le bénéfice de la loi à ces agents, eu égard aux services qu'ils ont rendus en métropole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Je voudrais apporter un témoignage personnel.

De nombreux agents P2, auxquels fait allusion M. Commenay, faisaient partie d'un réseau que j'ai eu l'honneur de commander. Lorsque, après la Libération, j'ai assumé certaines fonctions à la sûreté nationale, j'ai été l'instigateur des textes autorisant un recrutement exceptionnel. Application en a été faite précisément aux agents P2 et P1, et à d'autres agents occasionnels, qui ont pu ainsi postuler un emploi sans concours et quelquefois sans titre, les services qu'ils avaient rendus au pays constituant à nos yeux des titres magnifiques et un examen détaillé ayant prouvé qu'ils possédaient les qualités techniques requises.

Il se peut que quelques cas aient alors échappé à l'attention des services du ministère de l'intérieur. Encore est-il permis d'en douter. Quoi qu'il en soit, le projet en discussion se fonde sur la notion assez précise de la durée de trois mois qui a manqué à des F. F. L. ou à des déportés — ceux-ci, non encore rapatriés, ne pouvaient évidemment faire valoir leurs droits, et nous y avons songé pour eux — pour bénéficier des dispositions exceptionnelles instaurées à la Libération.

M. le président. La parole est à M. Commenay.

M. Jean-Marie Commenay. Je remercie M. le rapporteur de ces précisions, qui rejoignent tout à fait mes préoccupations.

Il s'agit évidemment d'agents peu nombreux, sur le sort desquels, profitant de la discussion de ce projet de loi, j'ai tenu à appeler l'attention de M. le ministre. J'ai envisagé en leur faveur deux solutions. Ce qui importe, c'est qu'un engagement soit pris en vue d'améliorer la situation de ces agents qui, s'ils sont peu nombreux, sont cependant dignes d'intérêt.

M. le président. La parole est à M. Rieubon.

M. René Rieubon. Nous avons déposé trois amendements à ce projet de loi qui comporte un certain nombre de restrictions. Mais la commission ne les a pas retenus.

A l'article 1^{er}, nous proposons que les fonctionnaires de la sûreté nationale titulaires de la carte d'identité des Forces françaises libres et de la carte de combattant volontaire de la Résistance soient, sous réserve de leurs capacités professionnelles et techniques, nommés directement en surnombre à des emplois, afin que l'administration n'invoque pas le manque de postes vacants, pendant les deux ans au cours desquels la loi sera applicable, pour se refuser à réparer le préjudice subi par les fonctionnaires de la sûreté nationale anciens com-

battants des Forces françaises libres. Seules les nominations en surnombre permettraient d'éviter une telle injustice. Mais l'article 40 de la Constitution nous a été opposé.

C'est dire que nous nous rallierons à tout amendement demandant la suppression du terme « vacants ».

A l'article 2, nous avons proposé d'ajouter, après les mots « Conseil d'Etat », les mots : « après avis des commissions ou siègera le représentant mandaté des officiers de police et des officiers de police adjoints, titulaires de la carte d'identité des Forces françaises libres et de la carte de combattant volontaire de la Résistance ». C'était, à notre avis, le seul moyen qui permit aux intéressés de ne pas être lésés. La commission a écarté l'amendement sous prétexte que la mesure était du domaine réglementaire. Nous souhaitons cependant que le Gouvernement tienne compte de notre vœu.

Enfin, à l'article 3, nous avons demandé que les dispositions de ce projet fussent applicables pendant deux ans à compter de la publication de la loi.

Nos propositions, on le voit, s'inspiraient de la législation antérieure et tendaient à ce que cette loi fût immédiatement efficace, dans un souci de simple justice. (Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. Roger Frey, ministre de l'intérieur. Mesdames, messieurs, votre rapporteur, M. le président Peretti, a plaidé avec la chaleur du résistant qu'il fut et sa compétence habituelle un dossier que votre commission des lois a, de son côté, trouvé bon puisqu'elle a bien voulu l'assortir d'un avis favorable.

M. Peretti a notamment exposé avec précision et clarté les motifs qui sont à l'origine du texte de réparation — je dis bien de réparation — que le Gouvernement vous demande d'adopter aujourd'hui en faveur d'une catégorie de fonctionnaires particulièrement digne d'intérêt. Il a de même expliqué pourquoi il s'était révélé indispensable de recourir à la voie législative.

Il a exprimé — et fort bien, je le répète — tout ce qu'il était nécessaire et opportun de dire. Je n'y reviendrai donc pas, bornant mon propos à commenter très brièvement et par avance certains amendements qui ont été déposés.

J'indique d'abord que c'est à l'issue de très longues négociations que le projet a pu obtenir l'assentiment de mes collègues des finances, de la fonction publique et des anciens combattants.

Il a également, vous le savez, recueilli l'avis favorable du Conseil d'Etat. C'est dire que toute adjonction étendant sa portée ou modifiant les conditions de son application entraînerait inévitablement de nouveaux retards dans le règlement de la situation des fonctionnaires de police qui ont appartenu aux forces françaises libres.

Cela dit, j'admets volontiers que le bénéfice de ce projet de loi soit étendu aux personnels de la préfecture de police.

Je profite de cette occasion pour rendre un très vif hommage à tous les déportés résistants qui ont pris, je ne l'oublie pas, une part très lourde des sacrifices consentis par les meilleurs d'entre nous pour maintenir la France dans la lutte et pour la faire participer à la victoire. Mais leur cas n'est pas exactement le même que celui des anciens des forces françaises libres, et je prie l'Assemblée de croire que ce n'est pas mon appartenance aux F. F. L. qui me fait tenir ce propos.

Mesdames, messieurs, il ne s'agit évidemment pas — vous le savez — de porter un jugement de valeur sur les titres patriotiques respectifs des uns et des autres, mais tout simplement de considérer des faits et des dates. On constate alors, comme l'a souligné votre rapporteur, que les membres des forces françaises libres ayant souscrit un engagement pour la durée de la guerre plus trois mois, ont continué à servir dans de très nombreux cas au-delà de cette limite soit en Allemagne, soit en Autriche, soit même en Indochine ou à Madagascar, ce qui les a empêchés de bénéficier dans le même temps de recrutements intéressants qui étaient alors offerts en vertu d'un certain nombre de textes soit particuliers à la sûreté nationale, soit, au contraire, de portée générale.

Tel n'a pas été le cas pour les autres catégories de résistants, y compris les déportés résistants. Seuls, les anciens membres des forces françaises libres qui se trouvaient, du fait de leurs obligations, sur les champs de bataille, n'ont pu bénéficier, et pour cause, de promotions exceptionnelles, que ce soit au titre du décret du 27 novembre 1944 dont ont bénéficié plusieurs centaines de fonctionnaires, ou que ce soit au titre de l'ordonnance du 15 juin 1945, en particulier de l'article 12.

Ceci étant précisé, je donne à l'Assemblée l'assurance que, s'il devait apparaître que des déportés résistants se soient trouvés dans une situation identique à celle, à la vérité spécifique, ainsi que l'a souligné M. le rapporteur, des fonctionnaires de police ex-F. F. L., je proposerais en temps voulu un nouveau projet de loi les concernant.

Quant à l'amendement de M. Coste-Floret, la rigueur budgétaire à laquelle le Gouvernement entend se tenir, dans le cadre

de son plan de stabilisation, est incompatible avec la création d'emplois nouveaux. Je donne à M. Coste-Floret l'assurance formelle que, dans le délai de deux ans qui m'est imparti pour l'application de la loi, je pourrai dégager dans chaque corps suffisamment d'emplois vacants pour que ces dispositions reçoivent leur plein effet.

Ainsi donc, c'est avec la double certitude que le texte de réparation qui vous est soumis, d'une part, ne créera pas au profit d'une catégorie de fonctionnaires de police résistants une situation dont les autres pourraient pâtir par comparaison et que, d'autre part, il s'appliquera pleinement, que je demande instamment à l'Assemblée de l'adopter dans sa rédaction initiale, complétée toutefois par l'adjonction qui étend le bénéfice de ces dispositions au personnel de la préfecture de police. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T. et du groupe des républicains indépendants.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale ?

La discussion générale est close.

Aucune motion de renvoi en commission n'étant présentée, le passage à la discussion des articles du projet de loi dans le texte du Gouvernement est de droit.

[Article 1^{er}.]

M. le président. « Art. 1^{er}. — Nonobstant les règles de recrutement prévues par les statuts particuliers, les fonctionnaires de la sûreté nationale, titulaires de la carte d'identité F. F. L. et possédant en outre la carte de combattant volontaire de la résistance pourront, sous réserve de leurs capacités professionnelles et techniques, être nommés directement à des emplois vacants :

« — de commissaires de police, s'ils appartiennent au corps des officiers de police ou à celui des officiers de police adjoints,

« — d'officiers de police, s'ils appartiennent au corps des officiers de police adjoints,

« — de commandants et officiers de paix, s'ils appartiennent au corps des gardiens de la paix. »

Je suis saisi de deux amendements pouvant être soumis à une discussion commune.

Le premier, n° 5, rectifié, est présenté par M. le rapporteur et M. Coste-Floret. Il tend à rédiger comme suit l'article 1^{er} :

« Nonobstant les règles de recrutement prévues par leurs statuts particuliers, les fonctionnaires de la sûreté nationale et de la préfecture de police, titulaires de la carte d'identité F.F.L. ou de la carte de déporté résistant et possédant en outre la carte de combattant volontaire de la résistance pourront, sous réserve de leurs capacités professionnelles et techniques, être nommés directement à des emplois :

« A la sûreté nationale :

« — de commissaire de police, s'ils appartiennent au corps des officiers de police ou à celui des officiers de police adjoints,

« — d'officiers de police, s'ils appartiennent au corps des officiers de police adjoints,

« — de commandants et officiers de paix, s'ils appartiennent au corps des gardiens de la paix ;

« A la préfecture de police :

« — de commissaires adjoints, s'ils appartiennent au corps des officiers de police et officiers de police adjoints,

« — d'officiers de police, s'ils appartiennent au corps des officiers de police adjoints,

« — de commandants, s'ils appartiennent au cadre des officiers de paix,

« — d'officiers de paix, s'ils appartiennent aux cadres des gradés et gardiens de la paix. »

Le second, n° 4, est présenté par Mme de Hauteclouque et il tend à rédiger comme suit le début du premier alinéa de cet article :

« Nonobstant les règles de recrutement prévues par les statuts particuliers, les fonctionnaires de la sûreté nationale et de la préfecture de police, titulaires de la carte d'identité F. F. L. ou de la carte de déporté résistant et possédant en outre... (le reste sans changement). »

Mais je suis saisi d'autre part de deux sous-amendements à l'amendement n° 5 rectifié de la commission.

Le premier, n° 13, présenté par le Gouvernement, tend, dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 1^{er}, à supprimer les mots :

« ou de la carte de déporté résistant et possédant en outre la carte de combattant volontaire de la Résistance. »

Le second, n° 8, présenté par M. Charret et Mme de Hauteclouque, tend, après le deuxième alinéa du texte proposé par l'amendement n° 5 rectifié, à insérer le nouvel alinéa suivant :

« — de commissaires de police principaux s'ils appartiennent au corps de commissaires de police. »

La parole est à M. le rapporteur, pour soutenir son amendement n° 5 rectifié.

M. le rapporteur. Le Gouvernement ayant donné son accord, il me paraît superflu de défendre une cause qui est gagnée d'avance.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de l'intérieur. Je l'ai dit, le Gouvernement n'accepte que l'adjonction relative à la préfecture de police.

M. le président. C'est-à-dire qu'il accepte l'amendement n° 5 rectifié, mais compte tenu du sous-amendement n° 13 ?

Mais il y a aussi le sous-amendement n° 8 de M. Charret et Mme de Hauteclouque.

M. Edouard Charret. Monsieur le président, avec un peu d'amertume, je retire ce sous-amendement.

M. le président. Le sous-amendement n° 8 est retiré. L'amendement n° 4 est-il soutenu ?

M. le rapporteur. Il est satisfait par l'amendement n° 5 rectifié.

M. le président. Je vais donc commencer par mettre aux voix le sous-amendement n° 13 du Gouvernement.

M. le ministre de l'intérieur. Je demande que le vote sur tous les amendements soit réservé.

M. le président. La réserve est de droit.

M. Charret et Mme de Hauteclouque ont présenté un amendement n° 1 qui tend, après le premier alinéa de l'article 1^{er}, à insérer le nouvel alinéa suivant :

« — de commissaires de police principaux s'ils appartiennent au corps de commissaires de police. »

La parole est à M. Charret.

M. Edouard Charret. Toujours avec autant d'amertume, monsieur le président, je retire cet amendement.

M. le président. L'amendement n° 1 est retiré.

Du fait de la réserve du vote des amendements, le vote sur l'article 1^{er} est également réservé.

[Après l'article 1^{er}.]

M. le président. M. Charret et Mme de Hauteclouque ont présenté un amendement n° 2 qui tend, après l'article 1^{er}, à insérer un article nouveau, ainsi rédigé :

« Les agents de la sûreté nationale servant au titre d'un contrat les assimilant aux catégories précitées et remplissant les conditions énumérées ci-dessus peuvent être titularisés et bénéficier des avantages de la présente loi s'ils justifient d'une ancienneté de plus de 4 ans dans les services. »

La parole est à M. Charret.

M. Edouard Charret. Cet amendement est également retiré.

M. le président. L'amendement n° 2 est retiré.

[Article 2.]

M. le président. « Art. 2. — Les modalités suivant lesquelles seront examinées les capacités professionnelles et techniques des intéressés ainsi que les conditions d'intégration et de reclassement de ceux-ci seront fixées par décret en Conseil d'Etat. Ces conditions devront leur assurer une reconstitution de carrière tenant compte de la date de leur entrée dans les cadres de la sûreté nationale. Cette reconstitution pourra se faire au besoin par dérogation aux dispositions réglementaires normales. Le reclassement ne comportera aucun rappel de traitement. »

M. le rapporteur a déposé un amendement n° 9 tendant à rédiger comme suit les deux premières phrases de cet article :

« Les modalités suivant lesquelles seront examinées les capacités professionnelles et techniques des intéressés ainsi que les conditions d'intégration et de reclassement de ceux-ci seront fixées par décret en Conseil d'Etat pour les fonctionnaires de la sûreté nationale et par arrêté du préfet de police approuvé par décret en Conseil d'Etat pour les fonctionnaires de la préfecture de police. Ces conditions devront leur assurer une reconstitution de carrière tenant compte de la date de leur entrée dans les cadres de la sûreté nationale ou de la préfecture de police. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Il s'agit d'une simple question de forme. La commission avait proposé d'étendre le bénéfice des dispositions intéressant la sûreté nationale aux fonctionnaires de la préfecture de police, mais il se trouve qu'il s'agit de corps différents, d'abord pour le classement des grades et, ensuite, pour le statut qui leur est attribué. Il s'agit donc de faire concorder les textes.

M. le président. Le vote sur cet amendement est réservé.

MM. Waldeck L'Huillier et Georges Bustin ont présenté un amendement n° 11 qui tend à compléter la première phrase de l'article 2 par les mots :

« Après avis d'une commission où siègera le représentant mandaté des officiers de police et des officiers de police adjoints, titulaires de la carte d'identité F. F. L. et de la carte de combattant volontaire de la Résistance. »

La parole est à M. Rieubon pour défendre cet amendement.

M. René Rieubon. J'ai déjà donné tout à l'heure les explications nécessaires.

M. le président. Le vote sur l'amendement n° 11 est réservé, ainsi que le vote sur l'article 2.

[Après l'article 2.]

M. le président. M. Charret et Mme de Hauteclouque ont présenté un amendement n° 3 qui tend, après l'article 2, à insérer un article nouveau ainsi rédigé :

« L'échelon auquel seront reclassés les agents contractuels visés à l'article 1 bis, devra tenir compte de la durée de leurs services et de l'indice du contrat en cours au 1^{er} janvier 1964. »

Je suppose que vous retirez également cet amendement, monsieur Charret ?

M. Edouard Charret. Oui, monsieur le président, je le retire.

M. le président. L'amendement n° 3 est retiré.

[Article 3.]

M. le président. « Art. 3. — Les dispositions qui précèdent seront applicables pendant deux ans à compter de la date de publication du décret prévu à l'article 2 ci-dessus. »

MM. Garcin et Barbet ont présenté un amendement n° 12 qui tend à rédiger comme suit cet article :

« Les dispositions qui précèdent seront applicables à titre personnel aux intéressés pendant deux ans à compter de la publication de la présente loi. »

La parole est à M. Rieubon pour défendre l'amendement.

M. René Rieubon. J'ai déjà donné tout à l'heure les explications nécessaires.

M. le président. Le vote sur l'amendement n° 12 est réservé, ainsi que le vote sur l'article 3.

[Titre.]

M. le président. M. le rapporteur a présenté un amendement n° 7, qui tend à rédiger comme suit le titre du projet de loi :

« Projet de loi autorisant un recrutement exceptionnel de fonctionnaires de la sûreté nationale et de la préfecture de police. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Monsieur le président, il s'agit encore d'un amendement de forme.

Dès lors que les dispositions du projet de loi sont applicables aux fonctionnaires de la préfecture de police, il convient de le préciser dans le titre.

M. le président. Le vote sur l'amendement est réservé.

La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. le ministre de l'intérieur. Monsieur le président, je demande, en vertu de l'article 44, troisième alinéa, de la Constitution, que l'Assemblée se prononce par un seul vote sur l'ensemble du texte du Gouvernement avec la seule adjonction relative à la préfecture de police.

M. le président. Il vous appartient, monsieur le ministre, de préciser quels amendements ou sous-amendements le Gouvernement accepte.

M. le ministre de l'intérieur. Aucun autre en dehors de l'adjonction dont je viens de parler.

M. le président. Mais, monsieur le ministre, l'amendement que vous acceptez à l'article 1^{er} ne portait pas que sur la préfecture de police.

M. le rapporteur. J'imagine que M. le ministre de l'intérieur accepte tout de même les amendements de forme tendant à harmoniser les textes ?

M. le président. Encore faut-il que M. le ministre le dise !

M. le ministre de l'intérieur. De quels amendements s'agit-il, monsieur le rapporteur ?

M. le rapporteur. Par exemple, l'amendement concernant le titre du projet de loi modifié. Puisque le projet de loi intéresse les fonctionnaires de la préfecture de police comme ceux de la sûreté nationale, il convient de l'indiquer dans le titre.

M. le ministre de l'intérieur. Cela, je l'accepte !

M. le rapporteur. Mais il y en a d'autres.

M. le président. Il conviendrait que le Gouvernement précise les amendements qu'il accepte.

M. le ministre de l'intérieur. J'ai dit que j'acceptais la rédaction de l'article 1^{er} dans la forme proposée initialement par le Gouvernement, en précisant simplement ceci : « Nonobstant les règles de recrutement prévues par les statuts particuliers, les fonctionnaires de la sûreté nationale et de la préfecture de police... »

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. La commission a présenté, à l'article 1^{er}, un amendement n° 5 rectifié ayant un double objet : d'une part, étendre le bénéfice des dispositions intéressant les fonc-

tionnaires de la sûreté nationale à ceux de la préfecture de police — c'est ce que le Gouvernement accepte ; d'autre part, — et là, nous ne sommes plus d'accord et je le regrette — étendre le bénéfice de ces mêmes dispositions aux fonctionnaires titulaires de la carte de déporté résistant.

M. le ministre accepte l'extension aux fonctionnaires de la préfecture de police, mais non aux titulaires de la carte de déporté résistant.

M. le ministre de l'intérieur. C'est cela !

M. André Tourné. Et pourquoi donc ?

M. Jean-Marie Commenay. Pour quelles raisons ?

M. le président. Pour permettre la mise au point du texte, je pense qu'il vaut mieux suspendre la séance pendant quelques instants.

La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à seize heures trente-cinq minutes, est reprise à seize heures cinquante minutes.)

M. le président. La séance est reprise.

Je viens de recevoir du Gouvernement un amendement n° 14 proposant pour l'article 1^{er} la nouvelle rédaction suivante :

« Art. 1^{er}. — Nonobstant les règles de recrutement prévues par leurs statuts particuliers, les fonctionnaires de la sûreté nationale et de la préfecture de police, titulaires de la carte d'identité F. F. L. et possédant, en outre, la carte de combattant volontaire de la Résistance pourront, sous réserve de leurs capacités professionnelles et techniques, être nommés directement à des emplois vacants :

« A la sûreté nationale :

« — de commissaires de police, s'ils appartiennent au corps des officiers de police ou à celui des officiers de police adjoints ;

« — d'officiers de police, s'ils appartiennent au corps des officiers de police adjoints ;

« — de commandants et officiers de paix, s'ils appartiennent au corps des gardiens de la paix ;

« A la préfecture de police :

« — de commissaires adjoints, s'ils appartiennent au corps des officiers de police et officiers de police adjoints ;

« — d'officiers de police, s'ils appartiennent au corps des officiers de police adjoints ;

« — de commandants, s'ils appartiennent au cadre des officiers de paix ;

« — d'officiers de paix, s'ils appartiennent aux cadres des gradés et gardiens de la paix. »

La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. le ministre de l'intérieur. Le Gouvernement demande à l'Assemblée, en application de l'article 44 de la Constitution, de bien vouloir se prononcer par un seul vote sur l'ensemble du projet de loi dans le texte du Gouvernement, modifié par l'amendement n° 14 que vient de lire M. le président et par les amendements n° 9 et 7.

M. le président. En application de l'article 44, troisième alinéa de la Constitution, le Gouvernement demande à l'Assemblée de se prononcer par un seul vote sur l'ensemble du projet de loi dans le texte du Gouvernement, modifié par l'amendement n° 14 à l'article premier, et par les amendements n° 9 à l'article 2, et l'amendement n° 7 au titre du projet de loi.

Personne ne demande la parole ? ...

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(L'ensemble du projet de loi, mis aux voix, est adopté.)

— 3 —

PECHE DANS LES EAUX TERRITORIALES

Discussion d'un projet de loi adopté par le Sénat.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, concernant la procédure applicable en cas d'infraction à la loi du 1^{er} mars 1888 relative à la pêche dans les eaux territoriales (n° 415, 868).

La parole est à M. Baudouin, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

M. Henri Baudouin, rapporteur. Monsieur le président, mesdames, messieurs, le présent projet de loi concerne la procédure applicable en cas d'infraction à la loi du 1^{er} mars 1888 relative à la pêche dans les eaux territoriales. Il s'agit d'une réforme de portée limitée et de caractère essentiellement technique.

En l'état actuel des textes, le bateau de l'armateur qui a contrevenu à l'article 10 de la loi du 1^{er} mars 1888, loi interdisant aux étrangers la pêche dans les eaux territoriales de France, est retenu jusqu'à entier paiement des frais et amendes auxquels il a été condamné.

A défaut de règlement dans un délai de trois mois, le bateau est vendu par les soins du service de l'inscription maritime. L'armateur, condamné en première instance et qui interjette appel ou fait opposition, peut se pourvoir devant le tribunal pour obtenir la libre sortie du bateau en consignation le montant de la condamnation et des frais.

L'application de cette disposition donne toutes garanties lorsque l'appel émane du prévenu. En effet, aux termes de l'article 515, deuxième alinéa, du code de procédure pénale, la cour ne peut aggraver le sort de l'appelant. La consignation, égale au montant de la condamnation et des frais, est donc suffisante pour la sauvegarde des droits du Trésor et des particuliers lésés. Par contre, une difficulté se présente lorsque l'appel émane du ministère public. La cour peut alors prononcer des condamnations plus fortes qu'en première instance, et le montant de la consignation se révèle insuffisant.

L'objet du présent projet de loi est de remédier à cette difficulté en sauvegardant à la fois des droits du Trésor et ceux des armateurs.

Ce projet prévoit en effet, lorsque l'appel est interjeté par le ministère public, la possibilité d'une consignation pour obtenir la levée de la saisie. Le tribunal fixe le montant de cette consignation, mais pour tenir compte de la possibilité d'aggravation de la condamnation en appel, le taux pourra en être élevé au double de la consignation initiale, sans que cette somme puisse excéder le maximum de l'amende encourue.

Il a paru nécessaire également de prévoir la situation résultant d'un appel du ministère public, lorsque cet appel intervient sur un acquittement en première instance.

En effet, cette hypothèse n'est pas réglée par la rédaction actuelle de l'article 10. C'est pourquoi le présent projet prévoit que le tribunal fixe la consignation sans pouvoir dépasser le double du minimum de l'amende encourue.

Enfin, une élection de domicile sur le territoire français est indispensable pour les besoins de la procédure, notamment la délivrance des citations.

Le texte qui vous est proposé reprend donc celui de l'actuel article 10 de la loi du 1^{er} mars 1888 qui dit notamment : « La personne condamnée en première instance peut se pourvoir, en cas d'opposition ou d'appel, devant le tribunal pour obtenir la libre sortie du navire ou bâtiment.

« En cas d'opposition ou d'appel par le condamné, le tribunal fixe la consignation au montant de la condamnation et des frais. »

L'article 10 actuel s'arrête là et le nouveau texte ajoute : « En cas d'appel par le ministère public, le tribunal pourra élever le montant de la consignation jusqu'au double sans que cette somme puisse excéder le maximum de l'amende encourue. Au cas où le jugement attaqué aurait prononcé la relaxe du ou des prévenus, le tribunal fixera le montant de la consignation sans pouvoir dépasser le double du minimum de l'amende encourue ni descendre au-dessous de ce minimum.

« La libre sortie du navire ou bâtiment ne pourra être permise qu'après élection de domicile sur le territoire français. »

Tel est le texte qui vous est proposé, qui a été adopté par la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, et qui a été également adopté par le Sénat. (Applaudissements.)

M. le président. Personne ne demande la parole dans la discussion générale ? ...

Aucune motion de renvoi en commission n'étant présentée, le passage à la discussion de l'article unique du projet de loi dans le texte du Sénat est de droit.

Je donne lecture de l'article unique :

« Article unique. — Le dernier alinéa de l'article 10 de la loi du 1^{er} mars 1888, ayant pour objet d'interdire aux étrangers la pêche dans les eaux territoriales de France, modifié par l'article 3 de la loi du 16 avril 1933 est remplacé par les dispositions suivantes :

« La personne condamnée en première instance peut se pourvoir, en cas d'opposition ou d'appel, devant le tribunal pour obtenir la libre sortie du navire ou bâtiment.

« En cas d'opposition ou d'appel par le condamné, le tribunal fixe la consignation au montant de la condamnation et des frais.

« En cas d'appel par le ministère public, le tribunal pourra élever le montant de la consignation jusqu'au double de la condamnation, sans que cette somme puisse excéder le maximum de l'amende encourue. Au cas où le jugement attaqué aurait prononcé la relaxe du ou des prévenus, le tribunal fixera le montant de la consignation sans pouvoir dépasser le double du minimum de l'amende encourue ni descendre au-dessous de ce minimum.

« La libre sortie du navire ou bâtiment ne pourra être permise qu'après élection de domicile sur le territoire français. »

Personne ne demande la parole ? ...

Je mets aux voix l'article unique du projet de loi.

(L'article unique du projet de loi, mis aux voix, est adopté.)

— 4 —

DEPOT DE PROPOSITIONS DE LOI

M. le président. J'ai reçu de M. Dupérier une proposition de loi tendant à modifier les dispositions du chapitre I^{er} du titre I^{er} du livre I^{er} du code de l'aviation civile relatives à l'immatriculation et à la nationalité des aéronefs.

La proposition de loi sera imprimée sous le n° 892, distribuée et renvoyée à la commission de la production et des échanges, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de M. Abelin et plusieurs de ses collègues une proposition de loi portant statut de la R. T. F.

La proposition de loi sera imprimée sous le 893, distribuée et renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

— 5 —

DEPOT DE RAPPORTS

M. le président. J'ai reçu de M. Louis Vallon, rapporteur général, un rapport, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi autorisant l'approbation de la convention signée à Paris, le 21 juin 1963, entre la France et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur les successions (n° 812).

Le rapport sera imprimé sous le n° 886 et distribué.

J'ai reçu de M. Louis Vallon, rapporteur général, un rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi autorisant la ratification de l'avenant signé à Paris le 1^{er} juillet 1963 à la convention du 24 décembre 1936 entre la France et la Suède, tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance en matière d'impôts sur les successions (n° 591).

Le rapport sera imprimé sous le n° 887 et distribué.

J'ai reçu de M. Louis Vallon, rapporteur général, un rapport, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi relatif au regroupement des actions non cotées (n° 544).

Le rapport sera imprimé sous le n° 888 et distribué.

J'ai reçu de M. de Montesquiou un rapport d'information, fait en application de l'article 144 du règlement, au nom de la commission de la production et des échanges, sur les transports routiers.

Le rapport sera imprimé sous le n° 889 et distribué.

J'ai reçu de M. Commenay un rapport, fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux droits d'usage des pêcheurs le long des cours d'eau du domaine public (n° 211).

Le rapport sera imprimé sous le n° 891 et distribué.

J'ai reçu de M. Ziller un rapport, fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi ratifiant le décret n° 63-1319 du 27 décembre 1963, qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation (n° 796).

Le rapport sera imprimé sous le n° 894 et distribué.

J'ai reçu de M. Ziller un rapport, fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi ratifiant le décret n° 64-115 du 7 février 1964 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation (n° 804).

Le rapport sera imprimé sous le n° 895 et distribué.

— 6 —

DEPOT D'UNE PROPOSITION DE LOI
MODIFIEE PAR LE SENAT

M. le président. J'ai reçu, transmise par M. le président du Sénat, une proposition de loi, modifiée par le Sénat tendant à promouvoir et à réglementer le régime des accords interprofessionnels en matière de produits agricoles.

La proposition de loi sera imprimée sous le n° 890, distribuée et renvoyée à la commission spéciale chargée d'examiner cette proposition de loi.

— 7 —

ORDRE DU JOUR

M. le président. Jeudi 14 mai, à quinze heures, séance publique :
Fixation de l'ordre du jour ;

Discussion du projet de loi n° 591 autorisant la ratification de l'Avenant signé, à Paris, le 1^{er} juillet 1963, à la Convention du 24 décembre 1936 entre la France et la Suède, tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance en matière d'impôts sur les successions. (Rapport n° 887 de M. Louis Vallon, rapporteur général, au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan) ;

Discussion du projet de loi n° 812 autorisant l'approbation de la Convention signée, à Paris, le 21 juin 1963, entre la France et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur les successions. (Rapport n° 886 de M. Louis Vallon, rapporteur général, au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan) ;

Discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux droits d'usage des pêcheurs le long des cours d'eau du domaine public. (N° 211 ; rapport n° 891 de M. Commenay au nom de la commission de la production et des échanges) ;

Discussion du projet de loi n° 801 ratifiant le décret n° 64-71 du 27 janvier 1964 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation applicables à divers produits relevant du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier et qui a institué des droits de douane différentiels sur certaines importations de ces produits. (Rapport n° 858 de M. Poncelet, au nom de la commission de la production et des échanges) ;

Discussion du projet de loi n° 807 ratifiant le décret n° 64-129 du 12 février 1964 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation applicables à diverses fontes relevant du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier. (Rapport n° 859 de M. Poncelet, au nom de la commission de la production et des échanges) ;

Discussion du projet de loi n° 818 ratifiant le décret n° 64-294 du 4 avril 1964, qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation applicables à divers produits relevant du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier. (Rapport n° 860 de M. Poncelet, au nom de la commission de la production et des échanges.)

La séance est levée.

(La séance est levée à dix-sept heures.)

Le Chef du service de la sténographie
de l'Assemblée nationale.
RENÉ MASSON.

QUESTIONS

REMISES A LA PRESIDENCE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE
(Application des articles 133 à 138 du règlement.)

QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT

8973. — 13 mai 1964. — **M. Henri Duffaut** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que le plan de stabilisation entre dans son neuvième mois d'application. Il lui demande s'il ne se propose pas, d'une part, d'en faire connaître les résultats à l'Assemblée nationale, d'autre part, de préciser les intentions du Gouvernement en ce qui concerne son prolongement et son avenir.

8974. — 13 mai 1964. — **M. Le Gallo** expose à **M. le ministre de l'Intérieur** que les ressources qui, légalement, sont mises à la disposition des collectivités locales, notamment le produit de la taxe locale, n'augmentent pas proportionnellement au montant des dépenses, pour la plupart obligatoires, que doivent supporter les budgets communaux. Il lui demande de lui préciser les mesures qu'il compte prendre ou proposer au Parlement pour remédier à cette situation qui contraint les conseils municipaux à voter chaque année un nombre souvent important de centimes additionnels supplémentaires entraînant des inégalités qui ne sont plus à démontrer. Etant donné l'intérêt d'associer les élus départementaux et communaux à l'examen de ces projets, il serait également désireux de connaître les motifs pour lesquels : 1° la commission d'études des problèmes municipaux n'a pas été réunie depuis mars 1962 et s'il n'estime pas devoir en provoquer aussi rapidement que possible la réunion ; 2° le conseil national des services publics n'a pas été reconstitué, bien qu'à cet effet les crédits nécessaires aient été inscrits au bud-

get de 1964 du ministère de l'intérieur : 3° aucune suite n'a encore été donnée au rapport établi par la commission compétente pour la création d'un institut de financement des collectivités départementales et communales se substituant à l'actuel fonds d'investissement.

8975. — 13 mai 1964. — **M. Rémy Montagne** demande à **M. le Premier ministre** : 1° s'il entend laisser sans réponse les critiques adressées à la politique poursuivie en vue d'assurer une aide aux pays sous-développés ; 2° dans l'affirmative, s'il juge convenable de poursuivre, dans sa forme actuelle, un effort qui s'avère tout à la fois insuffisant pour les pays bénéficiaires et dangereux pour le nôtre dans la mesure où il engendre des charges fiscales qui aggravent nos prix de revient par rapport à ceux de nos concurrents dans le cadre de la Communauté économique européenne ; 3° s'il estime possible, dans l'état actuel des relations entre les Six, de faire appel à leur solidarité en vue de développer la politique de coopération amorcée il y a sept ans lors de la conclusion du traité de Rome et, en fait, simplement reconduite l'an passé.

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

8972. — 13 mai 1964. — **M. Prioux** expose à **M. le Premier ministre** que les communes rurales de Seine-et-Oise, ayant perdu leur ancienne population d'agriculteurs, d'artisans ou de petits commerçants ruraux, ne vivent plus que le samedi et le dimanche et n'ont pas plus qu'avant la création du district de la région parisienne les moyens de s'équiper. La réanimation de la vie rurale est un élément aussi indispensable au développement harmonieux et équilibré de la région parisienne que l'existence d'un tissu interstitiel dans un organisme vivant. Elle exige des solutions rapides qui doivent, semble-t-il, avoir pour objectifs : 1° un repeuplement relatif de l'ensemble des communes rurales ou au moins de certaines d'entre elles autour desquelles la vie rurale pourra s'organiser, et cela concerne aussi bien la réglementation ou la pratique en matière de reconstruction et d'urbanisme que la législation sur les zones de salaires et d'allocations familiales ; 2° une meilleure répartition entre Paris et les autres communes des ressources collectées dans la région parisienne ; 3° une coopération intercommunale généralisée et qui doit être largement aidée techniquement et financièrement. Les problèmes qui se posent aujourd'hui autour de Paris se poseront bientôt autour des métropoles régionales que la politique d'aménagement du territoire tend à développer. C'est pourquoi il lui demande quelle orientation il lui paraît possible de donner à l'aménagement de la région parisienne, pour réanimer les zones rurales et leur permettre à la fois de participer au développement de cette région et de s'adapter aux exigences de la vie moderne.

9015. — 13 mai 1964. — **M. Rober Roucaute** expose à **M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre** que les anciens combattants et victimes de guerre du département du Gard sont irrités par les mesures qu'a prises le Gouvernement en vertu des décrets du 26 mai 1962. Le comité d'entente des grands invalides de guerre de ce département a manifesté à plusieurs reprises son légitime mécontentement contre les effets desdits décrets. Il lui demande quelles décisions il compte prendre : 1° pour permettre le rattrapage du retard résultant du décalage entre le taux des pensions et celui qu'il devrait atteindre si le rapport constant n'avait pas été violé en conséquence des décrets du 26 mai 1962 ; 2° pour respecter l'esprit et la lettre de l'article L. 8 bis du code des pensions relatif à l'application du rapport constant.

QUESTIONS ECRITES

Art. 138 du règlement :

« Les questions écrites... ne doivent contenir aucune imputation d'ordre personnel à l'égard de tiers nommément désignés.

« Les réponses des ministres doivent être publiées dans le mois suivant la publication des questions. Ce délai ne comporte aucune interruption. Dans ce délai, les ministres ont toutefois la faculté soit de déclarer par écrit que l'intérêt public ne leur permet pas de répondre soit, à titre exceptionnel, de demander, pour rassembler les éléments de leur réponse, un délai supplémentaire qui ne peut excéder un mois. Lorsqu'une question écrite n'a pas obtenu de réponse dans les délais susvisés, son auteur est invité par le président de l'Assemblée à lui faire connaître s'il entend ou non la convertir en question orale. Dans la négative, le ministre compétent dispose d'un délai supplémentaire d'un mois. »

8976. — 13 mai 1964. — **M. Degraëve** demande à **M. le ministre des travaux publics et des transports** : 1° quels sont les éléments d'appréciation qui servent à déterminer le montant de la part « A » S. N. C. F. des allocations familiales ; 2° si ces éléments d'appréciation ne permettent pas, à l'heure actuelle, de réduire l'énorme écart de la hiérarchie de cette allocation, hiérarchie qui semble a priori inexplicable, surtout à partir du troisième enfant.

8977. — 13 mai 1964. — **M. Fourmond** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur les protestations très vives, émises par l'ensemble des organisations syndicales du personnel des caisses de mutualité sociale agricole, contre les conditions auxquelles se trouve subordonnée l'application des accords conclus sur le plan national, le 18 décembre 1963 — accords qui ont reçu son approbation — et dont l'objet est la reclassification des postes du personnel cadres et employés, compte tenu des nouvelles compétences et des nouvelles méthodes d'organisation du travail. Il lui rappelle que, conformément aux dispositions du décret n° 60-452 du 12 mai 1960, le personnel des organismes de mutualité sociale agricole est soumis, en matière de salaires, aux dispositions de la loi du 11 février 1950 relative aux conventions collectives, et que, dans le cadre de cette loi, un grand nombre de conseils d'administration de la mutualité sociale agricole ont, au cours de ces dernières années — parfois même dès 1955 — décidé la suppression des abattements de zones de salaires sur les traitements de leurs employés. Cet avantage, lorsqu'il est inclus dans une convention collective, ne semble pas pouvoir être remis en cause. En outre, dans les cas où il n'a pas encore fait l'objet d'une décision, ce problème doit être réglé dans le cadre d'une convention collective à intervenir. Il lui demande s'il n'estime pas devoir reviser, en fonction de ces considérations, les positions exprimées dans sa lettre du 26 mars 1964 adressée au président de la F. N. M. A., et permettre une application rapide de l'accord du 18 décembre 1963 sans fixer aucune condition susceptible d'en diminuer la portée.

8978. — 13 mai 1964. — **M. Radius** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur le décret n° 34-537 du 10 janvier 1929, par lequel une indemnité d'exploitation en régie soumise à retenue pour le service des pensions civiles a été attribuée avec effet à partir du 1^{er} janvier 1928 aux préposés de l'administration des eaux et forêts en service dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle. L'échelonnement des taux de ladite indemnité, fixé initialement suivant les grades et les classes entre 1.000 et 2.500 francs par an, a été porté successivement aux paliers suivants : de 1.250 à 2.750 francs à partir du 1^{er} juillet 1929, de 1.500 à 3.000 francs à partir du 1^{er} octobre 1930, de 3.000 à 7.500 francs par décret n° 46-1738 du 3 août 1946 et de 4.500 à 9.000 francs par décret n° 46-2614 du 21 novembre 1946. En vertu d'un arrêté du 10 décembre 1948, publié au *Journal officiel* du 11 décembre, l'indemnité en question a perdu avec effet du 1^{er} janvier 1948 son caractère d'indemnité soumise à retenue. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour compenser les pertes subies par les fonctionnaires lésés soit sous la forme de l'attribution d'une pension proportionnelle aux retenues de 6 p. 100 opérées sur leurs traitements, soit au moins par le remboursement des sommes indûment retenues.

8979. — 13 mai 1964. — **M. Gernez** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que l'instruction générale du 14 août 1963, commentant les dispositions de l'article 28 de la loi n° 63-254 du 15 mars 1963, précise ce qu'il faut entendre par opération occasionnelle pour l'application de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés. 1. Dans le cadre de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, il est précisé au n° 117 : « que le caractère occasionnel doit être apprécié strictement et que la construction d'un seul immeuble suivi de sa vente par appartements suffit à révéler une habitude et une intention spéculative et par suite à entraîner l'assujettissement des profits qui peuvent en résulter aux impôts de droit commun ». 2. Au sujet de la taxation réduite à l'impôt sur les sociétés au taux de 15 p. 100, le n° 189 de la même instruction générale précise : « qu'il y a lieu de considérer comme occasionnelle la vente en bloc ou par fractions d'un immeuble bâti ou d'un ensemble immobilier ». Il lui demande quelle déduction il y a lieu de tirer de ces deux définitions contradictoires.

8980. — 13 mai 1964. — **M. Frys** s'étonne auprès de **M. le ministre de la justice** que la pratique reconnue de la fraude électorale à Roubaix n'ait donné lieu à aucune poursuite ni à aucune mesure pour la réprimer. Il lui demande si cette discrétion n'est pas due aux pressions de certains milieux politiques bénéficiaires de la fraude électorale.

8981. — 13 mai 1964. — **M. Frys** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat chargé de la recherche scientifique et des questions atomiques et spatiales** sur le manque d'ouvriers qualifiés à Tahiti et dépendances pour les travaux courants de mécanique, d'installation, de réparations et du bâtiment, qui fait obstacle au développement de ce territoire. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour profiter de la présence de nombreux ingénieurs et techniciens afin d'organiser un enseignement de formation de techniciens et ouvriers qualifiés. Le progrès scientifique qui ne s'accompagne pas du développement social, économique et culturel, est inconcevable.

8982. — 13 mai 1964. — **M. Ayme** expose à **M. le ministre de l'intérieur** que la fermeture des halles de Paris deux jours consécutifs, le dimanche et le lundi, cause un préjudice considérable aux producteurs de fruits et primeurs. Ainsi les fraises et les cerises, denrées périssables par excellence, ne peuvent attendre dans les frigorifiques qui ne sont ni assez importants ni adaptés pour recueillir et contenir

ces produits. Par contre-coup, le mardi de chaque semaine voit arriver aux halles cette marchandise de trois jours, causant de l'embouteillage et l'effondrement des prix avec resserrement et marasme pour plusieurs jours. Il lui demande s'il n'y aurait pas lieu, pour éviter cette situation catastrophique pour les producteurs et les expéditeurs de fruits et primeurs, d'envisager la fermeture des halles un jour seulement par semaine, ou tout au moins d'empêcher la fermeture deux jours consécutifs.

8983. — 13 mai 1964. — **M. Delorme** expose à **M. le ministre des travaux publics et des transports** que, d'ores et déjà, plus aucune place n'est disponible sur les lignes desservant la Corse pour la période des vacances. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour assurer le départ des fonctionnaires salariés, ainsi que de leur famille, bénéficiant de congés fixés par leurs administrations ou leurs employeurs courant juillet et août, et désirant se rendre dans leur département d'origine: la Corse.

8984. — 13 mai 1964. — **M. Fil** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que de nombreux instituteurs en retraite s'inquiètent du retard apporté à la parution des textes et notamment du décret portant péréquation à l'indice 390 de leurs pensions de retraite. Cette péréquation est le résultat de la normalisation de l'échelle II intervenue par fusion des échelles 1 et 2 anciennes. La mesure dont il s'agit présente un caractère social évident et, de surcroît, elle est de nature à contribuer à la nécessaire revalorisation de la fonction enseignante. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour procéder rapidement à cette péréquation et dans quel délai maximum les instituteurs retraités peuvent espérer obtenir satisfaction.

8985. — 13 mai 1964. — **M. Héder** rappelle à **M. le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer** qu'il avait exposé au général de Gaulle, Président de la République, lors de son court séjour en Guyane, la situation critique des liaisons aériennes en insistant notamment sur les réalités ci-dessous: la liaison Paris-Cayenne s'effectue en deux étapes: la première de Paris à Pointe-à-Pitre en Boeing, la seconde à bord d'un DC 4 reliant la Guadeloupe à la Guyane après un horaire de vol supérieur à celui de la ligne Paris-Pointe-à-Pitre. Il s'agit là du seul moyen de transport dont disposent les voyageurs venant en Guyane ou quittant ce département, à l'exclusion de tous transports maritimes supprimés depuis la départementalisation. L'isolement dont est frappé la Guyane n'est pas sans rapport avec la stagnation économique de ce territoire, tant il est vrai que l'expansion économique ne saurait être obtenue en l'absence de liaisons. Pourtant récemment encore la compagnie aérienne américaine Pan American Airways desservait la Guyane une fois par semaine, en tant que relais aérien entre New-York et le Brésil. Grâce à cette compagnie, l'isolement était moins agaçant, des hommes d'affaires avaient quelque ressource de fréquenter ce riche territoire, ce qui n'est plus le cas depuis que ladite compagnie étrangère a remplacé ses DC 6 par des Jets exigeant pour l'atterrissage une infrastructure d'aérodrome faisant défaut en Guyane. C'est qu'en dépit de multiples interventions, le Gouvernement refuse obstinément d'aménager un aérodrome, pourtant construit par les Américains en classe internationale pendant la dernière guerre. Depuis que le Gouvernement français en a hérité, cet aérodrome qui était le plus grand de toute la région, a subi un regrettable déclassement par rapport à ceux des Guyanes étrangères voisines et du Brésil. **M. le Président de la République**, ne cachant pas l'intérêt du problème soulevé en sa présence, n'a pas hésité à manifester son intention de faire droit à la demande de l'exposant tendant à affecter un avion Caravelle à la desserte régulière de la Guyane. En conséquence, il lui demande quelles dispositions ont été prises en vue: a) d'entreprendre les travaux d'aménagement de l'aérodrome de Cayenne afin de le rendre accessible aux avions de conception moderne; b) d'affecter la Caravelle dont il est question.

8986. — 13 mai 1964. — **M. Héder** expose à **M. le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer** que des dépenses de fonctionnement et d'entretien administratif, incombant normalement aux ministères techniques intéressés, continuent à figurer au budget du F. I. D. O. M. malgré les observations et recommandations formulées par les parlementaires des départements d'outre-mer, membres du comité du F. I. D. O. M. Il est hors de doute que le but poursuivi par le F. I. D. O. M., qui consiste à rattraper le retard accumulé pendant des dizaines d'années par ces départements d'outre-mer, ne sera jamais convenablement atteint si l'intégralité de la dotation annuelle n'est pas consacrée au développement économique et social de ces territoires. Pour s'en convaincre, il suffit d'évoquer le judicieux raisonnement du commissaire général au plan, tel qu'il est énoncé au procès-verbal de la réunion du F. I. D. O. M. du 18 janvier 1963: « Si les dossiers présentés respectent l'esprit du IV^e plan, ils n'en respectent pas la lettre. Un certain nombre de crédits demandés sont destinés à financer des dépenses de fonctionnement et d'entretien qui devraient être prises en charge par les budgets des ministères techniques. Il est regrettable que le F. I. D. O. M. assure, d'année en année, des dépenses de plus en plus importantes qui ne concernent pas directement le développement économique et social des départements d'outre-mer ». Sachant que le budget de 1965, en voie de préparation préoccupe le Gouvernement décidé, dit-on, à le revêtir d'un caractère exemplaire, il lui demande: a) s'il pense obtenir des ministères techniques responsables la prise en charge de toutes les dépenses de fonctionnement et d'entretien administratif incombant

à leur budget respectif; b) en cas de réponse positive, s'il n'y a pas lieu de redouter une réduction corrélative du volume de crédits habituellement octroyés aux départements d'outre-mer par le F. I. D. O. M.; c) en ce qui concerne plus spécialement la Guyane, s'il a l'intention de prendre en considération, au titre de l'exercice 1965, les réclamations formulées par le conseil général et par l'exposant lui-même au sujet de l'insuffisance des crédits annuellement concédés à ce département pour les tranches centrale et locale du F. I. D. O. M., en lui rappelant que le discours prononcé en Guyane par le général de Gaulle, Président de la République, faisait état du retard considérable de ce territoire et de la détermination prise de ne plus le négliger comme naguère.

8987. — 13 mai 1964. — **M. Cousté** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que, sous le régime antérieur à la loi n° 56-639 du 30 juin 1956 dont l'article 1^{er} a supprimé l'exonération prévue à l'égard des majorations de loyer intervenues depuis le 1^{er} janvier 1948, une société anonyme immobilière inscrivait régulièrement, au crédit de son compte de pertes et profits, l'intégralité des sommes perçues. Mais comme les majorations qui s'y trouvaient incluses étaient affranchies d'impôt, leur montant cumulé était distrait, pour l'établissement de la déclaration fiscale, du bénéfice accusé par la comptabilité. Du fait de cette correction, le résultat fiscal, pendant plusieurs exercices, ressortait déficitaire, alors que le compte de pertes et profits présentait un solde créditeur (bénéfice comptable). Etant précisé que pour trois de ces exercices, notamment, le déficit reportable au sens de l'article 209 du code général des impôts était supérieur, à l'ouverture de chacun d'eux, au bénéfice comptable réalisé au cours de chaque exercice considéré, il lui demande, compte tenu, d'une part de l'arrêt du Conseil d'Etat du 25 février 1952, requête n° 4637, du commentaire qu'en a fait l'administration et plus particulièrement du nota joint à ce commentaire (recueil officiel, 26^e volume, page 31) ainsi que de la réponse ministérielle à la question n° 133 de **M. Jacques Féron** (*Journal officiel*, débats Assemblée nationale, du 21 avril 1959) d'autre part, si la société anonyme était en droit de différer ses amortissements à la clôture de chacun desdits exercices et de les reporter par application de l'article 39, 2^e du code général des impôts sur les bénéfices des exercices suivants. Pour chacun des trois exercices considérés en effet, le résultat devenait déficitaire compte tenu des pertes fiscales reportables d'exercices antérieurs, sans qu'il soit besoin de déduire les majorations de loyer non imposables de l'exercice lui-même.

8988. — 13 mai 1964. — **M. Chérasse** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** la situation d'un contribuable qui, ne disposant pour sa famille nombreuse que d'un appartement trop exigü, a acquis dans le voisinage un petit appartement pour y loger deux de ses enfants étudiants, entièrement à sa charge. Ce contribuable a eu la surprise de se voir imposer pour ce petit logement une contribution mobilière très supérieure à celle de son habitation première, du fait « qu'aucun abattement n'est possible sur une résidence secondaire ». Il lui demande si le fait de considérer comme « résidence secondaire » le surcroît de surface habitable nécessaire au logement dans la même commune, de membres d'une même famille ne disposant que d'un logement insuffisant et d'un seul salaire, ne constitue pas une interprétation excessivement restrictive des textes, et s'il ne juge pas utile d'inviter ses services à considérer avant tout la réalité du logement familial, afin d'éviter de pénaliser un contribuable pour la seule raison qu'il n'a pu dès l'origine se procurer un logement convenable.

8989. — 13 mai 1964. — **M. Duvillard** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé publique et de la population** sur la situation des cadres hospitaliers du secteur public dont les échelles indiciaires n'ont été affectées d'aucune revalorisation depuis 1949 alors que la plupart des secteurs de la fonction publique ont bénéficié de plusieurs reclassements en moins de quinze ans. Il lui expose qu'à la suite du décret du 2 août 1960 fixant un nouveau statut et de nouvelles conditions de recrutement et d'avancement des directeurs d'hôpitaux, un arrêté ministériel de la même date n'apporte aucune modification dans le classement indiciaire mais, en multipliant les échelons et les conditions d'ancienneté, ralentit au contraire le déroulement de certaines carrières. Un projet de reclassement, adopté le 21 juin 1962 par le conseil supérieur de la fonction hospitalière, est actuellement en instance au ministère des finances où il fait l'objet de discussions et de contre-propositions jusqu'ici jugées inacceptables par les personnels en cause. Pourtant, ce projet de reclassement ne réalisait qu'un « rattrapage » très modéré par rapport aux rémunérations accordées aux directeurs des établissements privés par la convention collective du 14 juin 1951 modifiée à plusieurs reprises et notamment par l'avenant du 18 novembre 1963. C'est ainsi qu'actuellement, un directeur d'hôpital du secteur public gagne environ trois fois moins que son homologue du secteur privé. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre, en accord avec son collègue des finances à des affaires économiques, pour harmoniser les rémunérations des cadres hospitaliers du secteur public avec celles des cadres du secteur privé, afin d'éviter que les écarts actuellement constatés ne nuisent gravement au recrutement d'un personnel hautement qualifié et investi de lourdes responsabilités.

8990. — 13 mai 1964. — **M. Louis Salié** appelle l'attention de **M. le ministre des finances et des affaires économiques** sur la situation des cadres hospitaliers du secteur public dont les échelles indiciaires n'ont été affectées d'aucune revalorisation depuis 1949

alors que la plupart des secteurs de la fonction publique ont bénéficié de plusieurs reclassements en moins de quinze ans, et sur le projet de reclassement qui, élaboré par son collègue de la santé publique et adopté le 21 juin 1962 par le conseil supérieur de la fonction hospitalière, lui a été ensuite soumis pour accord. Ce projet de reclassement a fait l'objet, de la part de ses services, de nombreuses contre-propositions, mais celles-ci ont été jusqu'ici jugées inacceptables par les personnels de direction intéressés qui désirent un « rattrapage » effectif réalisant une véritable harmonisation entre leurs rémunérations et celles actuellement accordées aux directeurs des établissements de soins privés par la convention collective du 14 juin 1951 et l'avenant du 18 novembre 1963. En effet, un directeur d'hôpital du secteur public gagne actuellement environ trois fois moins que son homologue du secteur privé. Il lui demande s'il envisage de donner son accord dans un proche avenir au projet de reclassement des cadres hospitaliers tel qu'il lui a été soumis par son collègue de la santé publique après approbation du conseil supérieur de la fonction hospitalière.

8991. — 13 mai 1964. — **M. Fanton** demande à **M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative** s'il considère comme toujours valables les principes selon lesquels les agents contractuels sont « des individus dont l'Etat s'assure temporairement les services » (cf. « Notions sur la fonction publique en France », ouvrage édité par les services du Premier ministre) ou des agents recrutés « pour des emplois difficiles, des emplois techniques ou des emplois précaires » (cf. juriste-classer administratif) alors qu'il ne saurait plus être contesté aujourd'hui qu'une bonne partie, sinon la majorité d'entre eux, servent dans des emplois permanents de l'administration depuis au moins dix ans, et qu'au surplus il serait paradoxal, à l'époque actuelle, d'imposer une sorte de *capitis diminutio* du fait du régime qui leur est applicable, à ceux qui exercent, avec la même ancienneté, des fonctions « techniques » ou « difficiles ». L'absence de décision que pourrait laisser craindre la reconnaissance, lors de l'ouverture de la vingtième session du centre de hautes études administratives, que la fonction publique ne s'est pas encore donnée une doctrine sûre en matière d'agents contractuels, laisserait subsister une politique de ségrégation injustifiée à l'égard de tous les contractuels qui, soit en raison de leurs diplômes, soit en raison de leur façon de servir, ont largement mérité leur intégration dans la fonction publique titulaire.

8992. — 13 mai 1964. — **M. Pasquini** rappelle à **M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre** que l'article 13 de la loi de finances rectificative pour 1963, n° 63-778 du 31 juillet 1963, prévoit la réparation des dommages physiques subis par certaines catégories de personnes en Algérie par suite des événements qui se sont déroulés sur ce territoire depuis le 31 octobre 1954. En application de ce texte, des règlements d'administration publique sont prévus, qui détermineront les dispositions diverses à prendre dans ce domaine. Il lui demande s'il ne lui paraît pas souhaitable, dans les textes en préparation, de prévoir des mesures reconnaissant la qualité de pupilles de la nation aux enfants des personnes décédées ou disparues en Algérie à la suite des événements intervenus dans ce pays depuis le 31 octobre 1954.

8993. — 13 mai 1964. — **M. Peretti** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que, le 19 janvier 1959, le recteur de l'académie de Paris a chargé la commune de Neuilly d'acquérir, pour le compte de l'éducation nationale, 7.000 mètres carrés de terrain pour la construction d'un second lycée de jeunes filles. Or, par lettre du 25 mars 1964, le même haut-fonctionnaire — qui ne fait qu'exécuter les décisions de son ministère — fait connaître qu'en application du décret du 27 novembre 1962, « l'achat du terrain reste à la charge de la ville qui pourra bénéficier d'une subvention de l'Etat qui couvrira 50 p. 100 de la dépense ». Une telle décision est inquiétante pour une commune qui ne peut être assurée que cette répartition de frais ne sera pas modifiée par la suite, unilatéralement et alors que les contrats auront déjà été souscrits. Il lui demande s'il n'a pas l'intention de décider que les prescriptions du décret précité s'appliquent aux affaires nouvelles et non à celles qui avaient fait l'objet de décisions formelles, précises et indiscutables.

8994. — 13 mai 1964. — **Mme Floux** appelle l'attention de **M. le ministre des finances et des affaires économiques** sur une catégorie de titulaires de rentes viagères restée en dehors du champ d'application des revalorisations successives de celles-ci : il s'agit des ouvriers d'Etat qui, à l'époque où l'accident de travail dont ils ont été victimes est intervenu, dépendaient de la caisse des dépôts et consignations, et qui ont fait abandon d'une fraction de leur rente au profit de leur conjoint pour la constitution d'une rente viagère de reversion prenant effet à dater de leur propre décès. Or ces rentes viagères de reversion n'ont pas été majorées. Elle lui demande s'il ne lui apparaît pas que ces rentes viagères de reversion devraient être assimilées aux rentes viagères ordinaires ou à celles versées par la sécurité sociale en cas d'accident du travail et qui font l'objet de revalorisations annuelles, et les mesures qu'il compte prendre pour réparer ce qui se révèle comme un oubli lors des revalorisations successives des rentes viagères.

8995. — 13 mai 1964. — **M. Ribadeau Dumas** expose à **M. le ministre de la justice** qu'en application de l'article 79 de la loi du 1^{er} septembre 1948, tel que cet article était rédigé avant sa modification par l'ordonnance n° 58-1343 du 27 décembre 1958, la

cour de cassation a jugé que l'échangiste tenait ses droits de la loi elle-même et ne pouvait être considéré comme l'ayant cause de celui auquel il s'est substitué dans les lieux (Cass. Soc. 29 octobre 1954, Gaz. Pal. 1954.2.392). Il paraît donc résulter de cette situation juridique que l'échangiste ne peut se voir opposer par le bailleur les stipulations du contrat initial de l'ancien locataire, dont il n'est pas l'ayant cause. Dans le cas où le bail initial interdit au preneur d'exécuter quelques travaux que ce soit si ce n'est par les entrepreneurs du bailleur et sous la surveillance de son architecte, il lui demande si l'échangiste peut se voir reprocher de n'avoir pas respecté cette stipulation à l'occasion de simples travaux d'aménagement intérieur des locaux. Il lui demande également si la solution est identique lorsque l'ancien locataire avait été, antérieurement à l'échange, placé sous le régime du maintien légal dans les lieux par l'effet d'un congé, alors que, le droit de maintien était par essence intransmissible, l'absence de lien de cédant à cessionnaire est encore plus caractérisée.

8996. — 13 mai 1964. — **M. Tomasini** demande à **M. le ministre de la justice** s'il est exact que son département envisage la fonctionnarisation des greffiers d'instance. La presse vient, en effet, de signaler qu'un tel projet serait à l'étude. Si ces informations sont exactes, il souhaiterait connaître les raisons qui peuvent motiver cette éventuelle mesure.

8997. — 13 mai 1964. — **M. Rémy Montagne**, se référant aux vœux de certaines chambres des métiers, demande à **M. le ministre du travail** s'il ne juge pas opportun d'envisager la possibilité d'apporter diverses modifications au mode d'élection des conseils d'administration des caisses de retraite vieillesse artisanale. Pour les premières, il s'agirait de décider que l'inscription sur les listes électorales des électeurs, qu'ils soient employeurs, salariés ou travailleurs indépendants, soit effectuée automatiquement par les services administratifs de ces caisses, ce qui aurait pour avantage évident de simplifier la tâche des électeurs et surtout celle des municipalités qui ne sont pas toujours équipées pour le faire. Pour ce qui concerne le conseil d'administration des caisses de retraite vieillesse artisanale, si l'inscription sur les listes électorales est déjà assurée par les services administratifs des caisses, il est prévu que le vote par correspondance doit se faire obligatoirement par pli recommandé. Cette prescription gêne un grand nombre d'électeurs et une suppression de cette clause augmenterait certainement le nombre des votants sans qu'il en résulte, semble-t-il, d'inconvénient d'ordre pratique.

8998. — 13 mai 1964. — **M. Rémy Montagne** appelle l'attention de **M. le ministre des travaux publics et des transports** sur l'inquiétude soulevée dans les milieux économiques de Haute-Normandie par les retards qui seraient apportés à l'achèvement de l'autoroute Paris-Normandie. Il lui demande s'il est en mesure de démentir les bruits alarmants qui circulent à ce sujet et s'il peut indiquer un calendrier précis de la livraison au public des tronçons non encore achevés.

8999. — 13 mai 1964. — **M. Rémy Montagne**, se référant à la question écrite n° 6585, qu'il lui avait posée le 28 décembre 1963 et à laquelle il a répondu le 18 janvier 1964, demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** si les problèmes soulevés par l'organisation du service de psychologie et d'orientation de son ministère et la création d'un corps de conseillers psychologues et psychologues assistants sont enfin résolus, et dans quel délai on peut raisonnablement espérer voir paraître la promulgation du statut attendu depuis plusieurs années par les intéressés.

9000. — 13 mai 1964. — **M. Ponsellé** appelle l'attention de **M. le Premier ministre** sur les dispositions de l'article 1^{er} de la loi n° 61-1439 du 26 décembre 1961, qui n'institue aucune différence entre les Français rapatriés, et sur celles du décret n° 62-261 du 10 mars 1962 et de l'arrêté du 10 mars 1962, relatif au reclassement des rapatriés non salariés. De nombreux agriculteurs rapatriés avant le 11 mars 1962 sont insuffisamment installés. Ils ont dû contracter des emprunts auprès de banques ou de particuliers dans des conditions très onéreuses, et sont de ce fait dans une situation fréquemment très difficile et même parfois dans l'obligation de liquider les exploitations qu'ils avaient achetées, du fait que leurs demandes d'aide n'ont pas reçu satisfaction. Ces demandes, souvent présentées depuis des années, ont été considérées comme nulles, par suite de l'abrogation des mesures d'aide antérieures à la loi. Ainsi ces rapatriés ont été contraints de demander, et dans des délais très brefs à peine de forclusion, leur inscription sur les listes professionnelles agricoles pour bénéficier des dispositions de la loi du 26 décembre 1961. De nombreuses demandes ont été déposées depuis le mois de juin 1962, et l'inscription qui doit entraîner pour les inscrits, selon l'arrêté du 8 juin 1962, l'octroi d'un statut de migrant et le bénéfice de prêts et de subventions, est demeurée de nul effet pour cette catégorie de rapatriés. Les organismes chargés, selon les textes publiés rappelés ci-dessus, de la réinstallation des agriculteurs refusent leur concours, n'exécutent pas les prescriptions légales, et refusent même de fournir une explication écrite, se bornant à opposer verbalement aux requérants une réglementation intérieure qui les empêche de procéder à leur réinstallation. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour appliquer la loi à tous les ayants droit, sans aucune discrimination, conformément aux principes de solidarité et de réintégration économique et sociale inscrits dans la loi.

9001. — 13 mai 1964. — **M. Ponsellé** demande à **M. le ministre des rapatriés** de lui indiquer quel est le nombre de demandes d'inscription sur les listes professionnelles agricoles qui ont été déposées, depuis mars 1962, par les agriculteurs de chacun des trois territoires, Algérie, Tunisie, Maroc, et combien d'installations ont été effectivement réalisées à ce jour, à l'aide de prêts ou de subventions de l'Etat pour chacun des territoires, avec le pourcentage d'installations dans les divers départements.

9002. — 13 mai 1964. — **M. Vivien** appelle l'attention de **M. le ministre de la justice** sur l'organisation judiciaire des futurs départements qui remplaceront le département actuel de la Seine. Il lui rappelle à cet égard que, si Napoléon avait établi une corrélation entre l'organisation judiciaire et l'organisation administrative, des nécessités d'ordre démographique avaient amené des exceptions à cette règle de correspondance : c'est ainsi qu'à la suite de la réforme de 1958, certains départements n'ont plus eu de cour d'assises mais un tribunal de grande instance et certaines sous-préfectures un tribunal d'instance. Il semble donc que, en ce qui concerne la région parisienne, deux solutions paraissent possibles : soit maintenir centralisé le siège des juridictions, l'administration de la justice étant inter-départementalisée dans les quatre futurs départements ; soit instaurer au siège des futures préfectures un tribunal de grande instance. Or, la première solution paraît seule être à même de concilier les intérêts des hommes de loi, des particuliers et même du Gouvernement qui n'aurait pas à envisager la mise en place d'un nouveau dispositif judiciaire. En effet, en cas de pluralité de tribunaux, les avocats se trouveraient obligés de nombreux déplacements, d'où demandes de remises et lenteurs dont les justiciables pâtiraient ; de plus, il faudrait pourvoir au recrutement des nouvelles juridictions ; dans ce cas, quel sera le statut des avocats rattachés aux tribunaux futurs. Il faudrait également envisager la création d'une nouvelle compagnie d'avoués, les 150 avoués actuels ne pouvant déjà suffire aux besoins présents. Il lui demande si, compte tenu des difficultés multiples que ne manquerait pas de soulever la mise en place de nouvelles juridictions dans les futures circonscriptions administratives, il ne lui paraît pas préférable de maintenir l'actuelle organisation judiciaire pour les quatre départements.

9003. — 13 mai 1964. — **M. Vivien** appelle l'attention de **M. le ministre de la construction** sur le cas du propriétaire d'un terrain situé dans une zone qui, à la suite d'une décision municipale intervenue en 1952, a été déclarée zone industrielle. Ce terrain, considéré comme « gelé » par l'administration, ne peut donc être vendu et le propriétaire s'en trouve par conséquent dépossédé et ce, pour un laps de temps encore indéterminé, la commune en cause n'ayant actuellement pas les moyens de procéder aux opérations d'aménagement prévues. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour mettre fin à des pratiques portant à la fois un grave préjudice aux propriétaires des terrains ainsi « gelés » et à la collectivité qui ne peut actuellement se permettre la non-utilisation de tous les terrains disponibles.

9004. — 13 mai 1964. — **M. Vivien** attire l'attention de **M. le ministre des finances et des affaires économiques** sur la situation, vis-à-vis de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, des visiteurs médicaux, employés comme salariés par les laboratoires pharmaceutiques. Un organe de presse a fait paraître une information selon laquelle « les visiteurs médicaux peuvent prétendre au bénéfice du statut de V. R. P. lorsqu'ils sont chargés de vendre des marchandises (représentants en spécialités pharmaceutiques) ; la déduction de 30 p. 100 pour frais professionnels prévue pour les V. R. P. leur est alors applicable. Par contre, s'ils sont simplement chargés de présenter des produits, sans prendre de commandes, ils ne peuvent être considérés comme représentants de commerce. Cependant, s'ils se trouvent dans un état de subordination vis-à-vis de leurs employeurs, ils paraissent pouvoir être regardés comme des représentants en publicité. Or, ceux-ci bénéficient d'une déduction supplémentaire de 30 p. 100 selon une décision ministérielle (lettre du secrétaire d'Etat au budget du 15 mars 1954 au président de la fédération française de la publicité). Il lui demande si, s'agissant d'un visiteur médical salarié « simplement chargé de présenter des produits, sans prendre de commandes », celui-ci peut déduire de sa déclaration d'impôts 30 p. 100 supplémentaires pour frais professionnels.

9005. — 13 mai 1964. — **M. Terrenoire** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur le fait que les familles habitant en zone rurale souhaitent, pour leurs jeunes enfants, la fréquentation des établissements pré-scolaires afin que, dès leur jeune âge, ils soient placés dans les meilleures conditions de préparation à la vie scolaire et dans un milieu où se développeront mieux leurs facultés sociales. Cette fréquentation pré-scolaire ne peut être réalisée qu'au moyen de transports appropriés. Les premiers circuits, réalisés à l'initiative privée, ont donné toute satisfaction, mais ils n'ouvrent pas droit à la subvention de l'Etat, de 65 p. 100 du coût du transport, telle qu'elle est accordée aux enseignements élémentaires, complémentaires, secondaires et terminaux, bien que la présence de ces enfants dans un établissement pré-scolaire enlève en ligne de compte pour l'octroi des fonds Barangé. Il y a là une anomalie, car les jeunes enfants des familles rurales sont les plus sensibles à la fatigue physique pour effectuer à pied de longs déplacements et souffrent le plus de l'isolement. Il lui demande les mesures qu'il envisage de prendre pour remédier à cette situation.

9006. — 13 mai 1964. — **M. Chalopin** expose à **M. le ministre de la justice** que l'application des dispositions de l'article 22 bis de la loi du 1^{er} septembre 1948, telles qu'elles résultent de la loi n° 62-902 du 4 août 1962, peut donner lieu à des difficultés d'interprétation. Aux termes du texte susvisé, le droit de reprise prévu aux articles 19 et 20 de la loi ne peut pas être exercé par un propriétaire âgé de moins de soixante-cinq ans contre l'occupant non assujéti à l'impôt sur le revenu des personnes physiques et qui, à la date de la promulgation de la loi du 4 août 1962, était âgé de plus de soixante-dix ans et occupait effectivement les lieux. Il lui demande de lui préciser quelle catégorie de personnes le législateur a voulu protéger en ayant recours à l'expression « non assujéti à l'impôt sur le revenu des personnes physiques », et notamment s'il faut interpréter les termes de « non assujéti » au sens strict de toute personne non imposable ou, plus largement, de toute personne qui, après ses revenus déclarés, se trouverait, compte tenu des abattements et exonérations en vigueur, dispensée en définitive du paiement de l'impôt.

9007. — 13 mai 1964. — **M. Chamant** demande à **M. le ministre des postes et télécommunications** de lui indiquer le nombre de commis nouvelle formule de son administration qui, recrutés avant le 1^{er} octobre 1948, ne sont pas encore nommés contrôleurs.

9008. — 13 mai 1964. — **M. Chamant** demande à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** de lui indiquer le nombre de commis des différentes administrations de son ministère qui, recrutés avant le 1^{er} octobre 1948, n'ont pas encore été nommés contrôleurs.

9009. — 13 mai 1964. — **M. Chamant** demande à **M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative** de lui indiquer : 1° le nombre de commis de l'administration des postes et télécommunications qui, recrutés avant le 1^{er} octobre 1948, ne sont pas encore nommés contrôleurs ; 2° le nombre de commis des régies financières qui, recrutés avant le 1^{er} octobre 1948, ne sont pas encore nommés contrôleurs.

9010. — 13 mai 1964. — **M. Paquet** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que, sauf éventuellement l'attribution gratuite d'une vignette aux possesseurs d'une voiture automobile, aucun dégrèvement ou compensation d'ordre fiscal n'est accordé par l'Etat aux mutilés et handicapés civils non titulaires de pensions ou indemnités, en raison des infirmités dont ils sont frappés. Il lui demande si ses services ne pourraient examiner la possibilité de faire bénéficier les intéressés, en ce qui concerne l'impôt sur le revenu des personnes physiques, d'un abattement particulier à leur cas ou de l'attribution d'une fraction de part supplémentaire correspondant au pourcentage d'invalidité dont ils sont victimes.

9011. — 13 mai 1964. — **M. Cornette** expose à **M. le ministre de l'agriculture** : 1° que l'union nationale de l'enseignement agricole privé groupe des établissements qui reçoivent environ 45.000 élèves ; 2° que l'union nationale des maisons familiales d'apprentissage rural groupe des établissements qui reçoivent environ 25.000 élèves. Il lui demande quels subventions et prêts ont été attribués respectivement aux établissements affiliés à chacun de ces deux groupements sur l'exercice 1963, et au titre : a) de crédits de fonctionnement ; b) de crédits et de prêts d'aménagement et de construction, en séparant subventions et prêts ; c) de crédits tendant à d'autres fins que celles précitées.

9012. — 13 mai 1964. — **M. Raoul Bayou** attire l'attention de **M. le ministre des rapatriés** sur la notice n° 1. A.L.G. 633.5 distribuée par ses services aux réfugiés d'Algérie, dans laquelle on peut lire au paragraphe III : « L'administration ne prévoit pas pour le moment le recensement général des biens appartenant à des Français... Toutefois, il sera procédé prochainement à un recensement — retardé jusqu'ici pour des raisons matérielles — ». Ce recensement sera annoncé par voie de communiqués de presse qui indiqueront ses modalités et désigneront les administrations auprès desquelles les propriétaires pourront se procurer les imprimés spéciaux destinés à l'établissement de ces déclarations ». Il lui demande, compte tenu de la date à laquelle cette notice a été diffusée, si les difficultés matérielles alléguées ont été enfin résolues, et si le moment ne lui paraît pas venu de faire procéder à ce recensement.

9013. — 13 mai 1964. — **M. Nègre** demande à **M. le ministre des armées** : 1° s'il est exact que les combattants de 1939-1945 ne peuvent pas bénéficier de l'attribution de la Légion d'honneur comme les combattants de la guerre de 1914-1918, titulaires de cinq titres de guerre ; 2° dans l'affirmative, et étant donné qu'il s'agit essentiellement d'une distinction sans incidence budgétaire notable, si les dispositions prévues ne peuvent être rendues applicables à tous les anciens combattants.

9014. — 13 mai 1964. — M. Pic expose à M. le ministre du travail le cas où une décision a été régulièrement prise par un conseil d'administration de la sécurité sociale et communiquée à la direction régionale compétente, qui n'a pas dans les huit jours de cette communication (délai visé à l'article L. 171 du code de sécurité sociale) soulevé d'objection. Il lui demande : 1° si, juridiquement, une telle décision, qui aux termes de la lettre de l'article L. 171 du code de la sécurité sociale « doit prendre son entier effet », peut être remise en cause par l'autorité de tutelle hors des délais prévus à l'article L. 171 susvisé ; 2° dans l'affirmative, sur quels textes cette administration se fonde-t-elle.

9016. — 13 mai 1964. — M. Roger Roucaute expose à M. le ministre des travaux publics et des transports qu'il a été saisi de pétitions émanant des usagers de la route nationale n° 107 bis et de délibérations des conseils municipaux de Cendras et des Salles-du-Gardon relatifs aux graves dangers que présente ladite route entre Alès et le département de la Lozère (chaussée déformée, voie étroite, manque de visibilité, éboulements, etc.). En lui rappelant sa réponse à une question précédente n° 2087, publiée au *Journal officiel*, débats A. N., du 12 juin 1963, ladite réponse précisant « qu'un aménagement de la R. N. n° 107 bis est inscrit au troisième programme (1962-1965) du fonds spécial d'investissement routier » et « qu'un crédit de 220 millions est prévu pour l'aménagement de ladite route entre les Salles-du-Gardon et Alès », il lui demande à quelle date les travaux d'aménagement, qui s'imposent de toute urgence, seront menés à bonne fin.

9017. — 13 mai 1964. — M. Tourné expose à M. le ministre de l'éducation nationale que, sous son égide, une quête est organisée chaque année sur la voie publique au profit de la « quinzaine de l'école publique ». Il lui demande : 1° à quelle date cette quête annuelle a lieu ; 2° comment elle s'effectue ; 3° qui supervise et organise pratiquement cette quête ; 4° quel a été le revenu de cette quête en 1963 ; 5° dans quelles conditions les fonds sont répartis : a) sur le plan national ; b) sur le plan départemental ; c) sur le plan local ; 6° quelles sont les règles officielles d'utilisation des fonds recueillis sur la voie publique.

9018. — 13 mai 1964. — M. Vial-Masset expose à M. le ministre du travail que la direction des tanneries Sidem, dans la Haute-Loire, a lock-outé 470 de ses ouvriers alors que ceux-ci défendaient leurs légitimes revendications. Cette décision scandaleuse de la direction patronale en cause a provoqué une grande émotion dans tout le département. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour obliger l'employeur : 1° à réintégrer sans délai les ouvriers lock-outés sans préjudice pour eux ; 2° à respecter le libre exercice des droits syndicaux et de grève dans son entreprise.

9019. — 13 mai 1964. — M. Houël expose à M. le ministre de l'éducation nationale que le personnel enseignant de l'institut national des sciences appliquées de Lyon pratique la grève administrative depuis le 1^{er} février 1964. L'objectif de cette grève est la parution du statut particulier de ces enseignants, laquelle a été sans cesse reportée par le Gouvernement. Les 2.300 élèves de l'I. N. S. A. soutiennent les objectifs et l'action de leurs professeurs, mais ne peuvent manquer de s'émouvoir des conséquences, fâcheuses pour leur scolarité, que l'obstination du Gouvernement risque de provoquer. A l'approche des examens, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour régler ce problème dans le respect des intérêts du corps enseignant en cause.

9020. — 13 mai 1964. — M. Houël expose à M. le ministre de la construction qu'il croit savoir que l'office départemental des H. L. M. du Rhône réserve, depuis quelques années, des logements destinés au personnel de l'hôpital départemental psychiatrique de Bron-Parilly. Il lui demande, dans l'hypothèse où cette information est exacte : 1° quel est le nombre de logements qui ont été attribués ces dernières années au personnel en question par l'office départemental d'H. L. M. ; 2° sur la base de quels critères ces logements ont été attribués ; 3° quelles sont les dispositions envisagées pour répondre aux besoins de ce personnel qui compte 960 personnes, notamment en ce qui concerne les jeunes ménages (logements F2 et F3).

9021. — 13 mai 1964. — M. Beilmigère expose à M. le ministre de l'intérieur que, tout récemment, un conseiller général du département des Hautes-Alpes a utilisé un hélicoptère de la protection civile afin de faire la connaissance géographique du canton où il a été élu depuis peu. Rien cependant ne justifiait l'utilisation d'un tel moyen de transport : ni la nécessité d'une reconnaissance aérienne ni une quelconque urgence, l'accès aux sites visités étant toujours possible par les moyens habituels qui sont ceux de la population de ce canton montagnard lorsqu'elle vaque à ses activités agricoles, forestières ou pastorales. Il lui demande par suite de quelles circonstances l'utilisation d'un appareil de la protection civile a pu être autorisée pour une simple promenade touristique et quelles mesures il envisage de prendre pour tirer les conséquences d'un tel abus des moyens du service de la protection civile et éviter qu'il ne se renouvelle.

REPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ECRITES

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

8693. — M. Poncelet expose à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre que l'article L. 209 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre subordonne le droit à pension d'ascendants, toutes autres conditions réunies — lorsqu'il s'agit d'une victime civile de la guerre 1939-1945 — au fait que la victime ait atteint l'âge de dix ans au moment de son décès. Cette mesure restrictive n'a pas eu jusqu'alors de conséquences graves mais il n'en sera pas de même dans un proche avenir, c'est-à-dire lorsque les malheureux parents atteindront l'âge légal leur permettant de prétendre à la pension d'ascendants. Des cas douloureux lui ont déjà été signalés de parents, dans la gêne ou la misère, ayant perdu un enfant qui aurait pu être leur soutien à la fin de leur existence. Il lui demande donc s'il n'envisage pas de supprimer la limite d'âge fixée par l'article L. 209 du code précité, ou du moins de l'abaisser sensiblement. (Question du 24 avril 1964.)

Réponse. — La pension d'ascendant de guerre a été accordée pour remplacer la pension alimentaire que l'enfant, victime d'un fait de guerre, aurait dû éventuellement verser, s'il avait survécu, à ses parents âgés et privés de ressources suffisantes. Lors de la discussion au parlement du projet devenu la loi du 24 juin 1919 sur le droit à pension des victimes civiles de la guerre, il fut décidé que les enfants décédés des suites d'un fait de guerre ne pourraient ouvrir droit à pension d'ascendant que s'ils étaient, à leur décès, en mesure de venir en aide à leurs parents ; à l'époque, l'âge que devait avoir atteint l'enfant lors de son décès fut fixé à douze ans. Par la suite, pour tenir compte de l'évolution des idées sociales, cette limite d'âge a été abaissée à dix ans par la loi du 20 mai 1946 pour les civils victimes des événements survenus pendant la guerre 1939-1945 (art. L. 209 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre). Il n'en demeure pas moins que la suppression de toute condition d'âge proposée par l'honorable parlementaire irait à l'encontre des principes qui ont présidé à l'établissement du droit à pension d'ascendant. En tout état de cause, les parents des jeunes victimes décédées avant la limite d'âge précitée peuvent demander l'attribution de la mention « Mort pour la France » à leur enfant.

ARMÉES

7357. — M. Christian Bonnet expose à M. le ministre des armées que le volume intitulé « Le monde actuel : histoire et civilisation », destiné à l'enseignement de l'histoire dans les classes supérieures préparant, en particulier, au concours de l'école spéciale militaire, donne de la guerre 1914-1918 une relation inexacte et étrange. Il lui demande de lui faire connaître si, en liaison avec M. le ministre de l'éducation nationale, il n'entend pas mettre fin au scandale que constitue, à bien des égards, le fait de donner aux futurs officiers français une vue systématique tendancieuse de nombre de faits glorieux illustrés par le sacrifice de leurs aînés. (Question du 22 février 1964.)

Réponse. — Le volume d'histoire auquel fait allusion l'honorable parlementaire n'est pas utilisé dans les écoles militaires qui préparent au concours d'accès direct à la carrière d'officier. Il ne l'est pas davantage, semble-t-il, comme livre de base, dans les établissements de l'éducation nationale comportant des classes de préparation aux grandes écoles militaires. Cependant ce manuel a pu être recommandé par certains professeurs, au même titre que d'autres ouvrages récents. L'attention de M. le ministre de l'éducation nationale a été appelée sur cette question.

7512. — M. Dussarhou expose à M. le ministre des armées que, par suite de l'installation dans la forêt landaise des centres d'essais des Landes, certains ouvriers gemmeurs qui travaillaient habituellement dans la zone de ces centres d'essais se sont vus déclarés indésirables par l'autorité militaire et ainsi empêchés d'exercer leur activité professionnelle. Il lui demande quelles sont les raisons qui justifient ces mesures discriminatoires, qui portent atteinte au droit de ces travailleurs et qui ont causé dans la région une émotion sérieuse. (Question du 29 février 1964.)

Réponse. — Une convention, passée le 17 octobre 1962 entre le ministre de l'agriculture et le ministre des armées, précise que : 1° la récolte de la résine reste autorisée à l'intérieur de la zone de protection du centre d'essais des Landes ; 2° l'accès de cette zone reste, pour des raisons évidentes de sécurité, subordonné à une autorisation délivrée par le directeur du centre, lequel pourra faire procéder à tout contrôle entrant dans le cadre de ses responsabilités. En application de ces dispositions, le directeur du C. E. L. a été amené à délivrer des laissez-passer aux gemmeurs ayant passé un contrat avec les eaux et forêts pour l'exploitation de la résine ; sur 110 demandes présentées à ce jour, 109 ont été accordées et une seule rejetée, encore que l'intéressé ait été autorisé à poursuivre ses occupations jusqu'à fin 1964.

7986. — Mme de Houteloclocque attire l'attention de M. le ministre des armées sur le décret n° 51-1197 du 15 octobre 1951 portant statut du personnel des cadres militaires féminins. Les personnels qui contractent un engagement entrent dans la 6^e catégorie, ce qui correspond au grade de caporal-chef et à un indice de 169 au

1^{er} janvier 1963. S'agissant d'infirmières militaires possédant le diplôme d'Etat du ministère de la santé publique, engagées sur titres, elles sont considérées comme titulaires du brevet supérieur de spécialité. Leur début de carrière se situe à un échelon dérisoire. Elle lui demande s'il n'envisage pas de modifier le statut du personnel des cadres militaires féminins de telle sorte que les infirmières militaires diplômées d'Etat soient recrutées directement dans une catégorie supérieure et accèdent aux 2^e et 1^{re} catégories dans des conditions d'ancienneté comparables à celles qui s'appliquent au personnel masculin. Elle lui demande également s'il ne pourrait être envisagé : 1^o la validation des deux années de spécialisation médico-chirurgicale accomplies par les intéressées ; 2^o l'extension à leur bénéfice des primes d'engagement et de rengagement prévues par les décrets n^{os} 63-1079 du 26 octobre 1963 et n^o 64-74 du 27 janvier 1964 ; 3^o le recul de la limite d'âge à soixante ans pour les diplômées civiles dont les études ont retardé leur entrée dans l'armée, ce qui diminue leurs possibilités d'ancienneté et leur retraite proportionnelle ; 4^o l'augmentation de la prime vestimentaire, qui n'a pas été revalorisée depuis 1952. (Question du 28 mars 1964).

Réponse. — La situation des personnels visés dans la présente question a fait l'objet d'une étude approfondie dont les conclusions permettent de dégager les observations suivantes : 1^o Les infirmières militaires régies par le décret n^o 51-1197 du 15 octobre 1951 portant statut des personnels des cadres militaires féminins ont en règle générale un déroulement de carrière sensiblement plus avantageux que celui des sous-officiers (service de santé militaire) ainsi qu'en témoigne le tableau suivant :

P. C. M. F. Cadre du service de santé.		SOUS-OFFICIERS du service de santé militaire.	
Grade.	Ancienneté moyenne de service.	Grade.	Ancienneté moyenne de service.
1 ^{re} catégorie...	18 ans 6 mois.	Adjudant-chef...	20 ans 6 mois.
2 ^e catégorie :		Adjudant :	
Choix	15 ans 6 mois.	Choix	14 ans.
Ancienneté..	16 ans 8 mois.	Ancienneté..	16 ans.
3 ^e catégorie :		Sergent-major :	
Choix	10 ans 6 mois.	Choix uni-	
Ancienneté..	11 ans 6 mois.	quement...	12 ans.
4 ^e catégorie :		Sergent-chef :	
Choix	5 ans.	Choix	7 ans.
Ancienneté..	5 ans 3 mois.	Ancienneté.	

Par ailleurs, alors que les personnels sous-officiers ne sont intégrés en échelle indiciaire de solde n^o 4 qu'entre douze et quinze années de service, les infirmières titulaires du diplôme d'Etat sont, dès leur engagement, classées en échelle 4 (indice nouveau : 154) et accèdent en 5^e catégorie après six mois de service (indice nouveau : 169). Enfin, il convient de signaler que des propositions concrètes portant sur l'amélioration de la pyramide du P. C. M. F. (service de santé) et l'augmentation des pourcentages dans les échelles supérieures de solde seront prochainement soumises à l'accord du département des finances et des affaires économiques ; 2^o la législation actuelle ne prévoit le « bénéfice d'études » pour la liquidation d'une pension d'ancienneté qu'en faveur des officiers issus des grandes écoles militaires, navales et aériennes. En ce qui concerne la validation des deux années de spécialisation médico-chirurgicale dont fait état l'honorable parlementaire, il semble s'agir des deux années d'études préparant au diplôme d'Etat d'infirmière hospitalière. Bien qu'une mesure bienveillante ait été prise en faveur des infirmières du département de la santé publique par le conseil d'administration de la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales, qui a admis la possibilité, sous certaines conditions, de valider pour la retraite les années de scolarité de ces personnels, l'extension d'une telle mesure au personnel militaire ne semble malheureusement pas être envisageable, du moins dans l'imédiat, car elle ouvrirait la porte à des demandes analogues formulées par tous les titulaires de diplômes acquis avant l'entrée dans l'armée et elle nécessiterait une refonte partielle du code des pensions ; 3^o le problème du relèvement des taux de primes d'engagement et de rengagement pour les trois armées a été examiné au cours des travaux budgétaires de l'exercice 1964. En raison de la gravité de la situation dans laquelle se trouve actuellement placée l'armée de terre au point de vue des engagements et des rengagements, il a été indispensable de prendre, au titre du budget de 1964, des mesures urgentes susceptibles d'apporter une amélioration à cette situation alarmante. Tel est l'objet du décret n^o 63-1079 du 26 octobre 1963, dont les effets sont d'ailleurs limités au 31 décembre 1964. A l'occasion du budget de 1965, le problème des taux de primes d'engagement et de rengagement sera réexaminé dans son ensemble, en fonction de l'évolution de la courbe des engagements et rengagements dans les trois armées ; 4^o la limite d'âge des P. C. M. F., soit cinquante-cinq ans, est la même, sans distinction de catégorie, que celle applicable aux seuls adjudants-chefs des services, titulaires de certains brevets, alors que les sous-officiers des grades d'adjudant, de sergent-chef et de sergent titulaires des mêmes brevets ne peuvent respectivement servir que jusqu'à cinquante ans, quarante-sept ans et trente-six ans. Par ailleurs,

les intéressées ne sont admises à contracter un engagement que si elles n'ont pas dépassé l'âge de trente-huit ans. Elles réunissent donc, à la limite d'âge de cinquante-cinq ans, un minimum de dix-sept années de service et peuvent, de ce fait, bénéficier au moins d'une pension proportionnelle. Enfin, pour le personnel en service lors de la promulgation du décret, il a été prévu une possibilité de dérogation à la limite d'âge fixée à cinquante-cinq ans afin de lui permettre de parfaire les quinze ans de services nécessaires pour l'ouverture du droit à pension proportionnelle, sous réserve que cette prolongation ne dépasse pas cinq ans ; 5^o la prime annuelle d'habillement, fixée actuellement à 200 F, paraît suffisante pour les infirmières militaires, qui sont rarement appelées à revêtir l'uniforme et dont les vêtements de travail sont fournis gratuitement par l'administration.

8112. — Mme Vallant-Couturier rappelle à M. le ministre des armées que, selon les informations parues après la dernière visite du chancelier Erhard à Paris, la création en commun, en France, d'un grand camp d'entraînement franco-allemand aurait été envisagée. Elle lui demande : 1^o si ce projet a été définitivement adopté et, dans l'affirmative : a) quelle est la dépense prévue pour la création de ce camp ; b) quel en est l'emplacement envisagé ; c) quelle doit en être l'étendue. 2^o Combien de dépôts logistiques ont été mis en France à la disposition de la Bundeswehr et quelle contribution la République fédérale d'Allemagne apporte aux dépenses occasionnées par l'entretien et le gardiennage de ces dépôts. 3^o Combien de militaires d'Allemagne fédérale ont participé en France, en 1963, à des manœuvres ou à des exercices d'entraînement. 4^o Combien de camps d'entraînement sont déjà à la disposition de la Bundeswehr. 5^o Combien de militaires ou de membres du personnel civil dépendant du ministère de la guerre de la République fédérale d'Allemagne exercent de façon permanente des fonctions en France soit dans les camps d'entraînement, soit dans les dépôts logistiques, les aérodromes ou les ports militaires français, soit enfin dans les organismes de la coopération et de la recherche militaires franco-allemandes ou atlantiques. (Question du 2 avril 1964.)

Réponse. — 1^o La création à laquelle fait allusion l'honorable parlementaire en est actuellement à un stade préliminaire d'études et il n'est pas encore possible de fournir les renseignements précis demandés ; 2^o aucun dépôt logistique ou camp d'entraînement n'est à la disposition de la Bundeswehr. Cependant, certains camps situés en territoire français sont utilisés par l'armée allemande pendant de courtes périodes où l'armée française n'en a pas l'emploi, concurremment avec les différentes armées alliées qui en font la demande. Cette utilisation donne lieu à une participation aux frais d'entretien des camps proportionnellement à sa durée ; 3^o les chiffres demandés aux paragraphes 3 et 5 de la présente question concernent la gestion de personnels appartenant à une armée étrangère. Il n'est pas d'usage et il ne serait pas convenable de les publier.

8173. — M. Waldeck L'Huilier attire l'attention de M. le ministre des armées sur la situation d'un jeune soldat. Celui-ci a fait son service militaire du 1^{er} novembre 1961 au 1^{er} mai 1963. Il était à sa libération affecté à la 41^o compagnie du quartier général, caserne Colbert, à Reims. Alors qu'il était sous les drapeaux, il a, le 28 janvier 1963, utilisé sans autorisation un camion militaire, roulé vingt mètres et, dérapant sur le verglas, tamponné un arbre et endommagé de ce fait le devant du camion. Ceci se passait dans la cour de la caserne. Le 7 novembre 1963, alors qu'il était libéré depuis six mois, il a reçu du chef de service régional du contentieux et des dommages de la VI^e région militaire l'extrait d'une décision du 13 septembre 1963 prise par le ministre des armées, l'invitant à payer 810 francs, « montant du préjudice subi par l'Etat (département des armées) à la suite de l'accident survenu le 28 janvier 1963 à Reims, dont il est responsable pour faute lourde personnelle détachable de l'exécution du service et inobservation des règlements ». La notification précise également : « Si vous êtes assuré contre les risques aux tiers et si vous vous en remettez pour le règlement de cette affaire à votre compagnie d'assurance, veuillez le faire connaître au porteur de la présente notification en indiquant la raison sociale et l'adresse de l'agent de la compagnie qui détient votre dossier, le numéro de votre police d'assurance et le numéro du sinistre. L'administration se mettra alors directement en relation avec votre assureur pour lui demander s'il accepte de prendre le sinistre en charge ». Ce jeune soldat est d'une situation des plus modestes. Ce n'est pas son séjour de deux ans dans l'armée qui lui a permis de mettre de côté l'argent nécessaire pour démarrer dans la vie. A plus juste raison pour acquitter des dettes de cette nature. Dans ces conditions, il lui demande s'il n'entend pas renoncer à recouvrer sur ce jeune homme récemment libéré du service militaire les sommes qui lui sont réclamées. (Question du 2 avril 1964.)

Réponse. — Aux termes d'une jurisprudence administrative constante, la responsabilité pécuniaire des fonctionnaires et agents de l'Etat et des collectivités publiques peut être mise en jeu lorsque le dommage qu'ils ont causé à ladite collectivité est imputable à une faute personnelle détachable de l'exécution du service (C. E. 22 mars 1957, Jeannier : Rec. Lebon, p. 196). L'article 41 de la loi de finances du 24 mai 1951 (Journal officiel du 26 mai 1951) autorise seulement à ne pas mettre en recouvrement les créances dont le montant en principal et intérêts est inférieur à 1 franc. Si un débiteur estime ne pas pouvoir s'acquitter de sa dette, faute de ressources, il a la faculté de formuler une demande de remise gracieuse de dette qui sera examinée dans les conditions prévues par l'article 91 du décret n^o 62-1587 du 29 décembre 1962 portant

règlement général sur la comptabilité publique (*Journal officiel* du 30 décembre 1962) complété par l'article 13 du décret n° 65-608 du 24 juin 1963 relatif au recouvrement des créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine (*Journal officiel* du 28 juin 1963).

8201. — M. Le Theule expose à M. le ministre des armées qu'il a reçu des doléances de personnels militaires logés dans des appartements gérés par la Société de gestion immobilière des armées. Depuis la création de cette société, les loyers ont augmenté dans des proportions importantes et se trouvent parfois supérieurs à ceux appliqués à des logements identiques gérés par des organismes privés. De plus, malgré le montant élevé des loyers, l'entretien des logements laisse parfois à désirer; les travaux de réparations confiés à des entreprises ne sont pas toujours suivis avec tout le soin désirable par les responsables locaux de la société. Il lui demande les mesures qu'il envisage de prendre pour résoudre les problèmes évoqués ci-dessus. (*Question* du 2 avril 1964.)

Réponse. — Les motifs et les conséquences de l'adoption de la péréquation des loyers ont été exposés dans les réponses à plusieurs questions écrites déjà présentées, et notamment pour la dernière fois aux questions écrites n° 7358 et 7363 (*Journal officiel* des Débats parlementaires n° 14/A. N. du 3 avril 1964, page 621). Il en résulte que si, effectivement, du fait du régime de la péréquation, les loyers des logements domaniaux ont augmenté en totalité le 1^{er} janvier 1962 et parfois dans des proportions importantes, ceux des logements construits dans le cadre de l'article 278-3 du code de l'urbanisme et de l'habitation ont subi des baisses corrélativement aussi spectaculaires qui ont permis de les mettre à la disposition des cadres subalternes militaires et des personnels civils des armées à faible traitement sans que le logement familial constitue pour eux une charge difficile à supporter. Il est à remarquer d'ailleurs que dans la grande majorité des cas, les loyers demandés restent inférieurs aux plafonds de loyers à prendre en considération pour l'attribution de l'allocation de logement et qu'ainsi les personnels chefs de famille peuvent percevoir cette allocation, qui diminue dans de larges proportions leurs charges locatives, au taux le plus favorable pour eux. Les indemnités locatives demandées pour l'occupation des logements des armées sont fonction du « service rendu » aux affectataires par ces logements. La réglementation adoptée pour la détermination de ce service rendu permet de mettre à la charge des personnels le paiement d'une indemnité d'occupation correspondant à la qualité, l'emplacement, le confort, l'agrément du logement mis à sa disposition. Elle supprime les inégalités choquantes qui existaient antérieurement et les privilèges dont bénéficiaient les personnels concessionnaires de logements domaniaux dont les loyers, calculés par référence aux dispositions de la loi de 1948, étaient anormalement bas dans le contexte actuel de la politique nationale du logement. Quoi qu'il en soit les loyers des logements des armées peuvent dans certains cas être supérieurs à ceux gérés par des organismes privés. En la matière, il ne doit certainement pas s'agir de logements « identiques », mais de logements construits par des sociétés ou offices I. L. M. bénéficiaires de prêts à taux réduits remboursables à long terme qui permettent à ces organismes de consentir des loyers réduits dits « loyers I. L. M. » considérés comme des loyers sociaux. Le montant des loyers n'influe pas sur l'entretien des logements. Celui-ci, après déduction des frais de gestion (qui s'avèrent être pour la S. O. G. I. M. A. plus faibles que dans les sociétés de gérance similaires) est reversé à l'Etat (en ce qui concerne les logements domaniaux) et aux sociétés propriétaires des immeubles (en ce qui concerne les logements C. I. L. O. F. ou similaires) conformément aux dispositions des conventions passées par la S. O. G. I. M. A. avec l'Etat et ces sociétés. Le reliquat des sommes provenant de l'augmentation des redevances dues pour l'occupation des logements domaniaux sert ainsi intégralement à réaliser la péréquation des loyers en compensant les diminutions obtenues sur les loyers des logements C. I. L. O. F. et similaires. L'entretien ainsi que l'amélioration des logements est assuré de l'aide de subventions budgétaires en ce qui concerne les logements domaniaux, à l'aide d'un pourcentage des loyers d'équilibre prévu par conventions entre l'Etat et les sociétés ayant construit les immeubles dans le cas des logements C. I. L. O. F. et similaires, pourcentage qui est reversé par ces sociétés à la S. O. G. I. M. A. pour assurer l'entretien des immeubles dont elles sont propriétaires. Etant donné l'état d'abandon dans lequel avaient été laissés les logements domaniaux depuis de nombreuses années par suite du manque de crédits pour en assurer l'entretien ou l'amélioration, le régime nouveau, en application depuis le 1^{er} janvier 1962, a constitué une amélioration très importante en la matière. Alors que dans le régime antérieur les services immobiliers gestionnaires ne pouvaient guère assurer que le clos et le couvert, les subventions accordées à la S. O. G. I. M. A. ont permis à cette société de réaliser une somme de travaux dont les commandements régionaux reconnaissent l'importance et la qualité. De nombreuses installations de salles d'eau, de cuisines modernes, de chauffages centraux ont pu ainsi être réalisés pour de nombreux cadres qui n'en avaient pas encore la disposition en même temps que les grosses réparations et l'entretien courant étaient assurés dans de meilleures conditions. Il est certains que, vu le retard pris en la matière, tout n'a pu encore être fait et que cet effort devra être poursuivi encore pendant de nombreuses années. Il est évident aussi que, compte tenu de la création récente de la S. O. G. I. M. A., l'organisation de la société n'est peut-être pas encore parfaite dans ses services d'entretien régionaux et locaux. Tout est cependant fait pour remédier aux lacunes constatées et la S. O. G. I. M. A. s'emploie actuellement à assurer les services d'agents compétents tout en ayant le souci essentiel de ne pas gonfler inutilement ses effectifs

et de payer des salaires inutiles qui auraient pour conséquence l'augmentation de ses frais généraux et, partant, celle des indemnités d'occupation payées par les personnels affectataires des logements.

8281. — M. Trémollères demande à M. le ministre des armées s'il a obtenu des résultats satisfaisants en matière de formation professionnelle tant industrielle qu'agricole grâce à la création des cercles agricoles ou cours techniques destinés aux jeunes du contingent et de préciser ces résultats. (*Question* du 8 avril 1964.)

Réponse. — Définies en 1962, les actions de promotion sociale au sein des armées ont été mises au bane d'essai, durant l'année 1963, dans sept unités pilotes. L'expérience a rencontré un intérêt certain auprès des appelés. En ce qui concerne l'enseignement technique et professionnel, le bilan des résultats obtenus aux examens de l'année scolaire 1962-1963 s'établit comme suit: certificat d'aptitude professionnelle, 140; brevet professionnel, 9; brevet d'études industrielles, 21; promotion supérieure du travail, 4; admission dans un centre de F. P. A., 234. Ces résultats ont permis d'envisager une extension progressive à partir du 1^{er} octobre 1963. Au 1^{er} janvier 1964, dans le courant de la première phase d'extension, 226 corps et bases étaient concernés par les actions de promotion sociale. On dénombrait, à cette date, 3.300 inscrits à des cours d'enseignement technique et professionnel: 1° 500 appelés bénéficiaient des cours par correspondance du centre national de télé-enseignement; 2° plus de 600 autres suivaient les cours préparatoires à la F. P. A. élaborés par le ministère du travail et dispensés par des répétiteurs militaires préalablement formés par ce ministère; 3° les cours à l'extérieur, se déroulant en général dans les collèges techniques, les instituts de promotion supérieure du travail, les centres associés du Conservatoire national des arts et métiers, comptaient plus de 2.000 élèves; 4° enfin quelque 160 appelés suivaient les cours par correspondance de certaines directions des services agricoles. Ces chiffres, concernant l'enseignement technique et professionnel, sont encore relativement modestes au regard de 5.500 inscrits environ à des cours d'enseignement général; ils permettent cependant de prendre la mesure de l'intérêt suscité et d'envisager une nette progression au cours des phases ultérieures d'extension. Enfin, il convient de souligner le développement des clubs d'agriculteurs, de création plus ancienne: au 1^{er} janvier 1964, ils groupaient 7.300 jeunes agriculteurs; des stages de formation d'animateurs de clubs se déroulent actuellement dans différentes régions de métropole, sous l'égide du ministère de l'agriculture; il a semblé, en effet, opportun de valoriser les activités de ces clubs sur le plan culturel. Au total, au 1^{er} janvier 1964, plus de 10.000 appelés, sans compter ceux qui bénéficient de cours d'enseignement général, sont directement concernés par les actions de formation professionnelle conduites dans les armées, et l'on attend un accroissement de 60 à 70 p. 100 de ce chiffre pour le début de la prochaine phase d'extension qui interviendra le 1^{er} octobre 1964, et au terme de laquelle la généralisation des actions sera acquise.

8365. — M. Fil demande à M. le ministre des armées, en raison des lenteurs apportées à l'application des dispositions visant la révision des pensions militaires, quelles mesures il compte prendre pour traduire dans les faits la revalorisation de la fonction militaire qu'attendent encore les retraités de cette catégorie. (*Question* du 10 avril 1964.)

Réponse. — Les révisions de pensions de retraite actuellement en cours dans les services des pensions du ministère des armées ne concernent que des cas d'espèce. En conséquence, pour permettre de répondre en toute connaissance de cause sur le cas particulier auquel s'intéresse l'honorable parlementaire, il est demandé à celui-ci de bien vouloir fournir, s'il le juge utile, tous renseignements permettant d'identifier le retraité en question.

8409. — 14 avril 1964. — M. Bignon expose à M. le ministre des armées qu'il avait prescrit par D. M. 9566 E. M. A./3 E. P. O. du 28 août 1957 de surseoir provisoirement à l'application des dispositions du règlement du service dans l'armée, 3^e partie, service de garnison, qui dispensent du service de garnison certaines catégories de personnels. Cette mesure, mise en vigueur en raison des événements d'Algérie, se justifiait en raison des faibles effectifs maintenus en métropole. Il lui demande s'il ne lui paraît pas opportun maintenant d'abroger purement et simplement la D. M. précitée. (*Question* du 14 avril 1964.)

Réponse. — En attendant l'élaboration de nouvelles mesures se rapportant au service de garnison, qui seront étudiées à l'issue des travaux de la commission chargée de refondre les règlements concernant la discipline et le moral dans les armées, des directives ont été données pour rappeler qu'il convenait de s'en tenir aux prescriptions du décret du 26 juillet 1934 portant règlement du service dans l'armée (3^e partie: service de garnison).

8451. — M. Dupuy expose à M. le ministre des armées que les soldats du contingent cantonnés en Allemagne doivent payer leur voyage à plein tarif sur le réseau de chemins de fer allemand lorsqu'ils se rendent en permission dans leurs foyers. Ces frais constituent, dans la généralité des cas, une lourde charge pour ces jeunes et leurs familles, déjà désavantagés du fait de l'éloignement de leurs garnisons par rapport à leurs camarades appelés à effectuer leur service militaire en France. Il lui demande s'il n'entend pas, par souci d'équité, et en accord avec le ministre des finances, faire

prendre en charge par l'Etat français l'intégralité des frais de voyage aller et retour au-delà de la frontière française imposés aux jeunes soldats du contingent stationnés en Allemagne lorsque ceux-ci se déplacent en vertu d'une permission régulière. (Question du 15 avril 1964.)

Réponse. — A la suite de l'accord réalisé avec le ministre des finances et des affaires économiques les mesures suivantes ont été prises par décision du 21 avril 1962: 1° gratuité totale du transport de la garnison d'affectation en Allemagne à la gare frontière, aux militaires accomplissant intégralement leur service dans les forces françaises en Allemagne, à raison d'une permission pendant la durée légale du service; 2° tarif militaire pour le transport de la garnison d'affectation aux forces françaises en Allemagne à la gare frontière aux caporaux et soldats servant au-delà de la durée légale à raison d'un voyage par an (75 p. 100 à la charge de l'Etat).

8452. — M. Fievez expose à M. le ministre des armées que l'allocation d'aide sociale aux familles dont les soutiens indispensables effectuent leur service militaire reste fixée depuis le 16 novembre 1954 à 1,15 franc par jour et par personne à charge dans les villes de plus de 5.000 habitants et à 1 franc dans les villes de moins de 5.000 habitants. La majoration pour le premier enfant est de 1 franc dans les villes de plus de 5.000 habitants et de 0,90 franc par jour dans les villes de moins de 5.000 habitants. Ces taux sont anormalement bas, compte tenu de la hausse du coût de la vie enregistrée depuis dix ans. Il lui demande: 1° s'il envisage de porter ces taux à 3,50 francs par jour, plus 3 francs par personne à charge; 2° s'il est dans ses intentions de réviser les modalités d'attribution de cette allocation afin que celle-ci soit accordée automatiquement et des rappels sous les drapeaux de leur soutien aux familles dont les ressources sont égales ou inférieures au salaire minimum interprofessionnel garanti, augmenté de 50 p. 100 par personne à charge au foyer. (Question du 15 avril 1964.)

Réponse. — Le décret n° 64-355 du 20 avril 1964 (Journal officiel du 24 avril, p. 3653), vient de fixer le nouveau régime des allocations services aux familles dont les soutiens indispensables effectuent leur service militaire. L'article 2 de ce décret fixe les nouveaux taux de ces allocations.

8490. — M. de la Malène rappelle à M. le ministre des armées que, pour un ensemble de raisons économiques et sociales, le Gouvernement a décidé de rechercher au maximum l'étalement de la période des vacances. Il lui demande, dans ces conditions, pourquoi le laboratoire central de l'artillerie navale, de même que l'atelier central d'électronique, qui se trouvent situés à Paris (15^e), 10, rue Sextius-Michel, sont fermés du 31 juillet au 17 août, alors que la direction centrale des constructions et armes navales qui est dans le même local, ne ferme que par roulement, c'est-à-dire étale ses congés. Il lui demande notamment s'il ne serait pas possible d'envisager que, pour répondre aux impératifs généraux définis par le Gouvernement, les deux services en question soient fermés par roulement comme les services voisins. Pour l'ensemble du personnel, un tel système de roulement présenterait des avantages nombreux, ne serait-ce qu'en matière de transport. (Question du 15 avril 1964.)

Réponse. — En application des instructions données par le ministre des armées en 1961, les établissements visés par l'honorable parlementaire sont fermés chaque année pendant deux semaines consécutives au cours de la période des congés payés, soit entre le 1^{er} juillet et le 1^{er} octobre. Toutefois, pendant la période considérée doivent être maintenus: a) une permanence de commandement; b) une permanence de sécurité; c) ceux des services — notamment administratifs — dont le fonctionnement ne peut être interrompu; d) le personnel nécessaire aux opérations d'entretien et de remise en état des installations. Bien que cette mesure n'ait apporté aucune gêne à la majorité du personnel qui prenait d'ordinaire ses congés payés durant le mois d'août, certains employés ont demandé l'étalement des congés payés. En conséquence, il a été prescrit au directeur central des constructions et armes navales de donner satisfaction dans toute la mesure du possible à cette partie du personnel en jouant sur les services de permanences indiqués ci-dessus, les intéressés assurant ces permanences pendant la période de fermeture et prenant leurs congés à d'autres périodes.

8496. — M. Miossec attire l'attention de M. le ministre des armées sur le décret du 26 octobre 1963 qui a quintuplé les primes d'engagement et de rengagement dans l'armée de terre. Ces primes d'engagement avaient d'ailleurs fait l'objet de régularisations en 1961 dans de notables proportions en ce qui concerne l'armée de terre, sans que le taux en fût modifié pour la marine et l'armée de l'air. Désormais, en application du dernier décret un engagé de cinq ans dans l'armée touchera pendant la durée de son engagement 13.650 francs, alors que la marine ne versera qu'une prime globale de 630 francs, soit vingt fois moins. En outre, rengagé de cinq ans, après ses cinq ans de service, cet engagé de l'armée de terre touchera 5.400 francs et 540 francs seulement dans la marine, soit dix fois moins. L'exode massif des sous-officiers de l'armée de terre a fait prendre, à juste titre, les mesures de revalorisation précitées, mais la marine se trouve elle-même confrontée à un problème de recrutement qui n'est point aisé à résoudre. Pour l'année 1962, le déficit à l'engagement y a été de 21 p. 100. Il atteindra cette année 30 p. 100 et même 50 p. 100 pour certaines spécialités techniques. En 1961, la marine aura besoin de 5.000 engagés qu'elle aura du mal à trouver, compte tenu des avantages supérieurs offerts par l'armée de terre. La mesure de revalorisation des primes, si elle n'est pas étendue à la marine, risque donc d'en

tarir à brève échéance le recrutement. Il lui demande s'il envisage de prendre des mesures tendant à faire disparaître l'anomalie signalée en cette matière. (Question du 15 avril 1964.)

Réponse. — Le problème du relèvement des taux de primes d'engagement et de rengagement pour les trois armées avait fait l'objet d'un examen approfondi au cours des travaux budgétaires de l'exercice 1964. En raison de la gravité de la situation dans laquelle se trouvait placée l'armée de terre au point de vue des engagements et des rengagements, il était indispensable de prendre, au titre du budget de 1964, des mesures urgentes susceptibles d'apporter une amélioration à cette situation alarmante. Tel était l'objet du décret n° 63-1079 du 26 octobre 1963, dont les effets sont d'ailleurs limités au 31 décembre 1964. A l'occasion du budget de 1965, le problème des taux de primes d'engagement et de rengagement sera réexaminé dans son ensemble, en fonction de l'évolution de la courbe des engagements et rengagements dans les trois armées.

8509. — M. Ayme demande à M. le ministre des armées s'il est exact, comme le cas lui a été signalé, que des vêtements, chaussures, objets de literie et autres matériels auraient été détruits en Algérie par l'intermédiaire de l'armée française. Dans l'affirmative, il ne pourrait que regretter ce gaspillage opéré sous couvert probablement d'éviter des frais de retour en France supérieurs à la valeur de ces objets. Il lui rappelle que le matériel, payé par les contribuables français, appartient non à l'armée seule, mais à la nation tout entière et que celle-ci pourrait en proposer l'utilisation efficace et humaine. Il lui demande donc quelles dispositions il compte prendre pour mettre éventuellement fin à ce scandale, au moment même où sont proclamés par le Gouvernement les principes de l'aide aux pays sous-développés. (Question du 16 avril 1964.)

Réponse. — Conformément aux instructions données par le ministre des armées, les seuls matériels qui, en Algérie, ont été brûlés ou jetés à la mer sont des matériels militaires qui n'ont pu être dénaturés (munitions par exemple) et des matériels non militaires (paillasse et matériel de campement en particulier) dont l'état de vétusté et les souillures interdisaient toute vente ou cession. En revanche, cinq mille tonnes de matériels divers (habillement, couchage et ameublement) ont été remis, à titre gratuit, à des collectivités locales ou à des œuvres charitables (Caritas algérienne, écoles ou ouvroirs tenus par des religieux de confessions diverses, secours national algérien, etc.).

8557. — M. Le Gasse demande à M. le ministre des armées s'il ne pourrait envisager d'accorder, pendant la période des vacances scolaires, des permissions aux moniteurs et aides-moniteurs de colonies de vacances — ces permissions procédant du même principe que les permissions agricoles dont bénéficient les jeunes agriculteurs. (Question du 21 avril 1964.)

Réponse. — Les permissions agricoles sont accordées aux jeunes agriculteurs en vertu de dispositions légales qui ont fixé limitativement les travaux qui permettent d'en bénéficier. Il n'y a aucune possibilité d'octroyer des permissions exceptionnelles du même genre aux moniteurs et aides-moniteurs de colonies de vacances, pendant la période des vacances scolaires, et il ne paraît pas opportun d'élaborer un texte législatif dans ce but; ce serait là, en effet, ouvrir la voie à de nombreuses revendications auxquelles il ne pourrait être donné satisfaction sans désorganiser les unités, surtout dans un régime de service à court terme.

8632. — M. Weber soumet à l'attention de M. le ministre des armées la situation de nombre d'anciens combattants de la grande guerre auxquels n'a pas encore été attribuée la croix de combattants volontaires. Il lui demande s'il envisage, à l'occasion du cinquantième anniversaire du déclenchement des hostilités, de prendre toutes dispositions pour faire modifier la loi du 6 avril 1930 par un décret qui pourrait être ainsi conçu: « Tous les combattants de la guerre 1914-1918, titulaires de la qualité de combattant volontaire reconnue par décision du Conseil d'Etat, ont droit à la croix du combattant volontaire ». (Question du 22 avril 1964.)

Réponse. — La croix du combattant volontaire instituée par la loi du 4 juillet 1935 s'est substituée à la « qualité de combattant volontaire », définie par la loi du 6 avril 1930 et son instruction d'application du 25 juin 1930 (Journal officiel du 27 juin 1930). Les candidats à cette distinction honorifique devaient, que la qualité susvisée leur ait été déjà reconnue ou non, adresser dans un délai d'un an, une demande. Ce délai a été reporté au 30 juin 1939 puis définitivement fixé au 31 décembre 1951 (Journal officiel du 10 juin 1951, p. 6088). Seuls les personnels visés par l'article 3 du décret du 28 novembre 1935, pris pour l'application de la loi du 4 juillet 1935, pouvaient prétendre de plein droit à l'attribution de la croix du combattant volontaire. Cette catégorie de combattants a donc disposé de délais suffisants pour faire valoir ses droits éventuels et il ne saurait être envisagé d'apporter une modification à la loi du 6 avril 1930.

CONSTRUCTION

7367. — M. de Poulpiquet expose à M. le ministre de la construction la situation critique des futurs constructeurs dans le Finistère et le manque de crédits pour la construction dans ce département, aussi bien en prêts du crédit immobilier qu'en primes avec prêt du Crédit foncier. Il lui demande: 1° quel est le

nombre de dossiers en instance concernant : a) les demandes de prêts du crédit immobilier ; b) les demandes de primes avec prêt du Crédit foncier ; c) les demandes de primes pour l'habitat rural ; 2° quel sera le nombre de logements dont le financement sera assuré dans le département au cours de l'année 1964 pour chaque catégorie ; 3° dans quel délai un candidat constructeur modeste, remplissant toutes les conditions voulues, sans logement, et ayant eu sa demande et son permis de construire agréés en janvier 1964, sera-t-il en mesure d'obtenir l'accord de prime et les prêts pour pouvoir faire démarrer sa construction. (Question du 22 février 1964.)

7369. — M. de Poulpquet expose à M. le ministre de la construction les répercussions du décret du 24 décembre 1963 qui vont jusqu'à entraver le développement de la construction dans certains départements, où les délais pour obtenir l'accord des primes dépassent actuellement deux ans, délais qui risquent d'augmenter en fonction de la diminution des crédits à la construction et de l'augmentation des demandes. Il lui demande : 1° si la décision provisoire d'accord de prime doit être obtenue avant de commencer les travaux, aussi bien pour les constructions neuves que pour les améliorations à l'habitat rural ; 2° dans ce cas, dans quel délai ses services sont-ils en mesure de donner un accord de prime après le dépôt de la demande de prime et de l'accord du permis de construire, dans le département du Finistère, cela pour des projets concernant l'amélioration de l'habitat rural, ou des constructions neuves. (Question du 22 février 1964.)

7370. — M. de Poulpquet expose à M. le ministre de la construction les difficultés que rencontrent les ruraux par suite de l'application du décret du 24 décembre 1963, si pour réaliser une amélioration à l'habitat rural, coïncidant avec une adduction d'eau par exemple, ils devaient attendre l'accord de prime avant de commencer les travaux, sous peine d'être exclus de cette subvention. Il lui demande : 1° si, pour bénéficier de la prime de 4 p. 100, ils doivent, après avoir déposé leur demande et leur plan, attendre cet accord de prime ; 2° dans ce cas, dans quel délai ils peuvent obtenir cet accord et si ses services sont en mesure de donner cet accord dans un délai raisonnable : trois mois par exemple. (Question du 22 février 1964.)

Réponse. — Les précisions suivantes sont données à l'honorable parlementaire : 1° le département du Finistère a bénéficié en 1963 de crédits permettant de financer 1.941 logements primés bénéficiant de prêts du Crédit foncier et 920 logements primés sans prêts soit au total 2.861 logements, alors que la tranche opératoire ne prévoyait qu'un total de 2.300 logements primés. Un effort a donc été fait en 1963 en faveur du Finistère, effort qui sera poursuivi en 1964 dans toute la mesure du possible. Il est encore trop tôt cependant pour connaître le nombre de logements qui seront effectivement primés en 1964 ; 2° cet effort ne peut empêcher que, dans le département du Finistère, comme dans la plupart des autres départements, toutes les demandes de primes ne puissent être immédiatement satisfaites. C'est pourquoi, désormais, celles-ci seront plus strictement réservées que par le passé aux familles de condition modeste qui ne peuvent se loger sans l'aide de l'Etat et qui construisent pour elles-mêmes. On peut espérer, dans ces conditions, que les demandes de primes les plus intéressantes pourront être satisfaites plus rapidement ; 3° l'article 9 du décret n° 63-1324 du 24 décembre 1963 stipule que les opérations dont les travaux sont entrepris avant l'accord de principe d'octroi de prime ne peuvent bénéficier des primes. Il s'agit là d'une mesure répondant à une double préoccupation : d'une part, la sauvegarde du véritable intérêt du constructeur en lui évitant d'investir les capitaux qu'il aurait personnellement réunis dans une opération pour laquelle l'aide financière escomptée de l'Etat ne peut lui être assurée dans des délais normaux ; d'autre part, la mise en œuvre d'une meilleure gestion et d'une surveillance plus efficace des disponibilités financières engagées dans la construction de logements au titre des primes et des prêts spéciaux du Crédit foncier en supprimant la nécessité d'attribuer rétroactivement des primes de régularisation. Il s'agit là d'une règle désormais essentielle, elle sera appliquée cependant avec souplesse. C'est ainsi que la circulaire du 11 avril 1964 a prévu une dérogation pour les opérations qui ont fait l'objet d'un permis de construire avant le 1^{er} avril 1964, la date d'application initialement prévue par le décret étant le 1^{er} janvier 1964. En outre, jusqu'au 1^{er} juillet 1965, à titre exceptionnel et pour répondre à des besoins nés d'opérations concertées d'aménagement économique régional — décentralisation industrielle par exemple — des dérogations pourront être accordées par le ministre de la construction après avis de la commission consultative des primes dans les hypothèses suivantes : a) programmes pour lesquels est simplement demandée une prime non convertible ; cette disposition libérale est principalement destinée à favoriser l'habitat rural qui bénéficie de prêts autres que ceux du Crédit foncier ; b) opérations réalisées avec le bénéfice de la prime et du prêt spécial du Crédit foncier, soit pour l'accès direct à la propriété, soit pour la location. Ces dispositions transitoires nouvelles feront l'objet d'un décret rectificatif qui sera publié prochainement. 4° Cependant, les modifications réglementaires intervenues dans les derniers mois de 1963, et dont l'objectif essentiel a été de réserver l'aide financière directe de l'Etat au secteur social du logement, ne sont qu'un aspect de la politique financière du Gouvernement en matière de construction de logements. En effet, d'une part, il faut pouvoir répondre à une demande chaque jour plus pressante car le nombre des logements ayant obtenu le permis de construire est passé de 427.000 en 1962 à près de 526.000 en 1963 ; d'autre part, il convient de permettre aux candidats à un logement qui le désirent, soit d'abréger les délais

d'attente qu'implique la procédure actuelle pour l'obtention du prêt spécial du Crédit foncier, soit de se procurer les capitaux qui leur font défaut, alors même que leurs revenus les excluent de l'aide de l'Etat. Le Gouvernement a donc décidé de rechercher les moyens à dégager un financement privé à des taux d'intérêt normaux et d'une durée suffisamment longue. Un groupe de travail a été constitué pour étudier les mesures susceptibles d'aboutir avant l'été à des propositions concrètes en ce sens. Il doit s'agir de véritables transformations de certains mécanismes bancaires ou hypothécaires qui apporteront des possibilités entièrement nouvelles aux investissements immobiliers. D'ailleurs, pour le seul secteur local, l'évolution est amorcée depuis longtemps grâce à l'institution des sociétés immobilières conventionnées puis des sociétés immobilières d'investissement dont les programmes représentent plus de 35.000 logements.

7768. — M. Denvers appelle l'attention de M. le ministre de la construction sur les conséquences particulièrement préjudiciables qui résulteront de l'application des dispositions de l'article 9 du décret n° 63-1324 du 24 décembre 1963 décidant la suppression du bénéfice de la prime à la construction aux titulaires des permis de construire qui auraient entrepris leurs travaux avant que soit donné l'accord de principe d'octroi de ladite prime. Il lui demande s'il ne pense pas que cette mesure est susceptible de provoquer un réel retard dans le rythme de la construction et que des mesures nouvelles, moins rigoureuses, devraient intervenir. (Question du 14 mars 1964.)

Réponse. — L'honorable parlementaire est invité à se reporter au texte de la réponse publiée ci-dessus (3°) aux questions écrites n° 7367, 7369 et 7370 posées par M. de Poulpquet à M. le ministre de la construction.

7987. — M. Fourvel attire l'attention de M. le ministre de la construction sur certaines conséquences néfastes des dispositions des articles 9 et 10 du décret n° 63-1324 du 24 décembre 1963 relatif aux primes à la construction. Ces articles font perdre le bénéfice des primes, même lorsque les conditions d'octroi sont remplies, aux demandeurs qui auraient entrepris les travaux avant l'acquisition du droit d'utiliser les terrains nécessaires à la réalisation du programme considéré ou avant notification de l'accord de principe d'octroi des primes. Les formulaires délivrés par les services de la construction font référence à ces dispositions et notamment à celles de l'article 10. Il en résulte un très net retard dans la réalisation des travaux de construction. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à ce regrettable état de fait qui conduit à freiner la réalisation de programmes de construction urgents ou à priver des primes des constructeurs qui, par ailleurs, remplissent les conditions requises pour leur attribution. (Question du 28 mars 1964.)

Réponse. — L'honorable parlementaire est invité à se reporter au texte de la réponse publiée ci-dessus (3°) aux questions écrites n° 7367, 7369 et 7370 posées par M. de Poulpquet à M. le ministre de la construction.

7996. — M. Pierre Bas expose à M. le ministre de la construction que diverses mesures législatives tendent à combattre la spéculation foncière. La meilleure méthode pour abaisser les prix de terrains à bâtir ne serait-elle pas d'augmenter massivement l'offre, alors que la demande est pratiquement stable puisque le nombre de logements construits chaque année dépend essentiellement du volume de l'aide directe ou indirecte de l'Etat. Il lui demande si l'augmentation du nombre des terrains constructibles ne pourrait pas être envisagée par plusieurs méthodes : 1° extension importante ou mieux, suppression des périmètres d'agglomération (sans préavis, afin d'empêcher de nouvelles spéculations), étant toutefois précisé que l'équipement des terrains à bâtir ainsi créés serait financé par la taxe de régularisation des valeurs foncières. Une telle mesure augmenterait immédiatement la surface des terrains négociables ; 2° interdiction pour l'Etat et les collectivités locales de « réserver » plusieurs terrains pour une même utilisation. Cela libérerait d'innombrables terrains « gelés » depuis des années ; 3° augmentation de la densité de construction autorisée dans les secteurs déjà urbanisés. Cela économiserait du terrain déjà équipé tout en augmentant les recettes de la taxe de régularisation des valeurs foncières. (Question du 28 mars 1964.)

Réponse. — Dans le cadre de la politique foncière arrêtée par le Gouvernement, des mesures sont actuellement à l'étude qui répondent entièrement aux préoccupations exposées par l'honorable parlementaire. Ces mesures tiendront compte des liens étroits qui s'établissent entre la valeur des terrains et les équipements qui les déservent, de l'effet restrictif que peut avoir sur le volume de l'offre de terrains nombre de servitudes courantes et de l'effet déterminant sur les prix des terrains de la consistance des constructions susceptibles d'y être autorisées. 1° Il est maintenant reconnu que la notion de périmètre d'agglomération, lorsqu'elle n'est pas liée à un programme d'équipement d'infrastructure en voie de réalisation, présente plus d'inconvénients que d'avantages. C'est, en effet, créer de faux espoirs et alimenter la spéculation foncière que de prévoir un périmètre qui supposerait de la part des collectivités un effort d'équipement qui excède ses possibilités. Mais un périmètre trop restrictif permet également des manœuvres spéculatives dans la mesure où il apparaît qu'il a toutes les chances d'être rapidement débordé. C'est pourquoi la réforme projetée tend à lier très étroitement les possibilités de construction, dans un secteur déterminé, à l'état d'équipement actuel ou prévu de celui-ci. L'institution de la taxe de régularisation des valeurs foncières constitue l'un des éléments de l'action entreprise dans ce but. 2° Des directives ont été données aux préfets et aux directeurs départementaux de la

construction, dans une circulaire du 10 juin 1963, en vue d'appeler leur attention sur les conséquences des décisions d'urbanisme sur les prix des terrains et afin que soit évité, notamment, un gel excessif des terrains à bâtir par suite de réserves trop nombreuses ou trop étendues au profit des services publics et des installations d'intérêt général. Sur ce point également, des dispositions sont envisagées afin que la prévision des réserves à long terme s'exprime par des mesures d'autant plus praticables et efficaces que leur incidence dans le temps sera moins gênante et leur utilité mieux comprise de tous. 3° Les sols tirent leur valeur d'usage de la consistance des bâtiments qu'il est possible d'y édifier et par conséquent de celle des équipements qui les desservent. La recherche d'un critère objectif simple permettant de définir les possibilités de construction sur un terrain donné, c'est-à-dire de la densité de construction autorisée, est donc essentielle pour la détermination des prix des terrains. L'augmentation systématique de la densité de construction autorisée dans les secteurs déjà urbanisés ne saurait être toutefois un instrument de politique foncière efficace car elle irait souvent à l'encontre du but recherché, le terrain étant d'autant plus cher que l'on peut le charger d'avantage de constructions. 4° Enfin, il est actuellement procédé à l'étude d'un texte qui a pour objet de faciliter la construction sur de nombreuses petites parcelles par le groupement de leurs propriétaires et la participation de ces derniers à l'opération de construction. Il s'agit du projet de loi sur le bail à construction qui doit permettre, tout en allégeant au départ le coût de la construction du prix des terrains, d'offrir aux propriétaires une équitable répartition des charges et des profits de la construction dans une association au sein de laquelle l'apport du terrain se trouverait rémunéré soit par la dation en paiement d'immeubles construits, soit par un loyer s'étendant sur une période donnée, suffisamment longue. Les propriétaires des zones considérées conserveraient d'ailleurs la faculté de ne pas participer aux risques de l'opération en exigeant que leurs parcelles fassent l'objet d'une expropriation dans les formes actuellement en usage. Ce projet sera prochainement soumis au Parlement.

8190. — M. Tomasini attire l'attention de **M. le ministre de la construction** : a) sur la rareté croissante des terrains à bâtir, en particulier dans les grandes agglomérations; b) sur la hausse constante du prix des terrains, qui constitue une véritable spéculation et qui met les coopératives d'H. L. M. dans l'impossibilité de procéder aux acquisitions nécessaires à la réalisation de leurs programmes; c) sur le fait que l'avenir du logement social est dans une large mesure, fonction de la solution qui sera apportée au problème foncier. Il lui demande s'il compte : 1° prendre des mesures énergiques pour juguler la spéculation foncière, sans qu'il en résulte pour autant une nouvelle hausse du prix des terrains; 2° faire en sorte que les terrains disponibles soient mis, en priorité, à la disposition des organismes de construction sociale et des coopératives d'H. L. M. dans des conditions compatibles avec l'équilibre financier de leurs opérations et le respect de la propriété privée; 3° agir de telle sorte que soit facilitée à ces organismes, tant sur le plan administratif et juridique que sur le plan financier, la constitution des réserves foncières indispensables à la poursuite de leur action. (Question du 2 avril 1964.)

Réponse. — 1° Afin de mettre à la disposition des constructeurs les terrains nécessaires tout en jugulant la spéculation foncière, le Gouvernement a déjà pris un certain nombre de mesures. Une ordonnance du 31 décembre 1958 a prévu la possibilité de créer des zones dites « à urbaniser en priorité » dont chacune doit avoir une superficie suffisante pour contenir au moins cinq cents logements avec les édifices et les équipements annexes. A l'intérieur de ces zones la puissance publique est autorisée à user du droit de préemption à l'occasion de toute transaction immobilière. La loi du 26 juillet 1962 a d'ailleurs eu pour objet de renforcer cette réglementation. Elle prévoit, d'une part, la possibilité de créer des zones d'aménagement différé dans lesquelles les collectivités publiques sont dotées du même droit de préemption que dans les Z. U. P., d'autre part, un nouveau mode de calcul de l'indemnité de dépossession due au propriétaire dont le bien est acquis par voie de préemption ou d'expropriation. Ainsi que le précise l'article 22 de la loi susvisée qui a modifié l'article 21 de l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958, les biens doivent être estimés d'après la valeur qu'ils ont acquise en raison de leurs possibilités, dûment justifiées, d'utilisation immédiate, un an avant l'ouverture de l'enquête d'utilité publique. Mais, s'agissant d'immeubles compris dans une Z. U. P. ou dans une Z. A. D., il doit être fait référence à la valeur desdits immeubles un an avant la publication de l'acte instituant cette zone (articles 2 et 10 de la loi du 26 juillet 1962). L'expérience prouve que, d'une manière générale, les prix fonciers ont résisté à l'accélération du mouvement de hausse dans les agglomérations où une politique foncière active, notamment par la création de Z. U. P., a été menée. Par ailleurs, de nouvelles mesures vont être mises en place ou sont actuellement envisagées. Il s'agit tout d'abord de la mise en œuvre de la taxe de régularisation des valeurs foncières instituée par l'article 8 de la loi du 19 décembre 1963. Cette taxe qui frappera les terrains insuffisamment occupés dans les zones fixées à cet effet incitera les propriétaires à mettre leurs terrains sur le marché en vue de la construction. D'autre part, un projet de loi va être incessamment déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale en vue d'officialiser les mécanismes du bail à construction. Ce texte facilitera la construction sur de nombreuses petites parcelles par le groupement de leurs propriétaires et la participation de ces derniers à l'opération de construction. Tout en allégeant au départ le coût de la construction du prix des terrains, ce projet offrira aux propriétaires une équitable répartition des charges et des profits de la construction dans une association au sein de laquelle

l'apport du terrain se trouverait rémunéré soit par la dation en paiement d'immeubles construits, soit par un loyer s'étendant sur une période donnée, suffisamment longue. Les propriétaires des zones considérées conserveraient d'ailleurs la faculté de ne pas participer aux risques de l'opération en exigeant que leurs parcelles fassent l'objet d'une expropriation, dans les formes actuellement en usage. Enfin, il est prévu d'affecter à des opérations d'urbanisme un certain nombre de terrains appartenant actuellement à des collectivités publiques ou à des organismes semi-publics et que nous nous efforçons de libérer des servitudes qui pèsent sur eux sans qu'il existe une certitude d'utilisation de ces terrains aux fins prévues dans un avenir raisonnable. L'Etat ne peut toutefois assumer à lui seul la charge de la politique foncière; les organismes constructeurs doivent y prendre leur part, plus spécialement au moment où la politique de stabilisation des prix conduit à fixer le montant des engagements du Trésor, compte tenu de la nécessité d'assurer cette stabilisation. 2° Une large part des terrains acquis et aménagés avec le concours de l'Etat est en fait réservée aux organismes de construction de caractère social, en particuliers aux H. L. M. Conformément au souci exprimé par l'honorable parlementaire, le prix de cession de ces terrains est déterminé en fonction de la nature des immeubles à édifier, ce qui permet aux organismes intéressés d'assurer l'équilibre financier de leurs opérations. 3° Outre les facilités offertes auxdits organismes, ceux-ci ont la possibilité de demander aux communes d'acquérir par voie d'expropriation les terrains nécessaires à la réalisation de leurs programmes lorsqu'ils ne sont pas en mesure de les acquérir à l'amiable. Ces terrains leur seront cédés en application de l'article 41 de l'ordonnance du 23 octobre 1958, au prix d'achat simplement majoré des frais. Les collectivités locales et les organismes intéressés ont à cet effet la possibilité de contracter les emprunts nécessaires auprès de la caisse des dépôts et consignations.

8246. — M. Laurin expose à **M. le ministre de la construction** que, dans des immeubles neufs dits d'Etat (construits avec des indemnités de dommages de guerre), la situation des occupants est particulièrement confuse et illogique. En effet, la plupart de ceux-ci ne sont pas des locataires sinistrés d'origine mais, du fait de leur occupation, sont considérés comme tels. Il s'ensuit que, dans un immeuble identique, les uns ont un loyer résultant de la surface corrigée, d'autres ont fixé ce loyer d'un commun accord, moyennant l'octroi d'un bail de six ans, enfin une troisième catégorie d'occupants, entrés après la promulgation de la loi n° 62-902 du 4 août 1962, a un loyer fixé librement. Il lui demande, dans une situation aussi paradoxale, s'il n'y aurait pas intérêt à reprendre l'étude d'ensemble des loyers de ces immeubles en tenant compte des réalités, afin d'aboutir si possible à une législation plus uniforme. (Question du 8 avril 1964.)

Réponse. — La diversité des régimes locatifs invoquée par l'honorable parlementaire résulte de dispositions législatives ou réglementaires publiées depuis quelques années et tendant à un retour progressif à la liberté des conventions entre locataires et propriétaires. Sauf dans un certain nombre de communes de moins de 4.000 habitants, il n'est pas apparu possible de revenir, sans inconvénients sérieux, à la liberté des conventions pour les locataires ou occupants bénéficiant depuis longtemps de la protection de la loi du 1^{er} septembre 1948. Par contre, dans de nombreuses villes les locations nouvelles dans les immeubles anciens peuvent être maintenant débattues librement, sous réserve de certaines conditions d'entretien et de confort et de la passation d'un bail d'au moins six ans. Ainsi, il est possible que dans le même immeuble, à côté d'anciens occupants toujours soumis à la loi du 1^{er} septembre 1948, habitent des locataires qui, à leur entrée dans les lieux, ont été assujettis au nouveau régime se traduisant par un loyer peut-être plus élevé mais bénéficiant en contrepartie de prestations minimales par le propriétaire et de la sécurité d'un bail de longue durée. Dans les immeubles sinistrés reconstruits ou réparés, les dispositions de la loi du 1^{er} septembre 1948 ne sont plus applicables aux locataires ou occupants non sinistrés d'origine, entrés dans les lieux après la publication de la loi n° 62-902 du 4 août 1962. La situation de ces derniers se distingue par la durée de leur bail, qui peut être plus courte que six ans, de celle des locataires voisins qui ont pu entrer dans les lieux sous le régime précédent. Il est bien certain qu'une grande hétérogénéité existe entre la situation des différents locataires peut actuellement exister dans ces immeubles reconstruits ou réparés. Toutefois, l'unification des régimes pourra s'effectuer progressivement au fur et à mesure du départ des locataires anciens ou de l'expiration des baux de six ans qui ont pu être consentis pendant les quelques mois précédant le 4 août 1962. La remise en ordre des loyers taxés, qu'envisage actuellement le Gouvernement, permettra d'ailleurs d'accélérer le rapprochement entre les loyers des locataires anciens et ceux des nouveaux locataires. Il apparaît pour l'instant préférable de s'en tenir à cette remise en ordre progressive. Même dans un régime de liberté des conventions il est d'ailleurs normal que les conditions d'occupation diffèrent pour chaque locataire selon les clauses particulières dont l'une ou l'autre des parties a demandé ou accepté l'inclusion au bail et selon la date de passation du bail et sa durée.

EDUCATION NATIONALE

7538. — M. Tanguy Prigent rappelle à **M. le ministre de l'éducation nationale** que les élèves professeurs de l'I. P. E. S. (Institut préparatoire de l'enseignement du second degré), payés 550 francs environ mensuellement, bénéficient d'une dérogation d'écrit du

C. A. P. E. S. (certificat d'aptitude à l'enseignement secondaire), mais sont astreints à passer l'oral de cet examen. Dans le but de faciliter leur carrière, il leur est permis dans la dernière année de leur licence de s'inscrire et de préparer le C. A. P. E. S. et, simultanément, un, deux ou trois certificats de licence. Leur convocation à l'oral de cet examen est subordonnée à leur succès aux certificats de licence. Les étudiants libres se destinant à la même carrière de l'enseignement secondaire se voient refuser l'inscription au C. A. P. E. S. (écrit et oral), même s'il ne leur reste qu'un certificat de licence à préparer et à subir. De ce fait, ils ne peuvent présenter ni l'écrit ni l'oral dudit examen. Ils doivent donc remettre à l'année suivante la préparation du C. A. P. E. S., qui nécessite « officiellement » quatre heures hebdomadaires de cours. On en arrive à cette situation paradoxale que les élèves de l'I. P. E. S. titulaires d'une licence, moins deux ou trois certificats, ne peuvent matériellement, et faute de temps, suivre les cours du C. A. P. E. S., mais qu'ils en ont le bénéfice du fait de l'assistance facultative aux cours. Par contre, les étudiants libres titulaires de la licence moins un certificat, ne peuvent s'inscrire audit examen du C. A. P. E. S. alors qu'ils ont le temps de s'y consacrer. Il lui demande s'il ne serait pas possible de reconnaître à tous les étudiants les mêmes droits à passer les mêmes examens, sans pour autant toucher au privilège de la dispense d'écrit des élèves de l'I. P. E. S. Il y aurait là un moyen d'accélérer la formation des professeurs à une époque où leur nombre est notoirement insuffisant, et de leur éviter la tentation de s'échapper dans l'industrie, qui les paie immédiatement et plus largement. (Question du 29 février 1964.)

Réponse. — Les étudiants libres ne sont pas élèves professeurs des instituts de préparation à l'enseignement du second degré, soit parce qu'ils se sont présentés au concours d'entrée dans ces instituts et ont échoué, soit parce qu'ils ne se sont pas présentés à ce concours le plus souvent pour ne pas souscrire l'engagement décennal. Il n'y a donc pas lieu d'accorder les mêmes avantages à ces jeunes gens qu'à ceux de leurs camarades qui ont réussi là où ils ont échoué ou n'ont pas voulu tenter leur chance.

7677. — M. Bertrand Denis expose à M. le ministre de l'éducation nationale que les industriels qui versent par avance leurs taxes d'apprentissage à des établissements habilités peuvent bénéficier d'une remise partielle de ces taxes, à condition toutefois qu'une proportion soit respectée entre les différents ordres d'enseignement, notamment enseignement technique du premier degré, enseignement technique moyen, cours ménager, enseignement supérieur, la contribution à apporter à chaque enseignement étant variable selon les professions. Or, d'après les renseignements en sa possession, la circulaire déterminant la proportion dans laquelle ces versements doivent être faits est confidentielle et ne doit pas être communiquée aux industriels ou à tout autre employeur, passibles de la taxe d'apprentissage et susceptibles d'effectuer des versements, ce qui occasionne des difficultés pour obtenir des dégrèvements, par ailleurs souhaitables et conformes à l'usage établi. Il lui demande s'il ne trouve pas normal qu'une certaine publicité doive être donnée à la répartition prévue de la taxe entre les divers ordres d'enseignement et s'il ne pourrait pas donner des instructions pour qu'il en soit bien ainsi. (Question du 7 mars 1964.)

Réponse. — La commission permanente du conseil supérieur de l'enseignement technique et la commission spéciale de la taxe d'apprentissage qui lui a succédé en 1946, juridictions d'appel des décisions rendues par les comités départementaux de l'enseignement technique en matière d'exonération de la taxe d'apprentissage, ont estimé que l'exonération totale ne pouvait être accordée qu'aux assujettis qui s'intéressaient à l'ensemble des éléments constitutifs de l'enseignement technique : formation des ouvriers qualifiés, des cadres moyens, supérieurs et de l'enseignement ménager. Elles ont établi, à cet effet, des barèmes faisant ressortir dans les différents groupes d'activité professionnelle l'importance respective de chacun de ces éléments. Ces barèmes, issus d'une élaboration jurisprudentielle établie après avis des commissions nationales professionnelles consultatives, constituent un guide appréciable, aussi bien pour les juridictions de l'exonération que pour les assujettis. Du fait de leur destination comme instrument de travail et de documentation, ces barèmes ne présentent pas un caractère confidentiel ; la commission spéciale de la taxe d'apprentissage ainsi que les comités départementaux de l'enseignement technique sont autorisés à les communiquer sur demande des intéressés. Par ailleurs, il semble que leur diffusion soit largement effectuée à titre privé, aussi bien par les organismes professionnels que par les établissements bénéficiaires de subventions.

8110. — Mme Vaillant-Couturier expose à M. le ministre de l'éducation nationale que dans la réponse à sa question écrite n° 3163 du 4 juin 1963 (Journal officiel, débats A. N. du 28 septembre 1963), il est affirmé que « compte tenu des disponibilités budgétaires, soixante-cinq postes nouveaux ont été mis à la disposition des autorités académiques du Bas-Rhin », dans l'enseignement primaire et les classes enfantines. Or, il apparaît en cours d'année scolaire que quarante de ces postes prévus ont été supprimés le 12 juillet 1963 et que de ce fait le nombre des postes créés se limite à vingt-cinq alors qu'il en avait été demandé cent trente. Elle lui demande quel est, au moment des vacances de Pâques, le nombre exact des postes mis à la disposition des autorités académiques du Bas-Rhin dans l'enseignement primaire et les classes enfantines et quelles mesures il compte prendre pour créer sans délai le nombre de postes répondant aux besoins. (Question du 2 avril 1964.)

Réponse. — La nouvelle distribution de postes en juillet 1963 a été plus favorable, pour le département du Bas-Rhin, que celle effectuée

au mois de mai précédent. En effet, cette dernière mettait dans l'obligation l'inspecteur d'académie de résorber en priorité le sur-nombre des instituteurs rapatriés d'Algérie exerçant dans le département, ce qui ne permettait pas la création d'emplois nouveaux. Par contre, sur la dotation de vingt-huit postes alloués en juillet, treize seulement étaient réservés à l'opération de résorption du personnel en surnombre. Ainsi quinze emplois nouveaux ont pu être créés à la rentrée scolaire 1963-1964. Quant à l'effectif actuel du personnel enseignant des classes primaires, il s'analyse ainsi :

Maternelles	572 postes budgétaires.
Enfantines	339 —
Primaires	2.976 —

Soit au total 3.887 postes budgétaires.

Enfin, les services examinent actuellement les besoins nécessaires pour la prochaine rentrée scolaire et les mesures propres à assurer cette rentrée.

FINANCES ET AFFAIRES ECONOMIQUES

6911. — M. Schloesing attirant l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur les difficultés rencontrées par les collectivités locales pour le financement des travaux d'électrification, lui demande de lui préciser, ventilés par départements : 1° le montant de crédits budgétaires affectés à ces travaux au cours des deux dernières années ; 2° le montant de la taxe sur la valeur ajoutée supportée par ces travaux pendant les mêmes années. (Question du 25 janvier 1964.)

Réponse. — 1° Les crédits budgétaires affectés aux travaux d'électrification, au cours des deux dernières années, ont été répartis entre les départements conformément au tableau ci-après, 2° les déclarations de chiffre d'affaires que les redevables sont tenus de souscrire, en vertu des dispositions de l'article 296-I du code général des impôts, doivent comporter seulement le montant total des affaires réalisées, la répartition des opérations taxables par taxe et par taux, et le décompte de l'impôt correspondant. En l'absence de précisions sur l'identité des personnes ou établissements pour le compte desquels les opérations imposables ont été effectuées, seul un examen de la comptabilité des redevables permettrait de connaître le montant de l'impôt acquitté au titre de marchés de fournitures ou de travaux déterminés. Or, étant donné l'ampleur de la tâche qu'impliqueraient de telles investigations, en raison du nombre et de la diversité des entreprises intervenant dans l'exécution des travaux d'électrification financés par les collectivités locales, la direction générale des impôts n'a pas la possibilité, en l'état actuel des effectifs dont elle dispose, de fournir les renseignements demandés par l'honorable parlementaire.

ELECTRIFICATION RURALE

Relevé par département.

DÉPARTEMENTS	DÉLÉGATIONS (1962).	DÉLÉGATIONS (1963).	TOTAL
1 Ain	968.200	734.683	1.702.883
2 Aisne	892.000	892.000	1.784.000
3 Allier	1.560.000	1.560.000	3.120.000
4 Alpes (Basses)	1.228.000	1.228.735	2.456.735
5 Alpes (Hautes)	515.000	515.000	1.030.000
6 Alpes-Maritimes	1.702.000	1.927.000	3.629.000
7 Ardèche	1.172.000	1.172.000	2.344.000
8 Ardennes	357.000	357.000	714.000
9 Ariège	399.000	479.000	878.000
10 Aube	486.000	446.000	932.000
11 Aude	682.000	682.000	1.364.000
12 Aveyron	1.298.000	1.124.000	2.422.000
13 Bouches-du-Rhône	1.440.820	1.399.640	2.840.460
14 Calvados	1.028.000	1.049.000	2.077.000
15 Cantal	1.070.000	1.070.000	2.140.000
16 Charente	740.000	1.139.900	1.879.900
17 Charente-Maritime	670.000	670.000	1.340.000
18 Cher	958.000	958.000	1.916.000
19 Corrèze	1.229.000	1.229.000	2.458.000
20 Corse	189.000	2.759.000	4.652.000
21 Côte-d'Or	869.925	841.332	1.711.257
22 Côtes-du-Nord	3.202.000	3.553.400	6.755.400
23 Creuse	1.022.000	1.222.000	2.244.000
24 Dordogne	997.000	997.000	1.994.000
25 Doubs	552.000	552.000	1.104.000
26 Drôme	1.304.500	1.077.000	2.381.500
27 Eure	745.000	745.000	1.490.000
28 Eure-et-Loir	902.500	756.620	1.659.120
29 Finistère	3.357.200	4.346.100	7.703.300
30 Gard	775.000	915.000	1.690.000
31 Garonne (Haute)	1.069.500	1.557.000	2.626.500
32 Gers	2.090.000	2.090.000	4.180.000
33 Gironde	1.893.200	2.068.000	3.961.200
34 Hérault	753.000	714.000	1.467.000
35 Ille-et-Vilaine	6.088.600	1.890.600	7.979.200
36 Indre	924.000	924.000	1.848.000
37 Indre-et-Loire	665.000	665.000	1.330.000
38 Isère	1.559.250	1.558.900	3.118.150
39 Jura	497.000	697.000	1.194.000
40 Landes	1.351.500	976.000	2.327.500
41 Loir-et-Cher	1.018.000	1.018.000	2.036.000

DÉPARTEMENTS	DÉLÉGATIONS (1962).	DÉLÉGATIONS (1963).	TOTAL
42 Loire	1.102.000	1.102.000	2.204.000
43 Loire (Haute)	1.706.000	1.531.000	3.237.000
44 Loire-Atlantique	1.850.000	832.000	2.682.000
45 Loiret	1.025.000	1.025.000	2.050.000
46 Lot	588.000	588.000	1.176.000
47 Lot-et-Garonne	798.000	798.000	1.596.000
48 Lozère	868.300	719.000	1.587.300
49 Maine-et-Loire	1.197.000	1.197.000	2.394.000
50 Manche	»	2.081.435	2.081.435
51 Marne	771.985	772.000	1.543.985
52 Marne (Haute)	633.000	527.900	1.160.900
53 Mayenne	1.050.000	1.200.000	2.250.000
54 Meurthe-et-Moselle	555.000	555.000	1.100.000
55 Meuse	736.945	684.375	1.421.320
56 Morbihan	2.617.000	3.203.650	5.820.650
57 Moselle	650.750	592.671	1.243.421
58 Nièvre	761.000	761.000	1.522.000
59 Nord	779.000	979.060	1.758.060
60 Oise	727.350	888.120	1.615.470
61 Orne	1.506.000	1.505.500	3.011.500
62 Pas-de-Calais	1.216.000	1.215.950	2.431.950
63 Puy-de-Dôme	1.777.000	1.777.000	3.554.000
64 Pyrénées (Basses)	1.966.000	1.588.400	3.554.400
65 Pyrénées (Hautes)	860.000	860.000	1.720.000
66 Pyrénées-Orientales	582.000	582.000	1.164.000
67 Rhin (Bas)	1.005.000	1.005.015	2.010.015
68 Rhin (Haut)	494.000	594.000	1.088.000
69 Rhône	485.000	485.000	970.000
70 Saône (Haute)	509.000	498.548	1.007.548
71 Saône-et-Loire	1.260.000	1.260.000	2.520.000
72 Sarthe	3.300.000	3.150.000	6.450.000
73 Savoie	735.000	735.000	1.470.000
74 Savoie (Haute)	1.945.000	1.493.000	3.438.000
75 Seine	»	»	»
76 Seine-Maritime	756.000	756.000	1.512.000
77 Seine-et-Marne	633.000	633.000	1.266.000
78 Seine-et-Oise	880.075	879.950	1.760.025
79 Sèvres (Deux)	1.953.000	1.953.000	3.906.000
80 Somma	714.000	713.500	1.427.500
81 Tarn	1.516.000	1.786.000	3.302.000
82 Tarn-et-Garonne	519.000	501.500	1.020.500
83 Var	1.436.000	1.724.000	3.160.000
84 Vaucluse	990.750	734.115	1.724.865
85 Vendée	945.000	945.000	1.890.000
86 Vienne	2.039.000	2.139.000	4.178.000
87 Vienne (Haute)	1.155.000	1.155.000	2.310.000
88 Vosges	692.000	692.000	1.384.000
89 Yonne	806.350	540.000	1.346.350
90 Belfort (territoire de)	117.000	118.000	235.000
Total général	103.036.200	102.512.385	205.548.585

REFORME ADMINISTRATIVE

7201. — M. Poudevigne expose à M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative qu'actuellement des dispositions sont prises dans différents ministères pour organiser rapidement les épreuves de sélection pour l'accès au grade d'attaché d'administration centrale principal. Il lui demande s'il est exact, comme il le bruit en court avec insistance, que de telles épreuves de sélection conditionnant l'accès au grade supérieur vont être très prochainement étendues à tous les autres corps des catégories A et B des administrations centrales et si dans cette perspective — pour éviter le désagrément d'inévitables recours contentieux — la direction de l'administration générale et de la fonction publique étudie une modification de l'article 28 du statut général des fonctionnaires qui prescrit que « l'avancement de grade a lieu exclusivement au choix ». (Question du 8 février 1964.)

Réponse. — Le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative rappelle que l'institution d'un grade nouveau d'attaché principal et d'épreuves de sélection pour l'accès à ce grade s'insère dans une réforme de portée beaucoup plus générale de la situation des personnels des administrations centrales arrêtée par le Gouvernement en mars 1961, au vu des propositions de la commission créée en 1960, pour l'étude des problèmes des administrations centrales. L'existence d'un principalat dont l'accès est subordonné au succès à des épreuves de sélection ne constitue pas une mesure isolée appliquée aux seuls attachés d'administration centrale, mais se présente au contraire comme une mesure générale à ce niveau et dans ce secteur de la fonction publique, puisqu'elle concerne notamment le corps des attachés de préfecture, le corps des attachés d'administration universitaire, le corps des attachés d'intendance universitaire, le corps des inspecteurs des douanes, le corps des inspecteurs des impôts, le corps des inspecteurs du Trésor, le corps des secrétaires adjoints des affaires étrangères. Malgré ces précédents, il ne saurait être question de généraliser un tel principalat, qui ne doit être institué que compte tenu des nécessités d'une saine gestion du corps considéré, et éventuellement du corps qui offre à celui-ci des débouchés. A l'occasion de l'examen d'un statut particulier tendant

à la création de contrôleurs divisionnaires, le Conseil d'Etat a compris au nombre des conditions d'accès à un nouveau grade d'institution, le cas échéant, d'un concours. Bien entendu l'existence d'un tel concours ne se justifie que si au sein du corps considéré le franchissement du grade s'accompagne d'un accroissement important des attributions. Il en résulte que si une rédaction du deuxième alinéa de l'article 28 du statut général mieux adaptée aux besoins des services peut être étudiée, la rédaction actuelle permet de mettre en œuvre les solutions pratiques qui viennent d'être rappelées.

7918. — M. Charpentier appelle l'attention de M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative sur la situation défavorisée dans laquelle se trouvent les administrateurs de la France d'outre-mer versés depuis le 1^{er} octobre 1959 dans les corps autonomes créés en application de l'article 5 de l'ordonnance n° 58-1036 du 29 octobre 1958, lesquels n'ont pu bénéficier jusqu'à présent des révisions indiciaires appliquées, avec effet du 1^{er} janvier 1962, à leurs homologues métropolitains. Il lui rappelle que l'ordonnance du 29 octobre 1958 susvisée a laissé aux intéressés la possibilité d'opter entre leur intégration dans les cadres métropolitains et leur constitution en corps autonomes et que la non-application du reclassement indiciaire à ceux d'entre eux qui n'ont pas opté pour l'intégration aboutirait à leur enlever pratiquement cette faculté d'option. D'autre part, pour les fonctionnaires déjà admis à la retraite, qui ne peuvent être intégrés rétroactivement, il n'y aurait aucune possibilité de bénéficier des revalorisations de pensions auxquelles ils peuvent légitimement prétendre. Il lui demande quelles mesures le Gouvernement envisage de prendre afin que ces fonctionnaires des corps autonomes de l'Etat bénéficient, avec effet du 1^{er} janvier 1962, du reclassement indiciaire qui a été accordé à leurs homologues métropolitains. (Question du 21 mars 1964.)

Réponse. — La revision indiciaire appliquée aux corps d'administrateurs civils, sur lesquels étaient antérieurement alignés les administrateurs de la France d'outre-mer, a été la conséquence d'une réforme de structure propre aux administrations centrales et caractérisée par la création d'un grade nouveau d'administrateur hors classe, de caractère strictement fonctionnel, réservé aux fonctionnaires placés à des postes comportant des responsabilités particulièrement importantes et dont le nombre au sein de chaque administration a été déterminé après une longue enquête par une commission spéciale. L'extension de cette réforme fonctionnelle au corps d'extinction des administrateurs des affaires d'outre-mer s'est révélée, à l'étude, extrêmement difficile, et cela d'autant plus que les deux tiers environ de ces fonctionnaires ont sollicité le bénéfice du congé spécial. Le Gouvernement, dans ces conditions, a maintenu le classement de ces personnels dans les limites indiciaires anciennes, des amélorations ayant toutefois été apportées au déroulement de la carrière. Il a en effet été décidé que l'accès à la classe exceptionnelle se fera sans limitation d'effectifs, mesure qui équivaut à la fusion de deux classes et permet à tous les administrateurs en chef d'atteindre sans difficulté le sommet de la carrière. L'amélioration de la situation des administrateurs des affaires d'outre-mer qui demeurent en fonctions continue à faire l'objet d'études sur un plan interministériel.

7919. — M. Arthur Richards demande à M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative s'il est normal qu'un médecin inspecteur scolaire, dont les indices de traitement, jusqu'en 1958, étaient pratiquement à peu près égaux à ceux de chef de division de préfecture, n'ait pas vu sa situation revalorisée depuis cette époque. Ce fonctionnaire, chef de service, examine annuellement dans son secteur 8.272 enfants et 208 agents du corps enseignant. Il serait très intéressé de savoir si le traitement mensuel actuel, après dix ans de service, qui est de 1.887 francs, paraît convenable et doit correspondre à sept années d'études auxquelles s'ajoutent les dix ans de service et le diplôme de docteur. Il est à noter que ce médecin inspecteur scolaire est employé à temps complet, que la clientèle, ainsi que tout travail étranger à son service, lui est interdit. Il lui demande quel est le coefficient d'emploi auquel il peut prétendre actuellement et celui qui est prévu, éventuellement, si la situation doit être revalorisée. (Question du 21 mars 1964.)

Réponse. — Le grade de médecin inspecteur départemental du service de santé scolaire et universitaire, dont l'accès est réservé aux médecins de secteur, est doté des indices nets 480-600. Cette échelle représente, compte tenu d'une indemnité moyenne de résidence, une rémunération mensuelle de 2.006,02 francs à l'échelon de début et de 2.755,22 francs à l'échelon terminal. Les médecins inspecteurs départementaux seront prochainement intégrés dans le grade de médecin inspecteur principal de la santé publique, au sein du nouveau corps des médecins de la santé publique, dont la création va intervenir en exécution de la décision par le Gouvernement de rassembler les services médicaux du ministère de l'éducation nationale et du ministère de la santé publique et de la population dans des directions départementales de l'action sanitaire et sociale. Le grade de médecin inspecteur principal sera accessible après une durée de services moins élevée que celle exigée pour la nomination au grade de médecin inspecteur départemental. D'autre part, les fonctionnaires intéressés bénéficieront de possibilités accrues de débouchés, soit par affectation à l'emploi de directeur de l'action sociale et sanitaire, soit par promotion aux grades d'adjoint au médecin inspecteur régional et de médecin inspecteur régional, dont les échelons terminaux seront respectivement classés à l'indice net 650 et en hors-échelle A.